



**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL**  
**ECONOMIQUE**  
**ET SOCIAL**



Iistr.  
GENERALE



E/CN.4/LC08  
E/CN.4/Sub.2/305  
4 novembre 1969  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Sous-Commission de la lutte contre  
les mesures discriminatoires et  
de la protection des minorités

RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES  
ET DE LA PROTECTION DES MINORITES A LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME SUR  
LES TRAVAUX DE SA VINGT-DEUXIEME SESSION

New York, 25 août-12 septembre 1969

Rapporteur : M. Antonio Martínez Báez

Note : Les appellations qui sont utilisées dans ce document et la manière dont les renseignements qu'il contient sont présentés n'impliquent aucune prise de position de la part du Secrétariat de l'ONU, en ce qui concerne le statut juridique de tout pays ou territoire, ou de ses autorités, ou le tracé de ses frontières.

TABLE DES MATIERES

<u>Chapitres</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. ORGANISATION DE LA SESSION .....	1 - 21	4
Ouverture et durée de la session .....	1 - 2	4
Représentation à la session .....	3 - 11	4
Election du Bureau .....	12	7
Secrétariat .....	13	8
Ordre du jour .....	14	8
Organisation des travaux .....	15	9
Séances, résolutions et documentation .....	16 - 21	9
II. ETUDE SPECIALE SUR LA DISCRIMINATION RACIALE DANS LES DOMAINES POLITIQUE, ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL .....	22 - 45	11
Adoption de la résolution .....	44	20
<u>Résolution 2 (XXII) du 5 septembre 1969</u> .....	45	22
III. ETUDE SUR L'EGALITE DANS L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	46 - 202	24
Introduction .....	46 - 54	24
Examen du rapport dans son ensemble .....	55 - 61	26
Examen du projet de principes .....	62 - 141	28
Présentation du projet de principes révisé .....	142 - 190	48
Examen du projet de résolution .....	191 - 198	66
Adoption du projet de résolution .....	199 - 201	69
<u>Résolution 3 (XXII) du 9 septembre 1969</u> .....	202	70
IV. QUESTION DE L'ESCLAVAGE ET DE LA TRAITE DES ESCLAVES DANS TOUTES LEURS PRATIQUES ET MANIFESTATIONS, Y COMPRIS LES PRATIQUES ESCLAVAGISTES DE L'APARTHEID ET DU COLONIALISME .....	203 - 223	71
Adoption de la résolution .....	218 - 222	75
<u>Résolution 4 (XXII) du 10 septembre 1969</u> .....	223	77
V. QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES, Y COMPRIS LA POLITIQUE DE DISCRIMINATION RACIALE ET DE SEGREGATION AINSI QUE LA POLITIQUE D'APARTHEID, DANS TOUS LES PAYS, EN PARTI- CULIER DANS LES PAYS COLONIAUX ET AUTRES PAYS ET TERRITOIRES DEPENDANTS .....	224 - 233	80

/...

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitres</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
VI. EXAMEN DES FAITS NOUVEAUX INTERVENUS DANS LES DOMAINES QUI ONT DEJA FAIT L'OBJET D'UNE ETUDE OU D'UNE ENQUETE DE LA PART DE LA SOUS-COMMISSION ...	234 - 259	89
Adoption de la résolution .....	258	99
<u>Résolution 1 (XXII)</u> du 28 août 1969 .....	259	100
VII. ADOPTION DU RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION A LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME .....	260	102
VIII. PROJET DE RESOLUTION SOUMIS A L'APPROBATION DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME .....		103
Etude sur l'égalité dans l'administration de la justice .....		103

Annexes

- I. INCIDENCES FINANCIERES DES RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LA  
SOUS-COMMISSION A SA VINGT-DEUXIEME SESSION
- II. LISTE DES DOCUMENTS DONT LA SOUS-COMMISSION ETAIT SAISIE  
A SA VINGT-DEUXIEME SESSION

/...

## I. ORGANISATION DE LA SESSION

### Couverture et durée de la session

1. La vingt-deuxième session de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités s'est tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, du 25 août au 12 septembre 1969.
2. M. Pierre Juvigny (France), président de la Sous-Commission à sa vingt et unième session, a ouvert la vingt-deuxième session (557ème séance).

### Représentation à la session

3. Les membres et suppléants dont les noms suivent ont participé à la session :

#### MEMBRES ET SUPPLEANTS

M. Mohammed A. Abu Rannat	(Soudan)
M. Alexander Bolintineanu	(Roumanie)
M. Peter Calvocoressi	(Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
M. Derek Milton	
M. Francesco Capotorti	(Italie)
M. John Carey (suppléant de M. Clyde Ferguson)	(Etats-Unis d'Amérique)
M. George Thomas (suppléant)	
M. Adib Daoudy	(Syrie)
M. Vicente Diaz Samayoa	(Guatemala)
M. I. J. D. Durlong	(Nigéria)
Mlle Mary M. Gichuru	(Kenya)
M. Héctor Gros Espiell	(Uruguay)
M. John P. Humphrey	(Canada)
M. José D. Ingles	(Philippines)
M. Alejandro D. Yango (suppléant)	
M. Branimir Jankovic	(Yougoslavie)
M. Pierre Juvigny	(France)
M. Ahmed Kettani	(Maroc)

/...

M. Ahmed Khalifa	(République arabe unie)
M. Antonio Martínez Báez	(Mexique)
M. José R. Martínez Cobo	(Equateur)
M. Erik Nettel	(Autriche)
M. Gregor Waschnagg (suppléant)	
M. Paul Nikiema	(Haute-Volta)
M. Reaz Rahman (suppléant de M. A. R. Cornelius)	(Pakistan)
M. Niccdème Ruhashyankiko	(Rwanda)
M. U. M. Rybakov	(Union des Républiques socialistes soviétiques)
M. G. I. Ragulin (suppléant)	
M. Hernán Santa Cruz	(Chili)
M. José Piñera (suppléant)	
M. W. E. Waldron-Ramsey	(République-Unie de Tanzanie)

4. Certains membres ont fait savoir au Secrétaire général qu'ils ne pourraient pas assister à la session et que, conformément à l'article 70 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social, et avec l'assentiment de leur gouvernement, ils avaient désigné des suppléants, comme il est indiqué ci-après. M. A. R. Cornelius (Pakistan) et M. Clyde Ferguson ont désigné respectivement pour les remplacer pour toute la durée de la session M. Reaz Rahman et M. John Carey. M. José D. Ingles, M. Ahmed Khalifa, M. Erik Nettel, M. U. M. Rybakov et M. Hernán Santa Cruz ont désigné respectivement pour les remplacer à certaines séances M. Derek Milton, M. Alejandro D. Yango, M. A. Moussa, M. Gregor Waschnagg, M. G. I. Ragulin et M. José Piñera. M. Carey a désigné M. George Thomas comme suppléant pour certaines séances. Ces désignations ayant l'agrément du Secrétaire général, les suppléants ont bénéficié, pendant la durée de la session, du même statut que les membres de la Sous-Commission, y compris le droit de vote.

5. M. Simon Ilako (République démocratique du Congo) n'a pas pu assister à la session.

6. M. Mohamed Awad a assisté à la séance en sa qualité de Rapporteur spécial sur l'esclavage.

/...

7. Les gouvernements des Etats Membres ci-après étaient représentés par des observateurs :

<u>Irak</u> :	M. Mohamed Ridha al-Jabiri
<u>Israël</u> :	M. Shamay Cahana

8. Conformément à la résolution 48 (IV) du Conseil économique et social, la Commission de la condition de la femme était représentée à la session par Mme Eugenia A. Stevenson.

9. Les institutions spécialisées ci-après étaient représentées à la session :

<u>Organisation internationale du Travail</u> (OIT) :	M. William Knight Mlle Delia Garcia-Daireaux
<u>Organisation des Nations Unies pour</u> <u>l'éducation, la science et la</u> <u>culture (UNESCO)</u>	Mlle Lorna McPhee

10. La Ligue des Etats arabes était représentée à la session par les observateurs dont le nom suit :

M. Rashad Murad, M. Burhan Hammad  
et M. Mchamed M. Fahmy.

11. Les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif étaient représentées comme suit :

Catégorie I

<u>Conseil international des femmes</u>	Mme Sylvester Carter
---	----------------------

Catégorie II

<u>Alliance mondiale des unions</u> <u>chrétiennes féminines</u>	Mme Margaret Gordon Forsyth Mildred F. H. Jones
<u>Association des femmes du Pacifique</u> <u>et de l'Asie du Sud-Est</u>	Mme Leah Horwitz
<u>Comité consultatif mondial de la</u> <u>Société des amis</u>	M. Cecil R. Evans
<u>Comité de coordination d'organisations</u> <u>juives</u>	H. Schoenberg

/...

Conférence internationale des charités  
catholiques

M. Louis Longarzo

Congrès du monde islamique

M. Issa Nakhley

Congrès juif mondial

M. Maurice L. Perlzweig

Conseil consultatif d'organisations  
juives

M. Moses Moskowitz

Conseil international des femmes juives

Nettie S. Levy

Fédération internationale des droits  
de l'homme

Mme Helene K. Plant

Mlle Roberta Cohen

Fédération internationale des femmes  
de carrières libérales et  
commerciales

Esther W. Hymer

Fédération internationale des femmes  
juristes

Dora Aberlin

Clennie C. Baker

Ida M. Greenblatt

Mlle Anna R. Kumin

Wilhelmina C. Montour

Ligue internationale des droits de  
l'homme

Mlle Dora Roitburd

Organisation mondiale Agudas Israël

M. Isaac Lewin

Société antiesclavagiste

M. Patrick Montgomery

Union mondiale des organisations  
féminines catholiques

Mlle Catherine Schaefer

Margaret Stokes

Alba Zizzamia

Registre

Union internationale de l'humanisme  
éthique

Mme Walter M. Weiss

Election du Bureau

12. A sa 557ème séance, la Sous-Commission a élu les membres du Bureau ci-après :

Président :

M. Mohammed Abu Rannat (Soudan)

Vice-Présidents :

M. Alexander Bolintineanu (Roumanie)

M. John P. Humphrey (Canada)

Rapporteur :

M. Antonio Martínez Báez (Mexique)

/...

Secrétariat

13. M. Marc Schreiber, directeur de la Division des droits de l'homme, et M. Edward Lawson, directeur adjoint, représentaient le Secrétaire général. M. George Brand et M. Rupert John exerçaient les fonctions de secrétaires de la Sous-Commission.

Ordre du jour

14. A sa 557ème séance, la Sous-Commission a inscrit à l'ordre du jour de sa vingt-deuxième session les questions ci-après qui figuraient à l'ordre du jour provisoire (E/CN.4/Sub.2/295) :

1. Election du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour.
3. Etude spéciale sur la question de la discrimination raciale dans les domaines politique, économique, social et culturel.
4. Etude sur l'égalité dans l'administration de la justice.
5. Question de l'esclavage et de la traite des esclaves dans toutes leurs pratiques et manifestations, y compris les pratiques esclavagistes de l'apartheid et du colonialisme.
6. Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation ainsi que la politique d'apartheid, dans tous les pays, en particulier dans les pays coloniaux et autres pays et territoires dépendants.
7. Communications concernant les droits de l'homme.
8. Examen des faits nouveaux intervenus dans les domaines qui ont déjà fait l'objet d'une étude ou d'une enquête de la part de la Sous-Commission.
9. Protection des minorités.
10. Génocide.
11. Examen des travaux futurs de la Sous-Commission.
12. Rapport de la Sous-Commission à la Commission des droits de l'homme sur les travaux de sa vingt-deuxième session.

/...



Organisation des travaux

15. La Sous-Commission a examiné certains points de son ordre du jour, dans l'ordre suivant : 8, 4, 3, 5 et 6. L'examen de ces points a occupé toute la session. Elle a renvoyé l'examen des points 7, 9, 10 et 11 à sa vingt-troisième session. En ce qui concerne le point 7 (Communications concernant les droits de l'homme) la Sous-Commission était saisie des documents suivants : a) une liste confidentielle de communications (H.R. Communications Lists No. 19/Add.1 à 4 et H.R. Communications Lists No. 20) et des réponses des gouvernements (H.R. Communications Nos. 648 à 741); b) une liste non confidentielle de communications (E/CN.4/Sub.2/CR.14); c) le rapport du Groupe de travail désigné conformément à la résolution 2 (XXI) de la Sous-Commission (E/CN.4/Sub.2/R.1) et d) un projet de résolution présenté par M. Rybakov (E/CN.4/Sub.2/L.536). En ce qui concerne le point 9 de son ordre du jour (Protection des minorités), la Sous-Commission était saisie d'un projet de résolution présenté par MM. Kettani, Khalifa et Waldron-Ramsey (E/CN.4/Sub.2/L.534) et d'un projet de résolution présenté par M. Diaz Samayoa et M. Gros Espiell (E/CN.4/Sub.2/L.535). En ce qui concerne le point 10 de son ordre du jour (Génocide), la Sous-Commission était saisie d'une note du Secrétaire général sur l'état de la Convention sur la prévention et la répression du crime de génocide (E/CN.4/Sub.2/3C2) et d'une note du Secrétaire général contenant les renseignements reçus des gouvernements en réponse à la demande qui leur avait été adressée conformément à la résolution 1420 (XLVI) du Conseil économique et social (E/CN.4/Sub.303 et Add.1 à 6). En ce qui concerne le point 11 (Examen des travaux futurs de la Sous-Commission), la Sous-Commission était saisie d'une note du Secrétaire général (E/CN.4/Sub.2/530).

Séances, résolutions et documentation

16. La Sous-Commission a tenu 25 séances plénières. Les vues exprimées au cours de ces séances sont résumées dans les comptes rendus des 557ème à 581ème séances (E/CN.4/Sub.2/SR.557-581).

/...

17. La Sous-Commission a entendu des déclarations faites par les représentants de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) à sa 558ème séance.

18. La Sous-Commission a adopté les résolutions 1 (XXII) à 4 (XXII). On en trouvera le texte ci-après sous les rubriques pertinentes.

19. Un projet de résolution que la Sous-Commission a recommandé à la Commission des droits de l'homme d'adopter est reproduit au chapitre VIII.

20. Les états d'incidences financières établis par le Secrétaire général concernant les résolutions 2 (XXII), 3 (XXII) et 4 (XXII) adoptées par la Sous-Commission sont reproduits à l'annexe I.

21. On trouvera dans l'annexe II la liste des documents dont la Sous-Commission était saisie.

/...

II. ETUDE SPECIALE SUR LA DISCRIMINATION RACIALE DANS LES DOMAINES  
POLITIQUE, ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL

(Point 12 de l'ordre du jour)

22. La Sous-Commission a examiné le point 12 de son ordre du jour de sa 565ème à sa 572ème séance.

23. La Sous-Commission était saisie d'un rapport intérimaire (E/CN.4/Sub.2/301) soumis par le Rapporteur spécial, M. Hernan Santa-Cruz. En présentant son rapport, le Rapporteur spécial a attiré l'attention sur la résolution 6 (XXI) que la Sous-Commission a adoptée à sa vingt et unième session et dans laquelle, compte tenu des échanges de vues qui avaient eu lieu à cette session, elle l'a invité à présenter son rapport final en temps voulu pour que la Sous-Commission puisse l'examiner à sa vingt-deuxième session. Il n'avait pas été en mesure toutefois, comme la Sous-Commission avait pu le constater, de donner entièrement suite à cette demande et il avait soumis non pas un rapport définitif mais un rapport intérimaire. Cela était dû à des raisons de fond qu'il avait exposées aux paragraphes 26 et 27 du rapport intérimaire. Le Rapporteur spécial avait l'impression que la communauté internationale attachait une importance de plus en plus grande au problème de la discrimination raciale qui dominait, lui semblait-il, les activités des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme. Il était donc indispensable que l'étude en question soit aussi complète et détaillée que possible. Le Rapporteur spécial pensait qu'il lui serait possible d'atteindre cet objectif s'il pouvait se servir pour l'établissement de son rapport final d'au moins 80 documents de séance, et non pas des 36 sur lesquels le rapport intérimaire était fondé.

24. Se référant au chapitre sur le danger de la renaissance du nazisme et de l'intolérance raciale, le Rapporteur spécial a rappelé qu'à la vingt et unième session de la Sous-Commission, il avait déclaré que le chapitre qu'il avait alors préparé sur cette question était incomplet et qu'il envisageait de remanier l'ensemble du chapitre pour le rapport final. Des faits nouveaux étaient intervenus depuis. Par exemple, dans sa résolution 10 (XXV), la Commission des droits de l'homme avait invité la Sous-Commission à examiner dans l'étude le

/...

danger de la renaissance du nazisme et la forme sous laquelle une telle renaissance pouvait affecter le respect et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales. La Commission avait également invité les gouvernements des Etats Membres et les organisations possédant des renseignements sur cette question à les communiquer au Rapporteur spécial suffisamment tôt pour qu'il puisse en tenir compte dans l'étude. En outre, dans sa résolution 2438 (XXIII), l'Assemblée générale avait prié le Secrétaire général de lui soumettre un résumé des renseignements dont il pourrait disposer au sujet des instruments internationaux, des dispositions législatives et des autres mesures déjà adoptées ou envisagées tant sur le plan national que sur le plan international, en vue de mettre fin au racisme, aux activités nazies et à toutes autres activités similaires telles que l'apartheid. C'est pour ces raisons que le Rapporteur spécial avait décidé de ne présenter son rapport final qu'à la vingt-troisième session de la Sous-Commission.

25. En ce qui concerne la structure du rapport intérimaire, le Rapporteur spécial a signalé qu'à la suite des débats qui avaient eu lieu à la vingt et unième session de la Sous-Commission, il avait effectué un certain nombre de changements. Le rapport intérimaire comprenait une introduction et onze chapitres. Le chapitre premier, qui faisait l'historique de la discrimination raciale, avait été complètement réécrit. Le chapitre II définissait la portée de l'étude. Le chapitre III, qui correspondait au chapitre VIII du projet de rapport, avait été profondément remanié à la lumière des monographies supplémentaires qui avaient été mises à la disposition du Rapporteur spécial. Les chapitres IV, V, VI et VII analysaient la situation actuelle dans diverses régions du monde, en ce qui concerne la discrimination raciale dans les domaines politique, économique, social et culturel, et ils étaient fondés principalement sur les renseignements figurant dans les documents de séance qui avaient été achevés depuis l'élaboration du projet de rapport. Le chapitre VIII portait sur une question nouvelle qui ne figurait pas dans le projet de rapport, à savoir les mesures prises en ce qui concerne la protection des populations autochtones et le Rapporteur spécial a informé la Sous-Commission que le rapport final contiendrait un chapitre entier relatif au traitement des populations autochtones. Le chapitre IX, qui avait

/...

trait à la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine reprenait en grande partie le chapitre IX du projet de rapport et contenait également des renseignements sur l'évolution de la situation depuis lors. Le chapitre XI énonçait les projets de propositions et de recommandations, tels qu'ils avaient été révisés à la lumière des débats de la Sous-Commission à sa vingt et unième session. Pour ce qui est du chapitre X, qui traitait de la question du nazisme, le Rapporteur spécial continuait à estimer que ce chapitre était encore provisoire et il a attiré l'attention sur le paragraphe 656 de son rapport où il avait souligné que les conclusions présentées dans le projet de rapport avaient été conservées pour le moment, mais qu'elles avaient encore un caractère provisoire. Ce chapitre, de même que les conclusions auxquelles il donnerait lieu, ne pourrait être rédigé sous une forme définitive que lorsque l'on disposerait des renseignements communiqués par les gouvernements.

26. Des observations ont été formulées par divers membres de la Sous-Commission, par des observateurs des Gouvernements d'Israël et de l'Irak, par le représentant de la Commission de la condition de la femme et par les observateurs du Congrès juif mondial, du Congrès islamique mondial et de l'Organisation mondiale Agudas Israel. Le Rapporteur spécial a été chaleureusement félicité pour son rapport, dont on a souligné l'érudition, l'objectivité, la compréhension, l'équilibre et l'exactitude. Certaines des questions soulevées au cours de la discussion au sujet du rapport sont résumées ci-après.

27. Tous les orateurs ont été d'avis que les idéologies et les pratiques racistes et nazies étaient incompatibles avec le développement de la société humaine à une époque où la science, la civilisation et la culture faisaient d'importants progrès. Certains ont fait observer qu'en analysant les aspects les plus importants de la discrimination raciale et en indiquant les moyens de les combattre, l'étude du Rapporteur spécial apportait une contribution précieuse à la suppression de la menace que la discrimination raciale sous toutes ses formes et manifestations, y compris la ségrégation raciale, l'apartheid et le nazisme faisait peser sur les valeurs fondamentales de l'humanité.

/...

28. Plusieurs membres ont loué le chapitre premier contenant l'historique de la discrimination raciale. A leur avis il représentait une étude très satisfaisante des origines de la discrimination raciale, tenait dûment compte des deux éléments principaux, à savoir le colonialisme et l'esclavage, et indiquait de façon claire comment l'opinion publique et le droit international avaient évolué au cours des années. Certains membres ont estimé cependant que si le chapitre accordait une place considérable aux vues théoriques, il manquait peut-être de renseignements pratiques sur les circonstances historiques du développement du racisme. En réponse, le Rapporteur spécial a déclaré qu'il tiendrait compte des observations utiles qui avaient été formulées et qu'il ferait figurer dans son rapport final des renseignements concernant l'influence des manifestations actuelles de la discrimination raciale sur le processus de développement économique et social et le concept de la discrimination raciale en tant qu'instrument d'exploitation.

29. Le chapitre X, qui traitait du danger de la renaissance du nazisme et de l'intolérance raciale, a donné lieu à une longue discussion. Quelques membres se sont dits très inquiets de ce qu'ils considéraient comme des preuves de la renaissance d'activités nazies dans certaines régions du monde, en particulier dans la République fédérale d'Allemagne où certaines organisations et des associations propageraient le racisme, le militarisme et des idées revanchardes. Selon ces membres, le parti national démocrate de la République fédérale d'Allemagne était le noyau autour duquel s'étaient regroupés les partisans du fascisme et de la continuation de l'ancien parti nazi. Ces membres estimaient que le parti national démocrate était l'exemple le plus dangereux de la renaissance du nazisme. Ils ont profondément déploré la tolérance dont quelques gouvernements faisaient preuve envers l'existence d'organisations nazies et devant les activités déployées par ces organisations, alors que l'ONU a demandé aux gouvernements d'interdire les partis et les organisations nazis. On a fait valoir par ailleurs que, bien que le nazisme ait été la pire expression du fascisme en Europe, ce n'en était pas la seule et qu'il n'était en fait qu'une des manifestations d'un phénomène plus vaste. Ceux qui défendaient cette opinion ont estimé qu'il était difficile d'être objectif lorsque des émotions profondes étaient en jeu et qu'il fallait faire une distinction entre le passé, le présent et même l'avenir du nazisme.

/...

30. Quelques membres se sont demandés si le Rapporteur spécial avait eu raison de s'appuyer si totalement sur le jugement du Tribunal militaire international de Nuremberg pour démontrer ce qu'était l'essence du nazisme. Ils ont estimé qu'il aurait été préférable d'invoquer des preuves plus récentes venant d'autres sources. Ils ont estimé également qu'il aurait été préférable que le Rapporteur spécial donne sa propre interprétation des faits au lieu de reproduire de longs extraits du jugement. Cependant, d'autres membres ont estimé que les citations du jugement servaient à souligner le caractère indiscutablement atroce du nazisme qu'il ne fallait pas essayer de dissimuler. Un membre de la Sous-Commission a émis l'avis que, bien que le chapitre sur le nazisme traitât principalement du problème tel qu'il se posait dans la République fédérale d'Allemagne, il convenait également, pour rétablir l'équilibre dans l'examen de la question, de mentionner la situation en Allemagne orientale. Cependant, un autre membre a fait observer que la République démocratique d'Allemagne était parvenue à éliminer entièrement l'idéologie et les pratiques du nazisme et qu'il n'existait dans ce pays aucun parti ni aucune organisation susceptibles de propager les idées inhumaines du nazisme. Le Rapporteur spécial a fait observer, dans sa réponse, que le chapitre sur le nazisme était soumis en tant qu'avant-projet et qu'il serait profondément remanié à la lumière des commentaires et suggestions faits par les membres de la Sous-Commission, et des renseignements supplémentaires qu'il espérait recevoir des gouvernements. Il a déclaré que le rapport devait contenir une description non seulement des éléments racistes du nazisme dans le passé, mais aussi une description de tout phénomène actuel pertinent, qu'il se produise dans la République fédérale d'Allemagne ou ailleurs.

31. Plusieurs membres de la Sous-Commission ont dit que la politique raciale de la République sud-africaine était très bien exposée au chapitre IX du rapport. Toutefois, on a été d'avis que la documentation préparée par le Groupe spécial d'experts créé conformément à la résolution 2 (XXIII) de la Commission des droits de l'homme pourrait être utilisée plus largement de façon à donner à l'étude une portée plus vaste. Un membre a pensé qu'on pourrait s'attacher davantage à rechercher les causes de l'échec des mesures internationales adoptées pour lutter

/...

contre l'apartheid. On a dit aussi que l'étude pourrait traiter, dans le contexte de l'apartheid, des politiques raciales de la Rhodésie du Sud, de la Namibie et des territoires sous domination portugaise. Le Rapporteur spécial a répondu qu'il tiendrait compte de ces suggestions lorsqu'il rédigerait son rapport final.

32. Les membres de la Sous-Commission se sont félicités que l'on ait inclus dans le rapport un chapitre sur les mesures prises en vue de protéger les populations autochtones. Plusieurs membres ont également appuyé l'idée du Rapporteur spécial d'introduire dans son rapport final des renseignements plus détaillés sur le traitement des autochtones. Certains ont indiqué cependant que le chapitre actuel serait plus utile s'il contenait un plus grand nombre de faits concrets concernant la situation présente et insistait moins sur la législation.

33. Certaines réserves ont été formulées, mais l'accord général s'est fait, en principe, sur les conclusions et propositions préliminaires figurant au chapitre XI du rapport du Rapporteur spécial. Se référant à la deuxième partie du paragraphe 755, où il est question de la situation des populations autochtones dans certains pays d'Amérique latine, certains membres de la Sous-Commission ont émis l'avis qu'il serait bon de remanier cette phrase, de façon à bien indiquer en particulier qu'il ne s'agissait pas de comparer la situation historique ou actuelle des populations autochtones d'Amérique latine avec celle des populations d'Afrique du Sud qui vivaient sous le régime de l'apartheid. Le Rapporteur spécial a précisé qu'il ne s'agissait nullement en effet de comparer la situation en Amérique latine avec l'apartheid. Il a fait observer que la discrimination raciale pouvait prendre bien des formes. La politique d'apartheid poursuivie par le Gouvernement de la République sud-africaine en était une forme extrême; à l'autre extrême, il existait une discrimination plus subtile, qui s'apparentait aux différences de classe, et qui était celle que connaissaient les populations autochtones d'Amérique latine.

34. Plusieurs membres de la Sous-Commission ont formulé des suggestions quant aux moyens d'améliorer la structure du rapport. Le Rapporteur spécial a promis de ne pas perdre de vue ces observations et commentaires lorsqu'il rédigerait son rapport final.

/...



35. A la 571ème séance de la Sous-Commission, M. Calvocoressi, M. Martínez Báez et M. Waldron-Ramsey ont présenté un projet de résolution (E/CN.4/Sub.2/L.521) ainsi conçu :

"La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Ayant examiné le rapport intérimaire (E/CN.4/Sub.2/301) relatif à l'étude spéciale sur la discrimination raciale dans les domaines politique, économique, social et culturel, présenté par le Rapporteur spécial, M. Hernán Santa Cruz,

1. Exprime ses chaleureux remerciements à M. Santa Cruz pour le précieux rapport détaillé qu'il a rédigé et qui représente un nouveau pas en avant dans les travaux de la Sous-Commission dans ce domaine,

2. Prie le Rapporteur spécial de poursuivre sa tâche, en tenant compte de l'échange de vues qui a eu lieu sur le rapport durant la vingt-deuxième session de la Sous-Commission, et de préparer et de soumettre un rapport définitif à temps pour qu'il soit examiné par la Sous-Commission à sa vingt-troisième session."

36. A la même séance, M. Rybakov a présenté les amendements ci-après (E/CN.4/Sub.2/L.523/Rev.1) au projet de résolution :

"Paragraphe 1

1. A la fin du paragraphe, ajouter les mots suivants : 'et approuve l'approche adoptée dans le rapport à l'égard des problèmes à examiner'".

"Paragraphe 2 et nouveaux paragraphes

2. Remplacer le paragraphe 2 par les nouveaux paragraphes suivants :

'2. Invite le Rapporteur spécial à compléter son rapport par des données sur la renaissance du nazisme dans le monde actuel, sur les liens entre le nazisme actuel et les forces racistes dans diverses régions du monde et sur l'influence néfaste du nazisme sur la jeunesse, ainsi que sur l'appui financier fourni par les organisations nazies;

3. Invite le Rapporteur spécial à formuler des recommandations concernant les mesures efficaces qui doivent être prises contre la discrimination raciale et le nazisme,

/...

4. Prie le Secrétaire général de prêter au Rapporteur spécial toute l'assistance nécessaire dans l'achèvement de son rapport et, en particulier, de faire en sorte que les renseignements demandés aux gouvernements en application de la résolution 10 (XXV) de la Commission des droits de l'homme soient reçus en temps voulu et communiqués au Rapporteur;

5. Prie en outre le Secrétaire général de communiquer le rapport intérimaire présenté par le Rapporteur spécial, M. Santa Cruz, (E/CN.4/Sub.2/301) aux Etats Membres, avant la vingt-quatrième session de l'Assemblée générale, aux fins d'utilisation au cours de la session;

6. Invite le Rapporteur spécial à soumettre un rapport définitif à temps pour qu'il soit examiné par la Sous-Commission à sa vingt-troisième session et décide d'attribuer la priorité à l'examen de la question à ladite session."

37. En présentant le projet de résolution E/CN.4/Sub.2/L.521, M. Calvocoressi a précisé qu'il ne parlait qu'en son nom propre et non pas au nom des coauteurs du projet de résolution. A son avis, le texte du projet de résolution était clair et concis; il était en outre rédigé sur le modèle de résolutions adoptées à propos d'autres études entreprises par la Sous-Commission. Quant aux amendements proposés par M. Rybakov, la plupart d'entre eux ne soulevaient à son avis pas d'objections de fond; mais ils n'étaient pas nécessaires surtout lorsqu'ils visaient à donner des instructions au Rapporteur spécial. Quoi qu'il en soit, M. Calvocoressi ne pouvait appuyer la proposition tendant à présenter le rapport, sous sa forme actuelle, à l'Assemblée générale. D'autres membres ont exprimé des vues analogues. On a rappelé que, du reste, le rapport intérimaire serait de toute façon à la disposition de tous les Etats Membres de l'ONU représentés à l'Assemblée générale et qu'il n'y avait par conséquent pas lieu de faire figurer un paragraphe spécial dans la résolution pour confirmer ce fait.

38. En expliquant les amendements qu'il avait présentés, M. Rybakov a émis l'avis qu'ils renforceraient le projet de résolution. Le nouveau paragraphe 2 du dispositif faciliterait la tâche du Rapporteur spécial lorsqu'il traiterait de la question du nazisme dans son rapport final et ce paragraphe était d'ailleurs conforme à des résolutions adoptées par des organes supérieurs des Nations Unies, notamment à la résolution 2438 (XXIII) de l'Assemblée générale et à la

/...

résolution 1417 (XLVI) du Conseil économique et social. Quant à la proposition de présenter le rapport intérimaire à l'Assemblée générale, M. Rybakov estimait que ce document, sans être définitif, contenait néanmoins des renseignements précieux qui pourraient avantageusement être utilisés par cet organe supérieur sous sa forme actuelle. Certains membres ont été du même avis, mais d'autres ont été de l'avis contraire.

39. A la 572ème séance, M. Khalifa a présenté les amendements ci-après (E/CN.4/Sub.2/L.524) aux amendements de M. Rybakov (E/CN.4/Sub.2/L.523/Rev.1) :

"Paragraphe 2

Ajouter le membre de phrase suivant à la fin du paragraphe :

'et à faire figurer dans son rapport une étude de toutes les idéologies similaires fondées sur l'intolérance raciale'."

"Paragraphe 3

Ajouter le membre de phrase suivant à la fin du paragraphe :

'ainsi que contre toutes les autres idéologies similaires'."

40. M. Rybakov a accepté ces amendements. Il a également accepté un amendement présenté oralement par M. Khalifa et tendant à supprimer, au paragraphe 2 du dispositif de ses propres amendements le membre de phrase suivant : "et sur l'influence néfaste du nazisme sur la jeunesse, ainsi que sur l'appui financier fourni par les organisations nazies". M. Rybakov a accepté aussi une proposition orale de M. Kettani tendant à ce qu'il insère, à la fin de son amendement au paragraphe 1 du dispositif les mots "compte tenu de l'échange de vues auquel le rapport a donné lieu lors de la vingt-deuxième session de la Sous-Commission".

41. Sur la proposition de certains membres, M. Rybakov a supprimé le mot "efficaces" après le mot "mesures", au paragraphe 3 du dispositif. Il a également modifié le paragraphe 4 du dispositif en ajoutant les mots "à nouveau" après "Prie", à la première ligne, et en insérant entre les mots "en particulier" et "de faire en sorte", aux deuxième et troisième lignes, les mots "de demander aux Etats". Compte tenu de la discussion dont il a fait l'objet, M. Rybakov a retiré

/...

le paragraphe 5 de ses amendements. Il a retiré le paragraphe 6 du dispositif proposé dans ses amendements en faveur du paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution (E/CN.4/Sub.2/L.521) auquel on a ajouté, après le mot "examiné", les mots "en priorité".

42. A la même séance, M. Jankovic a proposé oralement d'insérer, après le paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution, le nouveau paragraphe suivant :

"4. Invite le Rapporteur spécial à compléter son rapport par des caractéristiques et manifestations de la politique de ségrégation dans toute l'Afrique australe : en Rhodésie du Sud, en Namibie et dans les territoires sous domination portugaise."

43. Le représentant du Secrétaire général a appelé l'attention de la Sous-Commission sur le document E/CN.4/Sub.2/L.522, dans lequel le Secrétaire général indiquait les incidences financières du projet de résolution publié sous la cote E/CN.4/Sub.2/L.521.

#### Adoption de la résolution

44. A sa 572ème séance, la Sous-Commission s'est prononcée sur le projet de résolution présenté par M. Calvocoressi, M. Martínez Báez et M. Waldron-Ramsey (E/CN.4/Sub.2/L.521), ainsi que sur les amendements y afférents. Voici le résultat du vote :

- a) L'alinéa du préambule a été adopté à l'unanimité;
- b) L'amendement oral de M. Rybakov au paragraphe 1 du dispositif a été adopté par 15 voix contre une, avec 8 abstentions;
- c) L'ensemble du paragraphe 1, sous sa forme modifiée, a été adopté par 17 voix contre zéro, avec 8 abstentions;
- d) L'amendement présenté oralement par M. Jankovic a été adopté par 24 voix contre une à la suite d'un vote par appel nominal.

Les voix se sont réparties comme suit :

/...

Ont voté pour : M. Abu Rannat, M. Bolintineanu, M. Calvocoressi,  
M. Capotorti, M. Carey, M. Daoudy, M. Durlong,  
Mlle Gichuru, M. Gros Espiell, M. Humphrey, M. Jankovic,  
M. Juvigny, M. Kettani, M. Khalifa, M. Martínez Báez,  
M. Martinez Cobo, M. Nettel, M. Nikiema, M. Rahman,  
M. Ruhashyankiko, M. Piñera, M. Rybakov,  
M. Waldron-Ramsey et M. Yango.

Ont voté contre : M. Diaz Samayoa.

e) Le paragraphe 2 du dispositif figurant dans l'amendement de M. Rybakov (E/CN.4/Sub.2/L.523/Rev.1), sous sa forme modifiée, a été adopté par 16 voix contre 6, avec 2 abstentions, à la suite d'un vote par appel nominal. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : M. Abu Rannat, M. Bolintineanu, M. Daoudy, M. Durlong,  
Mlle Gichuru, M. Gros Espiell, M. Humphrey, M. Jankovic,  
M. Kettani, M. Khalifa, M. Nettel, M. Rahman,  
M. Ruhashyankiko, M. Piñera, M. Rybakov et  
M. Waldron-Ramsey.

Ont voté contre : M. Calvocoressi, M. Capotorti, M. Carey, M. Diaz Samayoa,  
M. Martinez Báez et M. Martinez Cobo.

Se sont abstenus : M. Juvigny et M. Yango.

f) Le paragraphe 3 du dispositif figurant dans l'amendement de M. Rybakov (E/CN.4/Sub.2/L.523/Rev.1), sous sa nouvelle forme modifiée, a été adopté par 17 voix contre zéro, avec 8 abstentions, à la suite d'un vote par appel nominal. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : M. Abu Rannat, M. Bolintineanu, M. Capotorti, M. Daoudy,  
M. Durlong, Mlle Gichuru, M. Humphrey, M. Jankovic,  
M. Juvigny, M. Kettani, M. Khalifa, M. Nettel,  
M. Nikiema, M. Piñera, M. Rahman, M. Rybakov et  
M. Waldron-Ramsey.

Ont voté contre : Néant.

Se sont abstenus : M. Calvocoressi, M. Carey, M. Diaz Samayoa, M. Gros Espiell,  
M. Martinez Báez, M. Martinez Cobo, M. Ruhashyankiko  
et M. Yango.

/...

- g) Le paragraphe 4 du dispositif figurant dans les amendements de M. Rybakov (E/CN.4/Sub.2/L.523/Rev.1), sous sa nouvelle forme modifiée, a été adopté par 22 voix contre 2, avec une abstention.
- h) Le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution (E/CN.4/Sub.2/L.521), modifié oralement par l'insertion des mots "en priorité" après le mot "examiné", a été adopté par 23 voix contre zéro.
45. Le texte de la résolution 2 (XXII) tel que la Sous-Commission l'a adopté à sa 572ème séance, le 5 septembre 1969, est ainsi conçu :

Résolution 2 (XXII)

ETUDE SPECIALE SUR LA DISCRIMINATION RACIALE DANS LES DOMAINES  
POLITIQUE, ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Ayant examiné le rapport intérimaire (E/CN.4/Sub.2/301) relatif à l'étude spéciale sur la discrimination raciale dans les domaines politique, économique, social et culturel, présenté par le Rapporteur spécial, M. Hernán Santa Cruz,

1. Exprime ses chaleureux remerciements à M. Santa Cruz pour le rapport détaillé et utile qu'il a rédigé et qui représente un nouveau pas en avant dans les travaux de la Sous-Commission dans ce domaine et approuve l'optique adoptée dans le rapport à l'égard des problèmes à examiner, compte tenu de l'échange de vues auquel le rapport a donné lieu lors de la vingt-deuxième session de la Sous-Commission;

2. Invite le Rapporteur spécial à compléter son rapport par des caractéristiques et manifestations de la politique de ségrégation dans toute l'Afrique australe : en Rhodésie du Sud, en Namibie et dans les territoires sous domination portugaise;

3. Invite le Rapporteur spécial à compléter son rapport par des données sur la renaissance du nazisme dans le monde actuel, sur la discrimination raciale et sur les liens entre le nazisme actuel et les forces racistes dans diverses régions du monde, et à faire figurer dans son rapport une étude de toutes les idéologies similaires fondées sur l'intolérance raciale;

/...

4. Invite le Rapporteur spécial à formuler des recommandations concernant les mesures qui doivent être prises contre la discrimination raciale et le nazisme ainsi que contre toutes les autres idéologies similaires;

5. Prie à nouveau le Secrétaire général de prêter au Rapporteur spécial toute l'assistance nécessaire dans l'achèvement de son rapport et, en particulier, de demander aux Etats de faire en sorte que les renseignements demandés aux gouvernements en application de la résolution 10 (XXV) de la Commission des droits de l'homme soient reçus en temps voulu et communiqués au Rapporteur;

6. Prie le Rapporteur spécial de poursuivre sa tâche, en tenant compte de l'échange de vues qui a eu lieu au sujet du rapport durant la vingt-deuxième session de la Sous-Commission, et de préparer et de soumettre un rapport définitif à temps pour qu'il soit examiné en priorité par la Sous-Commission à sa vingt-troisième session.

/...

III. ETUDE SUR L'EGALITE DANS L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE  
(Point 4 de l'ordre du jour)

Introduction

46. La Sous-Commission a examiné le point 4 de son ordre du jour de sa 561ème à sa 564ème séance, à ses 573ème, 574ème et 576ème séances.

47. La Sous-Commission était saisie de l'étude finale (E/CN.4/Sub.2/296), présentée par le Rapporteur spécial, M. Mohammed Ahmed Abu Rannat. Cette étude avait été effectuée comme suite à la résolution 1 (XV) de la Sous-Commission. Sur la recommandation de la Commission des droits de l'homme, le Conseil économique et social avait, par sa résolution 958 (XXXVI), du 12 juillet 1963, approuvé cette décision. Pour effectuer cette étude, le Rapporteur spécial s'était conformé aux directives générales relatives à la rédaction d'études et à l'élaboration de recommandations en vue de décisions à prendre, énoncées dans la résolution B que la Sous-Commission avait adoptée à sa sixième session, telles qu'elles avaient été modifiées par la Commission des droits de l'homme par sa résolution III adoptée à sa dixième session.

48. Le rapport comportait une préface, cinq chapitres et deux annexes. La préface définissait la portée de l'étude. Le chapitre I contenait une brève introduction historique où étaient présentés certains des antécédents de la notion de procédure équitable telle qu'elle est aujourd'hui reconnue. Le chapitre II, qui traitait de la notion d'égalité dans l'administration de la justice, explorait les divers aspects du droit qu'a toute personne à ce que sa cause soit entendue équitablement, et cela indépendamment de la question de savoir si le Rapporteur spécial avait ou non constaté l'existence de pratiques discriminatoires en ce qui concerne l'un ou l'autre de ces aspects. Le chapitre III exposait les diverses manières dont s'exerçait, comme le Rapporteur spécial avait pu le constater, la discrimination dans l'administration de la justice. Le chapitre IV décrivait les méthodes adoptées pour combattre la discrimination dans l'administration de la justice. Le chapitre V contenait les conclusions et recommandations du Rapporteur spécial. Dans l'annexe I était exposée la méthode qui avait été utilisée pour la préparation de l'étude et dans l'annexe II le schéma qui avait servi au rassemblement des renseignements contenus dans l'étude.

/...



49. En présentant son rapport, le Rapporteur spécial a précisé que celui-ci avait été établi à partir de monographies intéressant 86 pays et plusieurs territoires non autonomes. Les pays intéressés étaient énumérés dans la note de bas de page relative au paragraphe 10 du rapport. Les monographies étaient en cours depuis l'été 1965. Les membres de la Sous-Commission avaient vu le rapport progresser d'année en année au fur et à mesure que les données disponibles permettaient de le compléter. La principale différence entre la version définitive et le projet de rapport de l'année précédente (E/CN.4/Sub.289) était que les chapitres III et IV avaient été développés sur la base de renseignements supplémentaires et que le chapitre V, contenant les conclusions et recommandations, avait été ajouté.

50. Le Rapporteur spécial a expliqué qu'il y avait deux raisons pour lesquelles le chapitre II explorait les divers aspects du droit qu'a toute personne à ce que sa cause soit entendue équitablement, indépendamment de la question de savoir si des pratiques discriminatoires existaient en ce qui concerne l'un ou l'autre de ces aspects. En premier lieu, toute étude de la discrimination dans l'administration de la justice impliquait une analyse préalable de ce qu'était l'examen équitable d'une cause; il fallait savoir ce qu'était la norme pour pouvoir déterminer ce qui s'en écartait. En second lieu, il fallait préciser ce que comprenait le droit qu'a toute personne à ce que sa cause soit entendue équitablement, droit qui ne devait faire à aucun moment l'objet de mesures discriminatoires.

51. Le Rapporteur spécial a fait observer que les pays étudiés avaient été presque tous mentionnés dans le chapitre III du rapport et qu'ils l'étaient tous au chapitre IV. On avait constaté que tous les types de discrimination pour les motifs énumérés à l'article 2 de la Déclaration universelle des droits de l'homme existaient dans l'administration de la justice. Selon le Rapporteur spécial, c'était la discrimination fondée sur la fortune qui était la plus répandue et qui contribuait à faire apparaître d'autres types de discrimination, notamment la discrimination fondée sur la race ou la couleur.

52. Le Rapporteur spécial a souligné que les conclusions et recommandations figurant au chapitre V se rattachaient étroitement aux renseignements contenus dans les autres chapitres. Lesdites conclusions et recommandations avaient trait aux méthodes adoptées pour lutter contre la discrimination dans l'administration de la justice,

qui étaient décrites au chapitre IV. Elles contenaient également des suggestions quant aux méthodes à suivre pour éliminer certains types de discrimination sur lesquels on avait appelé l'attention au chapitre III et auxquels aucun des remèdes décrits au chapitre IV ne pouvait s'appliquer.

53. Le Rapporteur spécial a indiqué que le chapitre V se terminait par un projet de principes qui était présenté comme base possible d'un ou de plusieurs instruments internationaux traitant de l'égalité dans l'administration de la justice. En incluant un projet de principes dans son rapport, le Rapporteur spécial s'était inspiré de rapports antérieurement établis sur d'autres aspects de la discrimination par des rapporteurs désignés par la Sous-Commission. La Sous-Commission avait alors examiné les projets de principes figurant dans lesdits rapports, en avait remanié le texte, puis les avait recommandés à la Commission des droits de l'homme en tant que base possible d'instruments internationaux. Le Rapporteur spécial pensait que la Sous-Commission voudrait peut-être, de la même façon, faire porter essentiellement la discussion sur le projet de principes.

54. Le Rapporteur spécial a ajouté qu'au chapitre V il avait recommandé de faire imprimer l'étude, comme on l'avait fait pour des études antérieures et il avait recommandé que certains aspects de l'égalité dans l'administration de la justice soient étudiés plus à fond au titre du Programme de services consultatifs des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme.

#### Examen du rapport dans son ensemble

55. Les orateurs ont vivement félicité le Rapporteur spécial, disant qu'il avait rédigé une étude d'une qualité exceptionnelle, remarquablement documentée sur le plan juridique, et étant de toute évidence le fruit d'un travail considérable et de mûres réflexions. Certaines observations ont été également faites au sujet de sections du rapport autres que le projet de principes.

56. Un membre de la Sous-Commission a fait observer que la discrimination dans l'administration de la justice était actuellement, dans la plupart des cas, une discrimination de fait. Le fonctionnement du système judiciaire d'un pays reflétait

/...

dans une large mesure la structure sociale dont il était issu et celle-ci, à son tour, était conditionnée par des facteurs économiques. Dans certains pays, il ne pourrait exister d'égalité dans l'administration de la justice tant que ne se produiraient pas de profondes transformations sociales. La pauvreté empêchait souvent des secteurs importants de la population de jouir de droits que la loi leur reconnaissait. L'accès au barreau et à la magistrature était souvent réservé aux membres des classes moyennes et supérieures. Les jugements rendus par des juges différents à propos de délits quasiment identiques diffèrent souvent de même que la décision d'accorder ou de refuser aux jeunes délinquants, dans des circonstances semblables, le bénéfice de la mise en liberté sous surveillance.

57. On a également fait observer que, dans de nombreux pays, les conditions économiques empêchent l'Etat d'assurer l'égalité dans l'administration de la justice, étant donné la pénurie de juges, d'avocats et autres auxiliaires de justice. Il est dans ces conditions impossible de garantir toujours aux accusés le droit d'être jugés rapidement ou de fournir à tous ceux qui en ont besoin l'assistance juridique qui convient.

58. On a attiré l'attention sur le danger qu'il y a à faire juger des personnes par des tribunaux d'exception, d'autant plus que ces tribunaux offrent un moyen de refuser aux accusés les garanties qui leur sont normalement reconnues.

59. A propos de la discrimination dans l'administration de la justice qui résulte du fait que des plaideurs ou des accusés manquent de moyens financiers, on a dit qu'un accusé risque par exemple de faire l'objet d'une discrimination fondée sur la fortune lorsqu'il doit verser une caution.

60. De nombreux orateurs ont appuyé la suggestion formulée par le Rapporteur spécial au paragraphe 593 de son rapport et tendant à ce que son étude soit publiée et largement diffusée; un membre de la Sous-Commission a approuvé cette suggestion à condition que l'étude soit mise en vente.

61. Plusieurs membres ont également suggéré des améliorations à différents passages du rapport. Le Rapporteur spécial a assuré les membres de la Sous-Commission qu'avant la publication du rapport, ces suggestions seraient prises en considération.

/...

Examen du projet de principes (E/CN.4/Sub.2/296, par. 596)

62. Etant donné que presque toutes les autres parties du rapport avaient été examinées lors de sessions antérieures, la Sous-Commission a axé la discussion sur le projet de principes figurant au paragraphe 596 du rapport.

63. La procédure à adopter à l'égard du projet de principes figurant au paragraphe 596 du rapport a donné lieu à certaines discussions. On a appelé l'attention sur le nombre et le caractère détaillé des principes ainsi que sur le peu de temps dont la Sous-Commission disposait pour les examiner. On a suggéré notamment d'adopter pour le projet de principes la même procédure que pour le reste du rapport, à savoir que ce projet devrait engager la seule responsabilité du Rapporteur spécial et être communiqué à ce titre à la Commission des droits de l'homme; le Rapporteur spécial pourrait cependant modifier le projet compte tenu de la discussion au sein de la Sous-Commission, comme il l'avait déjà fait précédemment pour d'autres parties de son rapport. La plupart des membres ont estimé qu'il fallait traiter l'étude sur l'égalité dans l'administration de la justice comme les rapports antérieurs sur d'autres aspects de la discrimination, en d'autres termes que la Sous-Commission devrait étudier le projet de principes et en remanier le texte pour le transmettre ensuite à la Commission des droits de l'homme sous sa propre responsabilité, mais sans faire de recommandations quant à la question de savoir si ce projet devrait prendre la forme d'une convention, d'une recommandation, d'une déclaration ou de plusieurs instruments de ce genre.

64. La Sous-Commission a examiné le projet de principes de sa 562<sup>ème</sup> à sa 564<sup>ème</sup> séance et à ses 573<sup>ème</sup> et 574<sup>ème</sup> séances, sans prendre de décision définitive quant à son libellé. On trouvera dans les paragraphes qui suivent un exposé de certaines des questions qui ont été discutées ainsi que des suggestions qui ont été formulées.

/...

65. Le projet de principe No 1 se lisait comme suit :

"1. Toute personne a droit, lorsqu'il est décidé soit de ses droits et obligations, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle, aux garanties suivantes sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation :

- i) Droit d'accès aux tribunaux;
- ii) Droit d'être entendue par le juge normalement compétent, c'est-à-dire par le tribunal compétent antérieurement établi par la loi, et non par un tribunal spécialement désigné ou constitué pour juger sa cause;
- iii) Droit d'être entendue par un tribunal indépendant et impartial;
- iv) Droit d'être assistée ou représentée par un conseil de son choix;
- v) Droit d'être traduite en justice et jugée rapidement, sous réserve du droit qui est également le sien de disposer du temps et des moyens nécessaires pour préparer et présenter sa défense;
- vi) Droit de défendre sa cause et de produire et examiner des témoignages et autres éléments de preuve, elle-même ou par l'intermédiaire d'un conseil;
- vii) Droit à ce que sa cause soit entendue publiquement, le huis clos pouvant toutefois être prononcé pendant la totalité ou une partie du procès soit dans l'intérêt des bonnes moeurs, de l'ordre public ou de la sécurité nationale dans une société démocratique, soit lorsque l'intérêt de la vie privée des parties en cause l'exige, soit encore dans la mesure où le tribunal l'estimera absolument nécessaire, lorsqu'en raison des circonstances particulières de l'affaire la publicité nuirait aux intérêts de la justice;
- viii) Droit à ce que la décision du tribunal soit fondée uniquement sur les preuves présentées devant le tribunal et connues de toutes les parties;

/...

- ix) Droit à ce que la décision soit rendue en public, sauf si l'intérêt de mineurs exige qu'il en soit autrement ou si le procès porte sur des différends matrimoniaux ou sur la tutelle des enfants;
- x) Droit de recours;
- xi) Et, en outre, lorsqu'il est décidé du bien-fondé d'une accusation en matière pénale dirigée contre elle, aux garanties supplémentaires suivantes :
  - a) Droit d'être présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie;
  - b) Droit d'être informée, dans le plus court délai, dans une langue qu'elle comprend et de façon détaillée, de la nature et des motifs de l'accusation portée contre elle;
  - c) Droit d'être informée, si elle n'a pas de défenseur, de son droit de se défendre elle-même ou par l'intermédiaire d'un conseil de son choix;
  - d) Chaque fois que l'intérêt de la justice l'exige, droit de se voir attribuer d'office un défenseur, sans frais, si elle n'a pas les moyens de le rémunérer;
  - e) Droit d'interroger ou de faire interroger les témoins à charge et d'obtenir la comparution et l'interrogatoire des témoins à décharge dans les mêmes conditions que les témoins à charge;
  - f) Droit à l'assistance gratuite d'un interprète si elle ne comprend pas ou ne parle pas la langue employée à l'audience;
  - g) Droit de ne pas être forcée de témoigner contre elle-même ou de s'avouer coupable."

66. On a demandé si les droits énoncés dans le projet de principes No 1 devaient s'appliquer non seulement en matière pénale, mais aussi en matière civile et dans les autres affaires non pénales. Le Rapporteur spécial a répondu par l'affirmative. Le membre de phrase liminaire du projet de principe No 1 était repris de l'article 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, lequel avait servi de base à l'étude comme l'avaient demandé la Sous-Commission, la Commission des droits de l'homme et le Conseil économique et social. La préface du rapport

/...

analysait la signification de cet article et montrait clairement que l'étude portait non seulement sur les procédures pénales mais aussi sur les procédures civiles, administratives et autres dans lesquelles il était décidé des obligations légales de l'individu ou des droits que la loi lui reconnaissait. Dans l'intention de l'auteur, le projet de principe No 1 avait la même portée. Le Rapporteur spécial reconnaissait qu'il était peut-être souhaitable de mentionner expressément dans le membre de phrase liminaire les procédures pénales, les procédures civiles et les procédures administratives, tout en conservant tel quel le libellé repris de l'article 10 de la Déclaration universelle.

67. On a posé la question de savoir si le projet de principe s'appliquait aux procédures en equity, au sens des systèmes juridiques anglo-saxons. On a affirmé que cette procédure consistait souvent à obtenir l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire plutôt que le respect de certains droits. Le Rapporteur spécial a répondu qu'à l'époque contemporaine, cette procédure consistait surtout à faire appliquer un ensemble de règles fixes, qui laissaient à peu près le même pouvoir discrétionnaire que la procédure reposant sur la common law. Le Rapporteur spécial a donc estimé qu'il n'était pas nécessaire de modifier le libellé du projet de principe pour qu'il s'applique aux procédures en equity.

68. Plusieurs membres voulaient éviter d'employer le mot "garanties" dans le texte introductif du projet de principe. Ils ont fait observer que dans certains systèmes juridiques, ce terme concernait les procédures visant à faire respecter des droits, et non les droits eux-mêmes. D'ailleurs, le mot "garanties" ne se retrouvait pas à l'article 10 de la Déclaration universelle auquel le passage en question était emprunté.

69. On a signalé que la portée du paragraphe ii) du projet de principe s'étendrait involontairement aux tribunaux arbitraux et autres tribunaux analogues.

70. On a fait observer que le droit de toute personne à ce que sa cause soit jugée rapidement était davantage protégé dans les affaires pénales que dans les affaires civiles. On s'est donc demandé s'il y avait lieu de rédiger le paragraphe v) du projet de principe de manière qu'il s'applique également aux procédures civiles. Par ailleurs, on a affirmé que la rapidité s'imposait autant dans les procédures civiles que dans les procédures pénales. Le Rapporteur

/...

spécial a indiqué que c'était à dessein qu'il avait fait porter ce paragraphe sur toutes les procédures judiciaires, étant donné que, pour les raisons exposées au chapitre III du rapport, tout retard dans une procédure judiciaire, quelle qu'elle soit, constituait une discrimination contre les personnes dépourvues de ressources. Il a rappelé en outre que le projet de principes était destiné non pas seulement à refléter ce qui existait déjà dans la majorité des pays, mais à fournir une assise à des instruments internationaux qui feraient progresser l'égalité dans l'administration de la justice.

71. On a demandé ce qu'il fallait entendre par "droit qui est également le sien" au paragraphe v) du projet de principe.

72. On a dit que l'expression "moyens nécessaires", employée au paragraphe v) du projet de principe, était vague et que ce paragraphe ne devrait traiter que du facteur temps.

73. On a suggéré de mentionner au paragraphe vi) du projet de principe le droit "de produire et de faire examiner des témoins et autres moyens de preuve", ainsi que le droit de tout plaideur ou de l'accusé de produire et d'examiner, lui-même ou par l'intermédiaire de son conseil, les témoins et autres moyens de preuve, étant donné que dans certains systèmes juridiques, c'est le juge qui fait comparaître et qui interroge les témoins, s'il fait droit à une demande présentée à cet effet.

74. On a estimé que dans le texte anglais du paragraphe vii) du projet de principe No 1, il faudrait remplacer les mots "the Press or the public", par "the Press and the public", afin que le texte coïncide avec le libellé du paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

75. Plusieurs membres ont proposé de supprimer du paragraphe vii) du projet de principe les mots "dans une société démocratique" qui figurent après les mots "sécurité nationale". Le Rapporteur spécial a rappelé que la limitation énoncée dans le projet de principes quant au droit de toute personne à ce que sa cause soit entendue publiquement, y compris l'expression "sécurité nationale dans une société démocratique", avait été empruntée au paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Toutefois, plusieurs membres ont déclaré que maints lecteurs du projet de principes ignoreraient l'origine de l'expression "dans une société démocratique" dans ce contexte et s'étonneraient de la voir figurer dans le projet de principe. Cette expression

/...



a d'ailleurs été jugée trop vague pour être incluse dans le texte, étant donné que pratiquement tous les régimes prétendraient être démocratiques. On a dit également que l'expression "société démocratique" découlait de principes périmés et exclusivement européens. Cependant, d'autres orateurs ont indiqué que les mots "dans une société démocratique" méritaient de figurer dans le texte car ils offraient une certaine garantie contre une limitation arbitraire, pour des raisons de sécurité nationale, du droit qu'à toute personne à ce que sa cause soit entendue publiquement. L'inclusion de cette expression dans des instruments relatifs aux droits de l'homme permettrait aux organes de contrôle d'examiner plus facilement comment les Etats utilisaient les limitations imposées à l'exercice des droits. L'expression "société démocratique" était consacrée sur le plan international puisqu'elle figurait au paragraphe 2 de l'article 29 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et au paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques; on a fait valoir en outre que l'adoption de ce dernier instrument qui ne remontait qu'à 1966 montrait bien que cette expression ne découlait pas de principes périmés et exclusivement européens.

76. On a demandé si l'exception énoncée au paragraphe ix) du projet de principe au droit de toute personne à ce que la décision concernant sa cause soit rendue en public n'était pas trop large.

77. Plusieurs membres ont émis des doutes quant à l'idée de faire figurer, à l'alinéa d) du paragraphe xi) du projet de principe, la clause "chaque fois que l'intérêt de la justice l'exige", comme condition préalable pour qu'un accusé se voie attribuer un défenseur.

78. On a suggéré d'ajouter, à l'alinéa e) du paragraphe xi) du projet de principe, une référence au droit de tout accusé d'examiner les pièces qui lui sont défavorables.

79. Deux suggestions ont été présentées en vue d'ajouter de nouveaux éléments au paragraphe xi) du projet de principe No 1; toutes deux avaient pour but de réduire la durée de la détention que risquent de subir les accusés. Selon la première suggestion, le projet de principe mentionnerait le droit de l'accusé, sans discrimination aucune, à une audience préliminaire dans un délai raisonnable, en vue d'établir s'il existe des motifs suffisants de détenir l'intéressé en

/...

attendant sa mise en jugement. La deuxième suggestion tendait à ajouter une référence au droit de l'accusé, sans discrimination aucune, au bénéfice de la mise en liberté sous caution, en tant que procédure normale devant être appliquée dans les affaires pénales.

80. Le projet de principe No 2 était conçu comme suit :

"2. Dans toute la mesure où leur nature le permet, les questions ayant trait à l'administration de la justice doivent être régies par des dispositions constitutionnelles ou législatives ou par les règlements des tribunaux".

81. On a fait observer que ce projet de principe n'indiquait pas quelles questions devaient faire l'objet de dispositions constitutionnelles et quelles autres de dispositions législatives. On a dit que l'on pouvait sans danger laisser au pouvoir exécutif le soin de régler certains détails administratifs. On a fait observer également que dans certains systèmes juridiques, les règles de procédure judiciaire n'étaient pas définies par les tribunaux, si bien qu'il n'était pas approprié de parler des "règlements des tribunaux". D'autres membres, en revanche, n'ont éprouvé aucune difficulté à accepter cette expression car leur propre système juridique autorisait les tribunaux à adopter des règles de procédure judiciaire.

82. Le projet de principe No 3 était conçu comme suit :

"3. Lorsqu'il existe une constitution écrite, celle-ci doit énoncer, au moins de manière générale, les règles régissant l'administration de la justice."

83. On a suggéré de se référer, dans le projet de principe, aux "règles fondamentales" régissant l'administration de la justice, ces règles étant celles que devaient énoncer les constitutions écrites, lorsqu'elles existaient.

84. On a posé la question de savoir si les projets de principes Nos 2 et 3 étaient bien nécessaires.

85. Le projet de principe No 4 était rédigé dans les termes suivants :

"4. Les dispositions de droit interne qui traitent de manière générale du droit à l'égalité d'accès devant les tribunaux et du droit à l'égalité devant la loi doivent stipuler expressément que ces droits appartiennent à chacun, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation."

/...

86. On a suggéré de mentionner, dans ce projet de principe, "l'opinion philosophique" parmi les motifs pour lesquels il ne doit pas être fait de distinction en ce qui concerne l'égalité d'accès devant les tribunaux et le droit à l'égalité devant la loi.

87. Le projet de principe No 5 était rédigé comme suit :

"5. Aux fins de l'administration de la justice, les femmes mariées ont droit à un domicile indépendant."

88. Certains membres ont estimé qu'il convenait de reformuler ce principe de façon à bien préciser que les femmes mariées doivent être libres de choisir ou de ne pas choisir un domicile indépendant. Selon eux, le libellé du projet de principe donnait l'impression que les femmes mariées étaient tenues d'avoir un domicile indépendant. Le Rapporteur spécial a appelé l'attention sur le fait que le libellé du projet de principe était inspiré de la résolution 587 D III (XX) du Conseil économique et social.

89. Les projets de principes Nos 6 à 8 se lisaient comme suit :

"6. Etant des conditions essentielles de l'égalité dans l'administration de la justice, l'indépendance et l'impartialité des magistrats, à tous les niveaux, doivent être garanties par les lois et pratiques régissant la formation, le mode de sélection, la compétence, la prestation de serment ou la déclaration solennelle, les privilèges et immunités, la stabilité de l'emploi, les mutations, les traitements et pensions des membres de la magistrature, ainsi que les incompatibilités avec d'autres fonctions, les motifs de récusation dans des cas donnés, la protection contre l'intimidation que leur apporte le droit pénal et les sanctions dont ils peuvent faire l'objet."

"7. Etant des conditions essentielles de l'égalité dans l'administration de la justice, l'indépendance et l'impartialité des jurés et assesseurs doivent être garanties par les lois et pratiques régissant le mode de sélection et l'indemnisation, la prestation de serment ou la déclaration solennelle, les immunités des jurés ou assesseurs, ainsi que l'incompatibilité de certaines activités avec les fonctions de juré ou d'assesseur, les motifs de récusation dans des cas donnés, la protection contre l'intimidation que leur apporte le droit pénal et les sanctions dont ils peuvent faire l'objet."

/...

"8. Etant des conditions essentielles de l'égalité dans l'administration de la justice, l'indépendance et l'impartialité des avocats doivent être garanties par les lois et pratiques régissant les rapports entre les avocats et leurs associations professionnelles, d'une part, et les avocats et les pouvoirs publics, d'autre part, l'incompatibilité de certaines activités avec l'exercice de la profession d'avocat, les circonstances dans lesquelles un avocat doit refuser une affaire, les cas dans lesquels un avocat ne peut pas refuser ses services à un client, la possibilité pour l'individu de communiquer avec son avocat et de le faire en toute confiance, le secret des renseignements dont les avocats ont eu connaissance dans leurs rapports professionnels avec leurs clients, les immunités des avocats et les sanctions dont ils peuvent faire l'objet."

90. On a soutenu que les projets de principes Nos 6, 7 et 8 étaient trop complexes et trop détaillés et qu'il fallait les simplifier. On a demandé quel était le sens de la référence, dans les principes Nos 6 et 7, à "la protection contre l'intimidation" qu'apportait le droit pénal aux juges, aux jurés et aux assesseurs; la même question a été posée au sujet de la référence, dans les mêmes principes aux "sanctions dont ils peuvent faire l'objet". On a également posé la question de savoir si le projet de principe No 6 devait faire mention de la "compétence" des juges. On s'est demandé s'il convenait de parler, dans ce dernier principe, des "privilèges" des juges, et l'on suggère de remplacer ces termes par le mot "prérogatives". Au sujet du projet de principe No 8, on a posé la question de savoir quelles étaient les circonstances dans lesquelles un avocat devait refuser une affaire. On a également demandé ce qu'il fallait entendre, dans ce projet de principe, par "l'impartialité des avocats", étant donné qu'il faut attendre de tout avocat qu'il favorise la cause de son client.

91. Le projet de principe No 9 se lisait comme suit :

"9. Les lois nationales doivent garantir à chacun l'égalité de droit en ce qui concerne l'accès à la magistrature, l'exercice des fonctions de juré ou d'assesseur et l'exercice des professions juridiques, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de langue, de religion, d'opinion politique ou toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation."

/...

92. Plusieurs membres ont émis l'avis que le projet de principe No 9 devrait être remanié de façon à mettre l'accent sur la non-discrimination, c'est-à-dire à disposer que les lois nationales devaient garantir que nul ne se verrait refuser l'accès à la magistrature, à l'exercice des fonctions de juré ou d'assesseur et à l'exercice des professions juridiques pour l'un des motifs de discrimination énoncés.

93. On a appelé l'attention sur le fait que ce projet de principe, comme les projets de principes Nos 1 et 4, employait l'expression "sans distinction aucune", empruntée à l'article 2 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. On a fait valoir que si cette expression générale convenait dans les projets de principes Nos 1 et 4, qui énonçaient des droits fondamentaux, elle n'était pas à sa place dans le projet de principe No 9 qui visait les lois nationales relatives à l'accès à la magistrature, à l'exercice des fonctions de juré ou d'assesseur et à l'exercice des professions juridiques. En ce domaine, on a considéré qu'il était permis à chaque Etat d'imposer des restrictions raisonnables.

94. Le projet de principe No 10 était rédigé dans les termes suivants :

"10. Dans l'intérêt général, l'Etat subventionne la formation de personnes qualifiées pour exercer les fonctions de juge ou la profession d'avocat ou d'interprète auprès des tribunaux, et cela sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre distinction."

95. Plusieurs membres ont appelé l'attention sur le fait que certains pays ne disposaient pas de ressources suffisantes pour subventionner la formation de juges et autres auxiliaires de justice. On a suggéré de remanier le libellé de ce principe de façon à lui faire dire que si l'Etat subventionne la formation de juges, d'avocats ou d'interprètes auprès des tribunaux, il doit le faire sans discrimination aucune.

/...

96. On a également souligné le risque que les personnes formées à ces professions aux frais de l'Etat ne les exercent pas dans leur pays d'origine. On a fait observer, d'un autre côté, que ce projet de principe visait à faire en sorte que l'Etat joue le rôle qui lui revenait en aidant les personnes sans ressources à accéder à la magistrature, au barreau et aux professions connexes.

97. On a dit que la référence aux interprètes auprès des tribunaux, que l'on trouvait dans ce projet de principe, était restrictive et qu'il convenait de l'élargir de façon qu'elle englobe toutes les catégories de fonctionnaires judiciaires.

98. Le projet de principe No 11 se lisait comme suit :

"11. La répartition des tribunaux à l'intérieur d'un pays et les déplacements des juges itinérants doit être déterminée compte tenu de la répartition de la population, sous réserve des besoins particuliers des personnes vivant dans des régions écartées."

99. S'agissant de ce projet de principe, on a fait observer qu'il était possible de nommer des juges supplémentaires pour aider les tribunaux dont les rôles étaient par trop encombrés. Certains membres ont demandé comment ce principe se rattachait à l'égalité dans l'administration de la justice.

100. Le projet de principe No 12 était rédigé comme suit :

"12. Des mesures doivent être prises en vue d'éliminer ce que les procédures judiciaires ont d'inutilement rigide et complexe".

101. On a posé la même question au sujet du projet de principe No 12, dont on a suggéré la suppression.

102. Le projet de principe No 13 se lisait comme suit :

"13. Des mesures, appropriées à la situation de chacun des pays intéressés, doivent être prises pour réduire les délais de procédure, en cours d'instance ou de procès, au minimum compatible avec le droit qu'a l'accusé ou toute autre partie à une procédure judiciaire de pouvoir préparer et présenter convenablement sa défense."

/....

103. On a demandé quels rapport existaient entre ce projet de principe et l'égalité dans l'administration de la justice. On a posé la question de savoir si l'idée qu'exprimait ce projet de principe n'était pas déjà contenue dans le paragraphe v) du projet de principe No 1.

104. Le Rapporteur spécial a proposé de préciser le sens de ce projet de principe en le faisant précéder du membre de phrase suivant : "Etant donné les difficultés que les retards dans les procédures judiciaires causent, notamment aux personnes dépourvues de ressources".

105. Le projet de principe No 14 était conçu comme suit :

"14. Sauf en cas de crise nationale, les civils ne peuvent être jugés par des tribunaux militaires."

106. Plusieurs membres ont estimé que l'expression "Sauf en cas de crise nationale" était trop vague; un membre a suggéré de la remplacer par "Sauf en temps de guerre". Un autre membre a suggéré de la supprimer. On a fait observer qu'il y avait peut-être un rapport entre ce projet de principe et le paragraphe ii) du projet de principe No 1, concernant le droit de toute personne d'être entendue par le tribunal compétent antérieurement établi par la loi ou établi en vertu d'une loi déjà en vigueur et non par un tribunal spécialement désigné ou constitué pour juger sa cause.

107. Le projet de principe No 15 se lisait comme suit :

"15. Un accusé ne peut être jugé par défaut sans que des garanties appropriées lui aient été accordées, notamment sans qu'il ait été préalablement sommé de comparaître et qu'il ait eu toute possibilité d'assister à son procès; la représentation par un conseil doit être obligatoire dans les procès par défaut; les personnes condamnées par défaut doivent être autorisées à faire rouvrir ou réviser la procédure; il ne pourra y avoir jugement par défaut pour les infractions politiques."

108. En ce qui concerne ce projet de principe, on a fait valoir que la disposition du paragraphe iii) d) de l'article 14 du Pacte relatif aux droits civils et politiques, aux termes duquel toute personne a le droit d'être présente à son

/...

procès, semblait interdire totalement les jugements par défaut. On a ajouté que puisqu'il existait des systèmes juridiques dans lesquels il ne pouvait y avoir de jugements par défaut, le texte du projet de principe devrait commencer par les mots : "Dans les pays dont le système juridique admet les jugements par défaut". On a affirmé qu'en rendant obligatoire la représentation par un conseil dans les procès par défaut, on faisait preuve d'une attitude trop rigide, étant donné que dans certains pays il n'était peut-être pas possible de trouver les avocats nécessaires. On a également dit que l'accusé lui-même pouvait souhaiter ne pas être représenté. On a demandé comment les lois nationales pouvaient permettre de rouvrir ou de reviser la procédure dans le cas de personnes condamnées par défaut.

109. Le projet de principe No 16 était rédigé dans les termes suivants :

"16. Les lois nationales doivent être conçues de manière à empêcher, ou à limiter autant que possible, toute discrimination dans l'exercice du pouvoir qu'a le gouvernement de poursuivre les suspects."

110. Plusieurs membres ont suggéré de supprimer, dans ce projet de principe les mots "ou à limiter", étant donné que la présence de ces mots permettrait le maintien de pratiques discriminatoires. On a fait valoir que dans certains systèmes juridiques, les autorités ne jouissent pas de pouvoirs discrétionnaires pour décider s'il y a lieu de poursuivre ou de ne pas poursuivre des individus, lorsqu'il existe contre eux des preuves suffisantes d'activité criminelle. On a également mentionné le fait que souvent la partie lésée a le droit d'engager des poursuites pénales même si les autorités ne souhaitent pas le faire.

111. Le projet de principe No 17 se lisait comme suit :

"17. Lorsque plusieurs juges ou plusieurs compositions différentes d'un même tribunal sont légalement habilités à connaître d'une cause, la cause sera assignée selon un système mécanique fondé sur le hasard."

/...



112. Plusieurs membres se sont interrogés sur l'opportunité d'employer les mots "un système mécanique fondé sur le hasard". Les uns ont suggéré de supprimer le projet de principe. Les autres ont proposé d'en remanier le libellé de façon à prévoir que lorsqu'un ou plusieurs juges ou compositions différentes d'un même tribunal seraient légalement habilités à connaître d'une cause, la cause sera assignée selon un système qui assurerait un procès équitable.

113. Le projet de principe No 18 se lisait comme suit :

"18. Les causes sont jugées dans l'ordre des demandes d'inscription reçues par le tribunal, les affaires pénales pouvant cependant être en priorité lorsque les mêmes tribunaux sont compétents en matière civile et pénale."

114. Plusieurs membres ont estimé que ce projet de principe était trop rigide et l'on a suggéré d'insérer les mots "prêtes à être entendues" avant les mots "sont jugées". On a souligné le rapport pouvant exister entre ce projet de principe et le paragraphe v) du projet de principe No 1.

115. Le projet de principe No 19 était ainsi conçu :

"19. Les lois nationales relatives à la compétence territoriale doivent autoriser le renvoi d'une affaire devant une autre juridiction, à la demande de l'accusé ou d'une autre partie, dans les cas où cela peut permettre d'assurer un procès équitable."

116. A propos de ce projet de principe, on a fait valoir que, dans la pratique, la demande de l'accusé ou d'une autre partie au procès n'est pas souvent au nombre des facteurs qui motivent le renvoi d'une affaire devant une autre juridiction. D'autres, en revanche, ont appelé l'attention sur les paragraphes 253 à 255 du rapport, qui contenaient des exemples de dispositions législatives permettant le renvoi d'une affaire du tribunal normalement compétent à un autre tribunal, à la demande d'une partie et pour assurer un procès impartial, lorsque les sentiments de la population locale risquent d'influencer le jury, les témoins ou le tribunal lui-même.

/...

117. Le projet de principe No 20 était rédigé comme suit :

"20. Les mesures particulières prises pour la protection des mineurs dans les procédures judiciaires ne doivent pas restreindre leur droit à l'égalité dans l'administration de la justice."

118. On a proposé d'élargir la portée de ce projet de principe, de façon à prévoir que les mesures de rééducation et autres moyens utilisés compte tenu de l'orientation actuelle des sciences sociales devraient ne pas porter atteinte au droit à l'égalité dans l'administration de la justice, non seulement dans le cas des mineurs, mais dans celui de toutes les personnes en général.

119. Le projet de principe No 21 se lisait comme suit :

"21. Les militaires qui sont traduits devant des tribunaux militaires doivent bénéficier des garanties essentielles d'un procès équitable, telles qu'elles sont énoncées dans le principe 1, des restrictions pouvant toutefois être apportées, si besoin est, au droit à un procès public."

120. On a suggéré de supprimer, dans ce projet de principe, le membre de phrase "des restrictions pouvant toutefois être apportées, si besoin est, au droit à un procès public", étant donné qu'il mettait trop l'accent sur le caractère secret des procès des militaires et que les restrictions qu'il était permis d'apporter au droit à un procès public étaient déjà énoncées au paragraphe viii) du projet de principe No 1.

121. Le projet de principe No 22 se lisait comme suit :

"22. Les lois nationales relatives à l'assistance judiciaire doivent tendre à développer cette assistance dans toute la mesure où les ressources économiques du pays le permettent, l'objectif final étant la suppression de tous les frais que peut entraîner la présentation d'une demande ou d'une défense raisonnable devant une instance judiciaire, qu'il s'agisse de frais de justice, d'honoraires d'avocats, d'honoraires d'experts cités comme témoins, de frais de déplacement des témoins ou autres frais."

122. L'accord s'est généralement fait sur la proposition initiale figurant dans ce projet de principe. En revanche, les avis étaient partagés sur le reste de ce projet de principe qui envisageait, comme objectif final, la suppression de tous les frais de justice pouvant être entraînés par la présentation d'une demande ou d'une défense raisonnable devant une instance judiciaire.

/...

123. Les uns ont défendu le libellé de ce projet de principe en faisant valoir que son application ferait disparaître la discrimination fondée sur la fortune en ce qui concerne l'accès aux tribunaux et la possibilité d'obtenir justice. On a souligné le caractère anachronique de bon nombre des dispositions concernant l'accès aux tribunaux. On a fait observer qu'il fut un temps où les riches avaient eu recours à des forces de police privées ou même à des armées privées pour assurer leur protection alors qu'à l'heure actuelle, il existait des forces de police nationales et des armées nationales. Un péage avait été perçu, à un certain moment, pour l'utilisation de routes et de canaux, mais ces droits avaient été abolis et le public avait désormais librement accès à ces routes et canaux. Pourquoi, a-t-on demandé, l'accès à la justice devrait-il être traité différemment. Il ne suffisait pas que les barreaux et autres associations accordent l'assistance judiciaire aux indigents : l'indigent devrait avoir le droit d'accès aux tribunaux du simple fait de sa qualité de citoyen. Selon une autre opinion, les catégories de personnes ayant accès aux tribunaux étaient en général les riches, qui avaient personnellement les moyens de les saisir, et les très pauvres, qui obtenaient l'assistance judiciaire dans la plupart des pays, mais ceux qui n'appartenaient ni à l'une ni à l'autre de ces deux catégories ne pouvaient défendre leurs droits. Il était temps de reconnaître le droit de chacun à la justice et l'Etat devait reconnaître les responsabilités qui lui incombait en la matière, comme il l'avait fait au sujet de l'éducation, de la santé et du logement. On a soutenu qu'il fallait supprimer le mot "raisonnable" de ce projet de principe, étant donné que tout indigent ayant besoin d'une assistance judiciaire devrait recevoir cette assistance sans avoir à établir auprès des autorités que sa demande ou sa défense est raisonnable.

124. Les autres ont fait valoir que l'égalité absolue entre les individus dans l'administration de la justice était un idéal impossible à atteindre et ils ont appelé l'attention sur l'insuffisance, dans nombre de pays, des ressources économiques nécessaires à cette fin. On a fait observer que l'application de ce projet de principe aurait pour effet de permettre à de riches sociétés de se faire mutuellement des procès dont le coût devrait être supporté par les contribuables en général.

/...

125. La discussion a également porté sur certains passages du libellé de ce projet de principe. On a soutenu qu'en supprimant les frais de justice, on encouragerait les gens à saisir les tribunaux de nombreuses affaires qu'ils n'avaient aucune chance de gagner; on a également fait observer que, pour empêcher le recours abusif aux poursuites judiciaires, il existait d'autres moyens que la perception de frais de justice. On a fait observer que les frais de justice avaient été abolis dans bien des pays. S'agissant des honoraires d'avocat, on a soutenu que lorsqu'il existe entre l'avocat et son client des rapports personnels impliquant le versement par celui-ci d'honoraires à celui-là, l'avocat est plus poussé à s'employer activement à mener l'affaire à bonne fin. On a également soutenu que l'indépendance du barreau serait compromise par un système dans le cadre duquel les honoraires des avocats seraient payés par l'Etat. D'un autre côté, on a appelé l'attention sur les dispositions déjà en vigueur selon lesquelles l'assistance judiciaire est fournie à un indigent sans que celui-ci ait lui-même à régler des honoraires.

126. On a proposé de remplacer, dans ce projet de principe, les mots "de tous les frais" par les mots "de l'inégalité dans l'administration de la justice résultant autrement des frais". Selon une autre proposition, le projet de principe disposerait que tous les frais pouvant être entraînés par la présentation d'une demande ou d'une défense raisonnable devant une instance judiciaire devraient être réduits le plus possible. Selon une troisième proposition, le projet de principe serait conçu de manière à mettre le plaideur ordinaire à l'abri de tels frais sans toutefois accorder les mêmes avantages aux riches ou aux sociétés.

127. Le projet de principe No 23 était ainsi conçu :

"23. Des dispositions doivent être prises, dans le cadre de systèmes d'assistance judiciaire ou par tout autre moyen, en vue d'assurer que les personnes qui risquent d'être défavorisées dans une procédure judiciaire du fait de leurs opinions politiques sont convenablement représentées."

128. On a exprimé la crainte que l'application de ce projet de principe ne risque d'aboutir à une discrimination, dans l'octroi de l'assistance judiciaire, en faveur des personnes ayant certaines opinions politiques. On a en conséquence suggéré de supprimer ledit projet de principe.

/...

129. Le projet de principe No 24 était ainsi conçu :

"24. Les étrangers qui résident de façon permanente dans un pays doivent bénéficier de l'assistance judiciaire dans la même mesure que les nationaux."

130. On a proposé de supprimer, dans ce projet de principe les mots "qui résident de façon permanente" ou de rédiger ce principe de manière à prévoir que tous les habitants d'un pays doivent bénéficier de l'assistance judiciaire.

131. Les projets de principes No 25 à 28 se lisaient comme suit :

"25. Les juges doivent informer l'accusé de ses droits essentiels de procédure au cours du procès et de son droit de recours.

26. Les juges, jurés, assesseurs, prévenus, autres parties à une procédure judiciaire, avocats, témoins et interprètes doivent être autorisés à faire une déclaration solennelle au lieu de prêter serment s'ils ont une objection à l'encontre du caractère religieux d'un serment que leur rôle dans l'administration de la justice les oblige à prêter.

27. Quelle que soit la compétence des tribunaux religieux qui peuvent exister dans un pays, tout différend doit pouvoir être porté devant un tribunal civil. Nul ne peut être privé du droit de recours devant les tribunaux du fait qu'il n'appartient à aucune des religions dont les tribunaux ont compétence exclusive pour connaître de la question en litige.

28. Les lois nationales relatives à la mise en liberté provisoire avant ou pendant le procès doivent être conçues de manière que toute obligation de fournir une garantie pécuniaire soit supprimée et également de manière que la durée de la détention avant ou pendant le procès soit réduite au maximum et que toute discrimination dans l'exercice du pouvoir d'accorder une mise en liberté provisoire soit autant que possible éliminée."

132. On a fait observer que l'application du projet de principe No 28, prévoyant la suppression de toute obligation de fournir une garantie pécuniaire pour la mise en liberté provisoire avant ou pendant le procès, aboutirait en fait à faire maintenir en état de détention des personnes qui, autrement, auraient pu être mises en liberté sous caution. On a ajouté qu'en règle générale le montant de la caution est fixé compte tenu des ressources de l'accusé et que, par conséquent, le risque de discrimination fondée sur la fortune n'était pas bien grand. On a également souligné que la question devait être envisagée non seulement du point

/...

de vue de la personne intéressée, mais également du point de vue de l'Etat et que l'objet principal de la caution était d'empêcher l'accusé de s'enfuir et de se soustraire à la justice. L'attention a été appelée, d'un autre côté, sur les autres mesures auxquelles on pouvait avoir recours au lieu d'exiger une caution.

133. Les projets de principes No 29 à 33 se lisaient comme suit :

"29. Les aveux obtenus par des promesses, par la ruse, par la menace ou par la violence ne sont pas recevables à titre de preuves, et l'extorsion de prétendus aveux par ces procédés constitue une infraction.

30. Les services d'un interprète sont fournis gratuitement à tous les accusés et autres parties à une procédure judiciaire qui n'ont pas une connaissance suffisante de la langue utilisée à l'audience.

31. Des dispositions analogues sont prises en faveur des accusés et autres parties à une procédure judiciaire qui souffrent de troubles de la parole ou de l'ouïe.

32. Les lois nationales relatives à la publicité des procédures judiciaires doivent être conçues de manière que soit interdite, avant le prononcé de la décision définitive, toute publicité qui risque de nuire à l'accusé ou à d'autres parties à la procédure judiciaire.

33. Les tribunaux doivent être tenus de motiver leur décision."

134. On a suggéré d'élargir la portée du projet de principe No 33 de manière à englober également les opinions dissidentes.

135. Les projets de principes Nos 34 et 35 se lisaient comme suit :

"34. Les lois nationales relatives aux recours devant des juridictions supérieures doivent prévoir la possibilité de former un recours fondé sur une application discriminatoire des lois de compétence ou de procédure aussi bien que des lois de fond.

35. En vue d'éliminer toute discrimination fondée sur le statut du territoire dont une personne est ressortissante, il doit être donné pleinement effet à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, proclamée par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960."

136. On a également suggéré d'ajouter au projet de principe No 35 les mots "qui proclame la nécessité de mettre fin au colonialisme sous toutes ses formes"

/...

qui, a-t-on fait observer, étaient empruntés à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, dont le projet de principe faisait mention.

137. On a dit que le projet de principe No 35 devrait aussi faire expressément mention de la proposition qui avait été faite de créer un organisme international chargé d'examiner les infractions commises par ceux qui exercent en fait le pouvoir en Namibie.

138. On a instamment demandé d'ajouter deux autres projets de principes. Dans le premier, on indiquerait qu'il n'est pas permis de faire siéger dans des organes judiciaires d'anciens nazis ou des personnes propageant les idées du nazisme, de l'apartheid et d'autres formes et manifestations de discrimination raciale. Dans le second, on proclamerait que la loi doit garantir contre l'utilisation des organes judiciaires à des fins de terreur politique dirigée contre les masses et de vengeance contre des organisations démocratiques.

139. Après avoir examiné les divers principes, la Sous-Commission s'est penchée sur le préambule du projet. Le préambule se lisait comme suit :

"CONSIDERANT que les peuples du monde se sont déclarés résolus, dans la Charte des Nations Unies, à proclamer à nouveau leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine et dans l'égalité des droits des hommes et des femmes, et à favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande,

CONSIDERANT que l'un des buts des Nations Unies est, aux termes de la Charte, de développer et d'encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion,

CONSIDERANT que la Déclaration universelle des droits de l'homme proclame, dans son article 2, que chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés énoncés dans cette déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation, ou qui serait fondée sur le statut du territoire dont l'intéressé est ressortissant,

CONSIDERANT que la Déclaration universelle proclame, dans son article 10, que toute personne a droit, en pleine égalité, à ce que sa cause soit entendue

/...

équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial, qui décidera, soit de ses droits et obligations, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle,

CONSIDÉRANT que certains aspects de l'administration de la justice font l'objet de dispositions de divers autres instruments internationaux, notamment l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, l'article 5 a) de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, l'article 16 de la Convention relative au statut des réfugiés et l'article 16 de la Convention relative au statut des apatrides,

CONSIDÉRANT qu'il existe dans l'administration de la justice des types de discrimination fondés sur chacun des motifs expressément condamnés par l'article 2 de la Déclaration universelle,

CONSIDÉRANT que des méthodes permettant de lutter contre ces types de discrimination ont été mises à l'épreuve dans de nombreuses régions du monde et que les pays ont acquis une expérience suffisante pour justifier l'adoption d'un instrument international, ou d'instruments internationaux, visant à éliminer la discrimination dans l'administration de la justice,

EN CONSÉQUENCE, les principes suivants sont proclamés en vue d'éliminer toutes formes de discrimination dans l'administration de la justice."

140. On a estimé qu'il n'y avait pas lieu de conserver le dernier alinéa du préambule en faisant valoir qu'il donnait l'impression que l'existence d'une expérience nationale suffisante était un préalable nécessaire à l'adoption d'instruments internationaux sur un sujet donné.

141. A l'issue du débat sur le projet de principes, le Rapporteur spécial a indiqué qu'il ferait de plus amples commentaires sur les observations faites au cours de la discussion lorsqu'il présenterait une version révisée du projet de principes établi compte tenu dudit débat.

#### Présentation du projet de principes révisé

142. Le Rapporteur spécial a fait distribuer une version révisée du projet de principes (E/CN.4/Sub.2/L.528 et Corr.1) à la 576ème séance et proposé à la

/...



Sous-Commission de l'adopter. Le texte révisé du projet de principes était le suivant<sup>1/</sup>:

"PROJET DE PRINCIPES SUR L'EGALITE DANS L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

CONSIDERANT que les peuples du monde se sont déclarés résolus, dans la Charte des Nations Unies, à proclamer à nouveau leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine et dans l'égalité des droits des hommes et des femmes, et à favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande,

CONSIDERANT que l'un des buts des Nations Unies est, aux termes de la Charte, de développer et d'encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion,

CONSIDERANT que la Déclaration universelle des droits de l'homme proclame, dans son article 2, que chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés énoncés dans cette déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation, ou qui serait fondée sur le statut du territoire dont l'intéressé est ressortissant,

CONSIDERANT que la Déclaration universelle proclame, dans son article 10, que toute personne a droit, en pleine égalité, à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial, qui décidera, soit de ses droits et obligations, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle,

CONSIDERANT que certains aspects de l'administration de la justice font l'objet de dispositions de divers autres instruments internationaux, notamment l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, l'article 5 a) de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les

---

<sup>1/</sup> Les modifications apportées sont soulignées ou font l'objet de notes de bas de page.

/...

formes de discrimination raciale, l'article 16 de la Convention relative au statut des réfugiés et l'article 16 de la Convention relative au statut des apatrides,

CONSIDERANT qu'il existe dans l'administration de la justice des types de discrimination fondés sur chacun des motifs expressément condamnés par l'article 2 de la Déclaration universelle,

CONSIDERANT que des méthodes permettant de lutter contre ces types de discrimination ont été mises à l'épreuve dans de nombreuses régions du monde et que les pays ont acquis une expérience suffisante pour justifier l'adoption d'un instrument international, ou d'instruments internationaux, visant à éliminer la discrimination dans l'administration de la justice,

EN CONSEQUENCE, les principes suivants sont proclamés en vue d'éliminer toutes formes de discrimination dans l'administration de la justice :

1. Lorsqu'il est décidé soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle, soit de ses droits et obligations, dans une action judiciaire civile, administrative ou autre, les droits suivants doivent être reconnus à toute personne, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation :

- i) Droit d'accès aux tribunaux;
- ii) Droit d'être entendue par le juge normalement compétent, c'est-à-dire par le tribunal compétent antérieurement établi par la loi ou établi conformément à une législation préexistante, et non par un tribunal spécialement désigné ou constitué pour juger sa cause;
- iii) Droit à ce que sa cause soit jugée par un tribunal indépendant et impartial;
- iv) Droit d'être assistée ou représentée par un conseil de son choix;
- v) Droit à ce que sa cause soit jugée rapidement, sous réserve du droit<sup>2/</sup> de disposer du temps nécessaire<sup>3/</sup> pour préparer et présenter sa défense;

<sup>2/</sup> Les mots "qui est également le sien" ont été supprimés après le mot "droit".

<sup>3/</sup> Les mots "et des moyens" ont été supprimés après le mot "temps".

/...

- vi) Droit de défendre sa cause et de produire et d'examiner des témoignages et autres éléments de preuve, elle-même ou par l'intermédiaire d'un conseil, ou d'obtenir que ces témoignages ou autres éléments de preuve soient produits et examinés;
- vii) Droit à ce que sa cause soit entendue publiquement, le huis clos pouvant toutefois être prononcé pendant la totalité ou une partie du procès soit dans l'intérêt des bonnes moeurs, de l'ordre public ou de la sécurité nationale dans une société démocratique, soit lorsque l'intérêt de la vie privée des parties en cause l'exige, soit encore dans la mesure où le tribunal l'estimera absolument nécessaire, lorsqu'en raison des circonstances particulières de l'affaire la publicité nuirait aux intérêts de la justice;
- viii) Droit à ce que la décision du tribunal soit fondée uniquement sur les preuves présentées devant le tribunal et connues de toutes les parties;
- ix) Droit à ce que la décision soit rendue en public, sauf si l'intérêt de mineurs exige qu'il en soit autrement ou si le procès porte sur des différends matrimoniaux ou sur la tutelle des enfants;
- x) Droit de recours;
- xi) Et, en outre, lorsqu'il est décidé du bien-fondé d'une accusation en matière pénale dirigée contre elle, aux garanties supplémentaires suivantes :
  - a) Droit d'être présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie;
  - b) Droit d'être informée, dans le plus court délai, dans une langue qu'elle comprend et de façon détaillée, de la nature et des motifs de l'accusation portée contre elle;
  - c) Droit d'être informée, si elle n'a pas de défenseur, de son droit de se défendre elle-même ou par l'intermédiaire d'un conseil de son choix;
  - d) Chaque fois que l'intérêt de la justice l'exige, droit de se voir attribuer d'office un défenseur, sans frais, si elle n'a pas les moyens de le rémunérer;

/...

- e) Droit d'interroger ou de faire interroger les témoins à charge, d'examiner les preuves citées contre elle et d'obtenir la comparution et l'interrogatoire des témoins à décharge dans les mêmes conditions que les témoins à charge;
- f) Droit à l'assistance gratuite d'un interprète si elle ne comprend pas ou ne parle pas la langue employée à l'audience;
- g) Droit de ne pas être forcée de témoigner contre elle-même ou de s'avouer coupable.

2. Dans toute la mesure où leur nature le permet, les questions ayant trait à l'administration de la justice doivent être régies par des dispositions constitutionnelles ou législatives ou par les règlements des tribunaux, selon le cas, et non par des décisions exécutoires.

3. Lorsqu'il existe une constitution écrite, celle-ci devrait énoncer, au moins de manière générale, les règles fondamentales régissant l'administration de la justice.

4. Les dispositions de droit interne qui traitent de manière générale du droit à l'égalité d'accès devant les tribunaux et du droit à l'égalité devant la loi doivent stipuler expressément que ces droits appartiennent à chacun, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation.

5. Aux fins de l'administration de la justice, les femmes mariées ont droit à un domicile indépendant.

6. Etant des conditions essentielles de l'égalité dans l'administration de la justice, l'indépendance et l'impartialité des magistrats, à tous les niveaux, doivent être garanties par les lois et pratiques régissant la formation, le mode de sélection, la compétence, la prestation de serment ou la déclaration solennelle, les privilèges et immunités, la stabilité de l'emploi, les mutations, les traitements et pensions des membres de la magistrature, ainsi que les incompatibilités avec d'autres fonctions, les motifs de récusation dans des cas donnés, la protection contre l'intimidation que leur apporte le droit pénal et les sanctions dont ils peuvent faire l'objet dans l'éventualité où ils ne feraient pas preuve d'indépendance ni d'impartialité dans l'exercice de leurs fonctions.

/...

7. Etant des conditions essentielles de l'égalité dans l'administration de la justice, l'indépendance et l'impartialité des jurés et assesseurs doivent être garanties par les lois, et pratiques régissant le mode de sélection et l'indemnisation, la prestation de serment ou la déclaration solennelle, les immunités des jurés ou assesseurs, ainsi que l'incompatibilité de certaines activités avec les fonctions de juré ou d'assesseur, les motifs de récusation dans des cas donnés, la protection contre l'intimidation que leur apporte le droit pénal et les sanctions dont ils peuvent faire l'objet, dans l'éventualité où ils ne feraient pas preuve d'indépendance ni d'impartialité dans l'exercice de leurs fonctions.

8. Etant des conditions essentielles de l'égalité dans l'administration de la justice, l'indépendance des avocats et leur impartialité dans le choix des clients auxquels ils accordent leurs services doivent être garanties par les lois et pratiques régissant les rapports entre les avocats et leurs associations professionnelles, d'une part, et les avocats et les pouvoirs publics, d'autre part, l'incompatibilité de certaines activités avec l'exercice de la profession d'avocat, les circonstances dans lesquelles un avocat doit refuser une affaire, les cas dans lesquels un avocat ne peut pas refuser ses services à un client, la possibilité pour l'individu de communiquer avec son avocat et de le faire en toute confiance, le secret des renseignements dont les avocats ont eu connaissance dans leurs rapports professionnels avec leurs clients, les immunités des avocats et les sanctions dont ils peuvent faire l'objet.

9. Les lois nationales doivent garantir que nul ne sera privé de l'égalité de droit en ce qui concerne l'accès à la magistrature, l'exercice des fonctions de juré ou d'assesseur et l'exercice des professions juridiques, sans distinction fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, l'opinion politique ou toute autre opinion, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance ou toute autre situation.

10. Dans l'intérêt général, l'Etat subventionne, dans toute la mesure où le permettent les ressources économiques du pays considéré, la formation de personnes qualifiées pour exercer les fonctions de juge ou les professions d'avocat, d'interprète ou autre fonctionnaire auprès des tribunaux, et cela sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre distinction.

/...

11. La répartition des tribunaux à l'intérieur d'un pays et les déplacements des juges itinérants doivent être déterminés compte tenu de la répartition de la population, sous réserve des besoins particuliers des personnes vivant dans des régions écartées.

12. Des mesures doivent être prises en vue d'éliminer ce que les procédures judiciaires ont d'inutilement rigide et complexe.

13. Etant donné les difficultés rencontrées plus particulièrement par les personnes disposant de faibles revenus en matière de procédure judiciaire, des mesures, appropriées à la situation de chacun des pays intéressés, doivent être prises pour réduire les délais de procédure, en cours d'instance ou de procès, au minimum compatible avec le droit qu'a l'accusé ou toute autre partie à une procédure judiciaire de pouvoir préparer et présenter convenablement sa défense.

14. Sauf en cas de crise nationale, les civils ne peuvent être jugés par des tribunaux militaires.

15. Un accusé ne peut être jugé par défaut, dans un système juridique autorisant ce type de jugement, sans que des garanties appropriées lui aient été accordées, notamment sans qu'il ait été préalablement sommé de comparaître et qu'il ait eu toute possibilité d'assister à son procès; la représentation par un conseil doit être obligatoire dans les procès par défaut; les personnes condamnées par défaut doivent être autorisées à faire rouvrir ou reviser la procédure; il ne pourra y avoir jugement par défaut pour les infractions politiques.

16. Les lois nationales doivent être conçues de manière à empêcher<sup>4/</sup> autant que possible toute discrimination dans l'exercice du pouvoir qu'a le gouvernement de poursuivre les suspects.

17. Lorsque plusieurs juges ou plusieurs compositions différentes d'un même tribunal sont légalement habilités à connaître d'une cause, la cause sera assignée selon un système<sup>5/</sup> fondé sur le hasard.

---

<sup>4/</sup> Les mots "ou à limiter" ont été supprimés.

<sup>5/</sup> Le mot "mécanique" a été supprimé.

18. Les causes prêtes à être jugées le sont dans l'ordre des demandes d'inscription reçues par le tribunal, les affaires pénales pouvant cependant être en priorité lorsque les mêmes tribunaux sont compétents en matière civile et pénale.

19. Les lois nationales relatives à la compétence territoriale doivent autoriser le renvoi d'une affaire devant une autre juridiction, à la demande de l'accusé ou d'une autre partie, dans les cas où cela peut permettre d'assurer un procès équitable.

20. Les mesures particulières prises pour la protection des mineurs dans les procédures judiciaires ne doivent pas restreindre leur droit à l'égalité dans l'administration de la justice.

21. Les militaires qui sont traduits devant des tribunaux militaires doivent bénéficier des garanties essentielles d'un procès équitable, telles qu'elles sont énoncées dans le principe<sup>6/</sup>.

22. Les lois nationales relatives à l'assistance judiciaire doivent tendre à développer cette assistance dans toute la mesure où les ressources économiques du pays le permettent, l'objectif final étant la suppression de tous les frais que peut entraîner la présentation d'une demande ou d'une défense raisonnable devant une instance judiciaire, qu'il s'agisse de frais de justice, d'honoraires d'avocats, d'honoraires d'experts cités comme témoins, de frais de déplacement des témoins ou autres frais.

23. Des dispositions doivent être prises, dans le cadre de systèmes d'assistance judiciaire ou par tout autre moyen, en vue d'assurer que les personnes qui risquent d'être défavorisées dans une procédure judiciaire du fait de leurs opinions politiques sont convenablement représentées.

24. Les étrangers qui résident<sup>7/</sup> dans un pays doivent bénéficier de l'assistance judiciaire dans la même mesure que les nationaux.

---

<sup>6/</sup> Les mots "des restrictions pouvant toutefois être apportées, si besoin est, au droit à un procès public" ont été supprimés.

<sup>7/</sup> Les mots "de façon permanente" ont été supprimés.

25. Les juges doivent informer l'accusé de ses droits essentiels de procédure au cours du procès et de son droit de recours.

26. Les juges, jurés, assesseurs, prévenus, autres parties à une procédure judiciaire, avocats, témoins et interprètes doivent être autorisés à faire une déclaration solennelle au lieu de prêter serment s'ils ont une objection à l'encontre du caractère religieux d'un serment que leur rôle dans l'administration de la justice les oblige à prêter.

27. Quelle que soit la compétence des tribunaux religieux qui peuvent exister dans un pays, tout différend doit pouvoir être porté devant un tribunal civil. Nul ne peut être privé du droit de recours devant les tribunaux du fait qu'il n'appartient à aucune des religions dont les tribunaux ont compétence exclusive pour connaître de la question en litige.

28. Les lois nationales relatives à la mise en liberté provisoire avant ou pendant le procès doivent être conçues de manière que toute obligation de fournir une garantie pécuniaire soit supprimée et également de manière que la durée de la détention avant ou pendant le procès soit réduite au maximum et que toute discrimination dans l'exercice du pouvoir d'accorder une mise en liberté provisoire soit autant que possible éliminée.

29. Les aveux obtenus par des promesses, par la ruse, par la menace ou par la violence ne sont pas recevables à titre de preuves, et l'extorsion de prétendus aveux par ces procédés constitue une infraction.

30. Les services d'un interprète sont fournis gratuitement à tous les accusés et autres parties à une procédure judiciaire qui n'ont pas une connaissance suffisante de la langue utilisée à l'audience.

31. Des dispositions analogues sont prises en faveur des accusés et autres parties à une procédure judiciaire qui souffrent de troubles de la parole ou de l'ouïe.

32. Les lois nationales relatives à la publicité des procédures judiciaires doivent être conçues de manière que soit interdite, avant le prononcé de la décision définitive, toute publicité qui risque de nuire à l'accusé ou à d'autres parties à la procédure judiciaire.

/...



33. Les tribunaux doivent être tenus de motiver leur décision.

34. Les lois nationales relatives aux recours devant des juridictions supérieures doivent prévoir la possibilité de former un recours fondé sur une application discriminatoire des lois de compétence ou de procédure aussi bien que des lois de fond.

35. En vue d'éliminer toute discrimination fondée sur le statut du territoire dont une personne est ressortissante, il doit être donné pleinement effet à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, proclamée par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960, qui proclame la nécessité de mettre fin au colonialisme sous toutes ses formes."

143. En présentant le projet de principes révisé, le Rapporteur spécial a rappelé que certains membres avaient soulevé des objections à propos du terme "garanties" qui figurait dans l'introduction du projet de principe No 1 et que l'on avait proposé de remanier le texte du principe de manière à éliminer ce terme. Pour tenir compte de ces objections et pour bien préciser toute la portée du projet de principe, le Rapporteur spécial a dû le remanier.

144. A l'alinéa ii) du projet de principe No 1, le Rapporteur spécial a inséré les mots "ou établi conformément à une législation préexistante" après les mots "antérieurement établi par la loi" afin d'exclure du champ d'application de cet alinéa les tribunaux tels que les tribunaux d'arbitrage qui peuvent être constitués pour connaître d'une affaire particulière, mais contre lesquels il n'y a rien à redire pour les motifs énoncés au début du principe.

145. A l'alinéa v) du projet de principe, l'expression "droit qui est également le sien" était censée signifier qu'il s'agissait d'un droit "tout aussi important" ou "tout aussi valable"; mais étant donné la confusion que risquaient de créer les mots "qui est également le sien", le Rapporteur spécial les a supprimés du texte.

146. Ainsi qu'il avait été proposé au cours du débat, le Rapporteur spécial avait supprimé les mots "et des moyens" à l'alinéa v) du projet de principe.

147. Pour la raison indiquée au cours du débat, le Rapporteur spécial avait remanié l'alinéa vi) du projet de principe.

/...

148. A l'alinéa vii) du texte anglais, le Rapporteur spécial avait remplacé l'expression "the Press or the public" par "the Press and the public", pour que ce texte coïncide avec le paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

149. On avait demandé si l'exception énoncée à l'alinéa ix) du projet de principe No 1 au droit de toute personne à ce que sa cause soit entendue publiquement n'était pas trop large. Sans vouloir prétendre qu'il faille nécessairement suivre le texte du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Rapporteur spécial a fait observer que le libellé de cette dérogation avait été repris du paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte.

150. Plusieurs membres avaient émis des doutes quant à l'emploi de l'expression "chaque fois que l'intérêt de la justice l'exige" au sous-alinéa xi) d) du projet de principe. Sans prétendre qu'il faille nécessairement reprendre le texte du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Rapporteur spécial a fait remarquer là encore que ce texte avait été emprunté à l'alinéa d) du paragraphe 3 de l'article 14 du Pacte.

151. Comme suite à une suggestion faite au cours du débat, le Rapporteur spécial avait ajouté les mots "d'examiner les preuves citées contre elle" au sous-alinéa xi) e) du projet de principe.

152. Le Rapporteur spécial a rappelé que l'on avait suggéré de mentionner à l'alinéa xi) du projet de principe le droit de toute personne accusée d'être entendue à titre préliminaire, sans discrimination et dans un délai raisonnable, afin que l'on puisse déterminer s'il y a des raisons suffisantes de la détenir en attendant son jugement; cependant, selon le Rapporteur spécial, on aurait pu penser que ce droit était suffisamment garanti à l'alinéa v).

153. Une autre suggestion tendait à ce que le droit de toute personne accusée d'être mise en liberté provisoire sous caution, sans discrimination, soit mentionné comme étant la procédure normale à suivre dans les affaires pénales. Le projet de principe No 28 répondait de façon satisfaisante à cette suggestion. Le projet de principe No 28 cherchait avant tout à supprimer l'obligation de fournir une garantie pécuniaire pour obtenir la mise en liberté provisoire avant ou pendant le procès; mais il spécifiait également que la durée de la détention avant ou pendant

/...

le procès devrait être réduite au maximum et que toute discrimination dans l'exercice du pouvoir d'accorder une mise en liberté provisoire devrait être autant que possible éliminée.

154. Etant donné que la question de savoir si les tribunaux pouvaient fixer leur propre règlement intérieur était réglée de façon différente selon les pays, le Rapporteur spécial avait révisé le projet de principe en ajoutant les mots : "selon le cas, et non par des décisions exécutoires". Ce nouveau texte ne créerait pour aucun pays l'obligation de renoncer à son code établi de procédure judiciaire en faveur d'un système de règlements des tribunaux. Il faisait également ressortir l'idée directrice du projet de principe qui consistait à stipuler que les questions ayant trait à l'administration de la justice doivent être régies par des dispositions constitutionnelles ou législatives ou par les règlements des tribunaux plutôt que par des décisions exécutoires.

155. Comme suite à une suggestion formulée au cours du débat, le Rapporteur spécial a ajouté le mot "fondamentales" après le mot "règles" au projet de principe No 3.

156. Le Rapporteur spécial a précisé que la différence qu'il avait cherché à établir entre les principes Nos 2 et 3 du point de vue du sujet traité spécialement était censée être la suivante : l'objet du projet de principe No 2 était de faire en sorte que les questions relatives à l'administration de la justice échappent le plus possible au domaine de l'exécutif; le projet de principe No 3 visait essentiellement à stipuler que les règles fondamentales régissant l'administration de la justice devraient être énoncées dans une constitution, s'il en existait une.

157. En ce qui concerne la suggestion tendant à mentionner l'opinion philosophique au projet de principe No 4, le Rapporteur spécial a fait observer que l'énumération des types de discrimination qui était donnée au principe No 4 et ailleurs se retrouvait à l'article 2 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Selon le Rapporteur spécial, les auteurs de la Déclaration avaient jugé que l'expression "de toute autre opinion" qui y figurait était suffisamment large pour englober les opinions philosophiques.

158. Plusieurs membres ayant estimé que les projets de principes Nos 6, 7 et 8 demandaient à être simplifiés, le Rapporteur spécial a déclaré que chaque clause énoncée dans ces trois principes était empruntée à des passages - parfois assez

/...

longs - du chapitre IV du rapport qui traitait des méthodes adoptées pour lutter contre la discrimination. Certes, ces trois principes portaient sur de nombreuses questions sous une forme condensée. Toutefois, il serait difficile de les simplifier si ce n'est en supprimant certaines des questions régies par des droits et des pratiques qui y étaient mentionnées. Le Rapporteur spécial estimait cependant que toutes ces questions régies par des droits et des pratiques méritaient de figurer dans les trois principes.

159. Le Rapporteur spécial a estimé que le mot "compétence" était le terme qui convenait dans le projet de principe No 6, car si la compétence d'un juge était définie de façon exacte et appropriée, celui-ci serait davantage à l'abri des ingérences.

160. A propos de la signification de l'expression "la protection contre l'intimidation" que le droit pénal apporte aux juges et de l'expression "sanctions dont ils peuvent faire l'objet" qui figurent dans ce principe, le Rapporteur spécial s'est référé aux exemples donnés aux paragraphes 215 à 217 et 263 à 268, respectivement, de son rapport, qui relèvent du chapitre IV consacré aux méthodes adoptées pour combattre la discrimination dans l'administration de la justice. Le Rapporteur spécial avait cherché à clarifier le sens du projet de principe en ajoutant à la fin les mots "dans l'éventualité où ils ne feraient pas preuve d'indépendance ni d'impartialité dans l'exercice de leurs fonctions".

161. Il avait été suggéré de mentionner au projet de principe No 6 les "prérogatives et immunités" des juges, mais le Rapporteur spécial n'en continuait pas moins à penser, compte tenu des exemples cités aux paragraphes 213 et 214 de son rapport, que l'expression "privilèges et immunités" était plus appropriée.

162. A propos du projet de principe No 7, on avait demandé au Rapporteur spécial ce qu'il fallait entendre par "la protection contre l'intimidation" que le droit pénal apporte aux jurés et aux assesseurs et par "les sanctions dont ils peuvent faire l'objet". A cet égard, le Rapporteur spécial a appelé l'attention sur les paragraphes 295 à 297 et 300 à 302 de son rapport qui illustraient ces notions. Le Rapporteur spécial avait cherché à clarifier le sens du projet de principe No 7 en ajoutant à la fin les mots "dans l'éventualité où ils ne feraient pas preuve d'indépendance ni d'impartialité dans l'exercice de leurs fonctions".

/...

163. A propos du projet de principe No 8, on a demandé au Rapporteur spécial ce qu'il entendait par "les circonstances dans lesquelles un avocat doit refuser une affaire". Il a expliqué que ces circonstances étaient exposées au paragraphe 318 de son rapport.

164. S'efforçant de dissiper l'ambiguïté de l'expression "l'impartialité des avocats" dans le projet de principe No 8, le Rapporteur spécial a remplacé les mots "l'indépendance de l'impartialité des avocats" par les mots "l'indépendance des avocats et leur impartialité dans le choix des clients auxquels ils accordent leurs services".

165. Le Rapporteur spécial a dit qu'il avait accepté la suggestion tendant à remplacer dans le projet de principe No 9 les mots "les lois nationales doivent garantir à chacun l'égalité de droit en ce qui concerne l'accès" par les mots "les lois nationales doivent garantir que nul ne sera privé de l'égalité de droit en ce qui concerne l'accès".

166. Le Rapporteur spécial s'était également rangé à l'opinion selon laquelle dans le projet de principe No 9, les mots "sans distinction aucune, notamment de race...", etc., devraient être remplacés par les mots "sans distinction fondée sur la race...", etc.

167. Il a proposé d'ajouter dans le projet de principe No 10, les mots "dans toute la mesure où le permettent les ressources économiques du pays considéré" après les mots "l'Etat subventionne", plusieurs membres ayant appelé son attention sur le fait que certains pays n'étaient pas en mesure du point de vue économique de subventionner la formation des juges et autres membres des professions juridiques.

168. La suggestion selon laquelle le projet de principe No 10 devrait stipuler simplement que, dans les cas où l'Etat subventionne la formation de juges, d'avocats et d'interprètes auprès des tribunaux, il doit le faire sans discrimination, ôterait à son avis au principe un élément que, pour diverses raisons, il voulait y voir figurer. D'une part, l'Etat devrait lever les obstacles économiques barrant à l'heure actuelle aux personnes disposant de faibles revenus, qui auraient par ailleurs les qualités requises, l'accès aux professions de juge, d'avocat et d'interprète auprès des tribunaux. D'autre part, tout système élargi d'assistance judiciaire, et plus encore un service judiciaire national tel que celui qui est

/...

envisagé aux paragraphes 491 à 512 du rapport, exigeraient un plus grand nombre d'avocats. En outre, pour réduire les délais de procédure, il faudrait dans bien des cas augmenter le nombre des tribunaux ou des juges. C'est pourquoi, dans l'intérêt général, l'Etat devrait subventionner dans la mesure du possible la formation des juges, avocats et autres fonctionnaires auprès des tribunaux.

169. Le Rapporteur spécial avait mentionné les interprètes auprès des tribunaux dans le projet de principe No 10 parce qu'il avait signalé dans le corps de son rapport qu'une pénurie d'interprètes auprès des tribunaux portait parfois préjudice aux membres des minorités linguistiques ou aux étrangers qui n'avaient pas une connaissance suffisante de la langue utilisée à l'audience; en outre, les personnes disposant de faibles revenus étaient désavantagées lorsque c'étaient les particuliers qui devaient rémunérer les interprètes. Toutefois, il a convenu que le texte devrait mentionner les professions "d'interprète ou autre fonctionnaire auprès des tribunaux".

170. Répondant à la question de savoir quel rapport le projet de principe No 11 avait avec l'égalité dans l'administration de la justice, le Rapporteur spécial a appelé l'attention sur les paragraphes 168 à 170, 396 à 398 et 518 de son rapport, qui prouvaient que le projet de principe No 11 se rapportait directement à l'élimination de toute discrimination fondée sur la fortune.

171. Répondant à une question à propos du rapport qui existait entre le projet de principe No 12 et l'égalité dans l'administration de la justice, le Rapporteur spécial a dit que le paragraphe 516 de son rapport indiquait que l'élimination de ce que les procédures judiciaires avaient d'inutilement rigide et complexe avantagerait particulièrement les personnes qui souffraient le plus des délais de procédure et des frais de justice qui en résultaient.

172. Répondant à une question à propos du rapport qui existait entre le projet de principe No 13 et l'égalité dans l'administration de la justice, le Rapporteur spécial a précisé que le paragraphe 172 de son rapport indiquait que les personnes disposant de faibles revenus souffraient davantage des conséquences des délais de procédure; le paragraphe 514 énumérait les causes les plus fréquentes de délai et les méthodes adoptées pour les éviter ou les réduire dans les procédures civiles, pénales et autres étaient exposées aux paragraphes 402 et 403. Le paragraphe 515 contenait d'autres éléments à ce sujet. Afin de préciser le projet de

/...

principe No 13, le Rapporteur spécial avait ajouté au début les mots "étant donné les difficultés rencontrées plus particulièrement par les personnes disposant de faibles revenus en matière de procédure judiciaire".

173. Comme on avait émis l'avis que le projet de principe No 13 faisait double emploi avec l'alinéa v) du projet de principe No 1, le Rapporteur spécial a dit que dans ces deux principes l'accent n'était pas placé sur les mêmes aspects. Le projet de principe No 13 avait pour objet d'atténuer la discrimination fondée sur la fortune, tandis que le projet de principe No 1 énumérait certains droits nécessaires pour assurer un procès équitable et qui devaient être accordés à tous sans discrimination.

174. Il avait été suggéré que dans le projet de principe No 14, les mots "sauf en cas de crise nationale" soient supprimés ou remplacés par les mots "sauf en temps de guerre"; le Rapporteur spécial a indiqué qu'il avait décidé de maintenir le libellé initial.

175. Le Rapporteur spécial avait adopté la suggestion tendant à insérer dans le projet de principe No 15 les mots "dans un système juridique autorisant ce type de jugement" après les mots "un accusé ne peut être jugé par défaut" pour tenir compte du fait qu'il existait des systèmes juridiques dans lesquels les procès par défaut n'étaient pas autorisés.

176. Dans le projet de principe No 16, le Rapporteur spécial avait adopté la suggestion visant à supprimer les mots "ou à limiter", car ces mots semblaient permettre éventuellement la poursuite de pratiques discriminatoires.

177. Dans le projet de principe No 17, le Rapporteur spécial avait conservé la mention d'un système permettant d'assigner une cause à des juges ou à des compositions différentes d'un même tribunal en se fondant sur le hasard, en raison des nombreux risques de discrimination que présentaient d'autres systèmes. Il avait néanmoins supprimé le mot "mécanique" qui pouvait être mal interprété.

178. Comme certains membres avaient émis l'avis que le projet de principe No 18 était trop strict, le Rapporteur spécial avait adopté la suggestion tendant à ajouter les mots "prêtes à être jugées" après le mot "causes". Le projet de principe No 18 visait essentiellement la discrimination qui pouvait s'exercer à l'occasion de l'assignation aux affaires d'un rang sur le rôle d'audience, problème qui était examiné aux paragraphes 96 et 487 de son rapport.

/...

179. Le Rapporteur spécial a souligné que l'objet du projet de principe No 19 était d'assurer qu'une affaire pouvait être renvoyée à une autre juridiction pour garantir à l'accusé un procès équitable dans les cas où l'opinion locale était susceptible d'influencer un jury, des témoins ou le tribunal lui-même et de les prévenir contre l'accusé; la possibilité de récuser un magistrat particulier qui était mentionnée séparément dans le projet de principe No 6 indiquait les motifs de récusation existant dans des cas donnés.

180. On avait suggéré d'élargir la portée du projet de principe No 20 de manière à assurer que les mesures de réhabilitation et autres procédures appliquées, compte tenu de l'évolution moderne des sciences sociales, ne restreignent pas le droit à l'égalité dans l'administration de la justice, qu'il s'agisse d'un mineur ou de toute autre personne; le Rapporteur spécial n'avait pas modifié le texte de ce principe car ce problème n'était pas traité dans son rapport.

181. Le Rapporteur spécial a déclaré qu'il avait accepté la suggestion visant à supprimer dans le projet de principe No 21 les mots "des restrictions pouvant toutefois être apportées, si besoin est, au droit à un procès public" parce que ces mots soulignaient avec trop de force le caractère secret des procès militaires et que les restrictions pouvant être apportées légalement au droit à un procès public figuraient déjà à l'alinéa viii) du projet de principe No 1.

182. Le Rapporteur spécial a décidé de ne pas réviser le projet de principe No 22, parce qu'il indiquait, sous une forme condensée, les conséquences de certains changements qui, d'après lui, se faisaient jour dans la philosophie de l'administration de la justice. Ces changements, avec toutes les conséquences qu'ils comportaient, avaient fait l'objet d'un examen détaillé aux paragraphes 492 à 513 du rapport qui étudiait également la possibilité de mettre en place un service juridique national analogue au service médical national qui existait dans certains pays et examinait les problèmes que soulèverait la création d'un tel service.

183. N'étant pas convaincu que le projet de principe No 23 puisse entraîner une discrimination en faveur de certaines personnes du fait de leurs opinions politiques en ce qui concerne l'accès à une assistance judiciaire, le Rapporteur spécial n'avait pas modifié ce projet de principe.

184. Il avait suivi la suggestion tendant à supprimer les mots "de façon permanente" dans le projet de principe No 24.

/ ...



185. Comme on avait prétendu que la mise en oeuvre du projet de principe No 28, notamment la suppression de la caution, aurait, en fait, pour conséquence le maintien en détention d'un plus grand nombre d'accusés que cela n'aurait été le cas, le Rapporteur spécial a attiré l'attention sur le paragraphe 519 de son rapport qui proposait vingt règles, toutes applicables dans diverses parties du monde, et que l'on pourrait combiner pour remplacer le système consistant à imposer des garanties pécuniaires.

186. On avait suggéré que le projet de principe No 33 comporte une allusion à l'avis de la minorité. Le Rapporteur spécial a estimé que le texte actuel pouvait être interprété comme tenant compte de cet avis, et que, même dans le cas contraire, c'était la décision du tribunal dans son ensemble qui était importante pour éviter la discrimination, pour les raisons exposées au paragraphe 477 de son rapport.

187. Il avait accepté la suggestion visant à ajouter, à la fin du projet de principe No 35, les mots "qui proclame la nécessité de mettre fin au colonialisme sous toutes ses formes".

188. Le Rapporteur spécial a rappelé la suggestion selon laquelle le projet de principe No 35 devrait faire expressément allusion à une proposition qui avait été formulée en ce qui concerne la création d'un tribunal international chargé de juger les délits commis par des personnes exerçant une autorité de fait en Namibie. Cette question n'avait pas été examinée dans son rapport et, en sa qualité de Rapporteur spécial, il ne pouvait émettre aucune opinion à ce sujet.

189. On avait proposé également de supprimer le dernier alinéa du préambule du projet de principes sous prétexte que l'adoption d'instruments internationaux ne dépendait pas de la question de savoir si les pays avaient acquis assez d'expérience dans le domaine considéré. Le Rapporteur spécial a déclaré ne pas être convaincu que ce fût là une raison suffisante pour supprimer cet alinéa du préambule, car il s'agissait simplement d'une allusion indirecte au fait que l'Etude sur l'égalité dans l'administration de la justice avait été effectuée et que l'expérience des pays qui y était décrite avait servi à l'élaboration du projet de principes.

190. Le Rapporteur spécial a demandé instamment que toute élaboration d'un instrument international ou de plusieurs instruments internationaux sur la base du projet de principes se fasse à la lumière des données figurant notamment dans les chapitres IV et V de son Etude, étant donné que ces chapitres donnaient des

/...

détails supplémentaires qui seraient nécessaires, particulièrement pour la rédaction d'une ou de plusieurs conventions et qu'il n'avait pas été possible de faire figurer dans le projet de principes dans la mesure où l'on voulait que celui-ci soit relativement bref.

Examen du projet de résolution

191. A la 576ème séance de la Sous-Commission, MM. Capotorti, Carey et Nettel ont présenté un projet de résolution (E/CN.4/Sub.2/L.518), qui était ainsi conçu :

"La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Ayant examiné le rapport final (E/CN.4/Sub.2, 296) sur l'Etude sur l'égalité dans l'administration de la justice, présenté par le Rapporteur spécial, M. Mohammed Ahmed Abu Rannat,

1. Exprime sa profonde reconnaissance pour le précieux travail qu'il a effectué sur l'Etude et le félicite chaleureusement de son rapport final;
2. Exprime sa gratitude aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et membres des institutions spécialisées, aux institutions spécialisées et aux organisations non gouvernementales intéressées pour la collaboration qu'ils ont apportée en fournissant des renseignements à utiliser pour l'étude;
3. Exprime ses remerciements au Secrétaire général pour la collaboration qu'il a apportée au Rapporteur spécial pour la préparation de l'étude;
4. Transmet le rapport du Rapporteur spécial à la Commission des droits de l'homme pour qu'elle l'examine dès qu'il lui sera possible;
5. Transmet également à la Commission le projet de principes sur l'égalité dans l'administration de la justice annexé à la présente résolution;
6. Invite la Commission des droits de l'homme à examiner ce projet de principes pour présenter des recommandations au Conseil économique et social concernant la forme et le contenu d'un instrument international ou d'instruments internationaux sur l'égalité dans l'administration de la justice;
7. Prie la Commission des droits de l'homme de recommander au Conseil économique et social d'adopter le projet de résolution suivant :

/...

Le Conseil économique et social,

Tenant compte de la contribution exceptionnelle apportée par l'Etude sur l'égalité dans l'administration de la justice (E/CN.4/Sub.2/296) présentée à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, à sa vingt-deuxième session, par son Rapporteur spécial, M. Mohammed Ahmed Abu Rannat,

1. Exprime ses remerciements à M. Abu Rannat pour sa précieuse étude;
2. Prie le Secrétaire général de faire imprimer l'étude du Rapporteur spécial et de lui donner la plus large diffusion possible;
3. Prie le Secrétaire général de faire le nécessaire pour que M. Abu Rannat participe aux séances de la Commission des droits de l'homme lorsque celle-ci examinera son projet et le projet de principes sur l'égalité dans l'administration de la justice adopté par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à sa vingt-deuxième session.

ANNEXE

Projet de principes sur l'égalité dans l'administration de la justice

[Ici sera inséré le projet de principes que la Sous-Commission aura adopté.]"

192. A la 576ème séance également M. Rybakov a présenté divers amendements (E/CN.4/Sub.2/L.526) au projet de résolution. Ces amendements étaient ainsi conçus :

"Paragraphe 4 du dispositif

1. Entre les mots 'Rapporteur spécial' et 'à la Commission des droits de l'homme', insérer les mots 'y compris le projet de principes sur l'égalité dans l'administration de la justice'.

Paragraphes 5 et 6

2. Supprimer ces paragraphes.

Paragraphe 7 (paragraphe 2 du projet de résolution à recommander au Conseil économique et social)

3. Entre les mots 'Rapporteur spécial' et 'et de lui donner', insérer les mots 'y compris le projet de principes sur l'égalité dans l'administration de la justice'.

/...

Paragraphe 7 (paragraphe 3 du projet de résolution à recommander au Conseil économique et social)

4. Supprimer les mots 'adopté par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à sa vingt-deuxième session'.

5. Après les mots 'son rapport', remplacer le mot 'et' par les mots 'y compris'."

193. Le représentant du Secrétaire général a appelé l'attention de la Sous-Commission sur le document E/CN.4/Sub.2/L.520 qui contenait l'état des incidences financières du projet de résolution publié sous la cote E/CN.4/Sub.2/L.518.

194. Les membres de la Sous-Commission ont approuvé le projet de résolution qui avait trait au rapport relatif à l'Etude sur l'égalité dans l'administration de la justice, et non à la question du projet de principes. Après un échange de vues au sujet de la procédure à suivre, les membres de la Sous-Commission sont toutefois convenus que celle-ci ne disposait pas d'assez de temps pour examiner le projet de principes et voter sur ce projet, encore que le Rapporteur spécial ait facilité sa tâche en révisant ce projet de principes, compte tenu des débats qui avaient eu lieu à la Sous-Commission. On a appelé l'attention sur le nombre et la complexité des questions que posaient les principes, sur la diversité des systèmes juridiques qui devaient être pris en considération pour leur formulation et sur la nécessité pour la Sous-Commission de faire de plus amples recherches et de leur consacrer davantage de réflexion pour pouvoir les examiner comme il convenait.

195. Deux procédures ont été envisagées. Selon la première, la Sous-Commission transmettrait à la fois le projet de principes et le rapport à la Commission des droits de l'homme, étant entendu que le rapport et les principes seraient considérés comme engageant au même titre la responsabilité du Rapporteur spécial. On a estimé que la Commission des droits de l'homme pourrait déterminer les principes qu'il conviendrait d'inclure dans une convention et ceux qu'il conviendrait d'incorporer dans une déclaration, et renvoyer ensuite les principes à la Sous-Commission, accompagnés de directives quant à la procédure que celle-ci aurait à suivre en la matière.

/...

196. Selon l'autre procédure possible, la Sous-Commission remettrait à sa vingt-troisième session l'examen du projet de principes; en attendant, le rapport serait transmis à la Commission accompagné d'une demande tendant à ce qu'elle recommande au Conseil de prier le Secrétaire général de faire imprimer l'étude. On a souligné que tout retard apporté à l'impression de l'étude lui ferait perdre son caractère d'actualité.

197. A la suite de ces échanges de vues, M. Capotorti, parlant également au nom des auteurs du projet de résolution publié sous la cote E/CN.4/Sub.2/L.518, a présenté un amendement oral à ce projet de résolution tendant à a) remplacer les paragraphes 5 et 6 par le texte suivant : "5. Décide d'achever à sa prochaine session la considération des principes contenus dans l'étude sur l'égalité dans l'administration de la justice, soumis par le Rapporteur spécial."; et b) supprimer, au paragraphe 3 de la résolution présentée au Conseil économique et social, pour adoption, les mots : "et le projet de principes sur l'égalité dans l'administration de la justice adopté par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à sa vingt-deuxième session".

198. Compte tenu de cet amendement oral au projet de résolution, M. Abu Rannat a retiré sa proposition tendant à ce que la Sous-Commission adopte le projet de principes révisé contenu dans le document E/CN.4/Sub.2/L.528 et M. Rybakov a retiré ses amendements publiés sous la cote E/CN.4/Sub.2/L.526.

#### Adoption du projet de résolution

199. Les paragraphes 1 à 4 du dispositif et le nouveau paragraphe 5 du projet de résolution publié sous la cote E/CN.4/Sub.2/L.518 ont été adoptés à l'unanimité.

200. Le paragraphe 7 du dispositif du projet de résolution (nouveau paragraphe 6), tel qu'il a été modifié oralement, a été adopté par 15 voix contre zéro, avec 2 abstentions.

201. L'ensemble du projet de résolution a été adopté par 16 voix contre zéro, avec une abstention.

202. Le texte de la résolution 3 (XXII), adoptée lors de la 576ème séance, tenue le 9 septembre 1969, est le suivant :

/...

Résolution 3 (XXII)

ETUDE SUR L'EGALITE DANS L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Ayant examiné le rapport final (E/CN.4/Sub.2/296) sur l'Etude sur l'égalité dans l'administration de la justice, présenté par le Rapporteur spécial, M. Mohammed Ahmed Abu Rannat,

1. Exprime sa profonde reconnaissance pour le précieux travail qu'il a effectué sur l'Etude et le félicite chaleureusement de son rapport final;
2. Exprime sa gratitude aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et membres des institutions spécialisées, aux institutions spécialisées et aux organisations non gouvernementales intéressées pour la collaboration qu'ils ont apportée en fournissant des renseignements à utiliser pour l'étude;
3. Exprime ses remerciements au Secrétaire général pour la collaboration qu'il a apportée au Rapporteur spécial pour la préparation de l'étude;
4. Transmet le rapport du Rapporteur spécial à la Commission des droits de l'homme pour qu'elle l'examine dès qu'il lui sera possible;
5. Décide d'achever à sa prochaine session la considération des principes contenus dans l'Etude sur l'égalité dans l'administration de la justice, soumis par le Rapporteur spécial;
6. Prie la Commission des droits de l'homme de recommander au Conseil économique et social d'adopter le projet de résolution suivant :

"Le Conseil économique et social,

Tenant compte de la contribution exceptionnelle apportée par l'Etude sur l'égalité dans l'administration de la justice (E/CN.4/Sub.2/296) présentée à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, à sa vingt-deuxième session, par son Rapporteur spécial, M. Mohammed Ahmed Abu Rannat,

1. Exprime ses remerciements à M. Abu Rannat pour sa précieuse étude;
2. Prie le Secrétaire général de faire imprimer l'étude du Rapporteur spécial et de lui donner la plus large diffusion possible;
3. Prie le Secrétaire général de faire le nécessaire pour que M. Abu Rannat participe aux séances de la Commission des droits de l'homme lorsqu'elle celle-ci examinera son rapport."

/...

IV. QUESTION DE L'ESCLAVAGE ET DE LA TRAITE DES ESCLAVES DANS TOUTES LEURS PRATIQUES ET MANIFESTATIONS, Y COMPRIS LES PRATIQUES ESCLAVAGISTES DE L'APARTHEID ET DU COLONIALISME

(Point 5 de l'ordre du jour)

203. La Sous-Commission a examiné le point 5 de son ordre du jour à ses 575ème et 577ème séances.

204. La Sous-Commission était saisie : a) du rapport préliminaire (E/CN.4/Sub.2/304) présenté par le Rapporteur spécial, M. Mohammed Awad, conformément aux résolutions 1330 (XLIV) du 31 mai 1968 et 1419 (XLVI) du 9 juin 1969 du Conseil économique et social; et b) d'une note du Secrétaire général (E/CN.4/Sub.2/300 et Corr.1 et Add.1 à 3) contenant : i) les renseignements supplémentaires reçus par le Secrétaire général en réponse au questionnaire sur l'esclavage; ii) les renseignements reçus concernant les mesures qui pourraient être prises pour mettre en oeuvre la Convention internationale de 1926 relative à l'esclavage et la Convention supplémentaire de 1956 relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage (par. 2 a) de la résolution 1331 (XLIV) du Conseil économique et social); iii) les renseignements reçus concernant la protection accordée aux personnes fuyant l'esclavage et les pratiques esclavagistes de l'apartheid et du colonialisme sous quelque forme que ce soit (par. 5 de la résolution 1331 (XLIV) du Conseil économique et social); iv) les renseignements reçus concernant les possibilités d'une action de police internationale pour arrêter et réprimer le transport de personnes en danger d'être réduites en esclavage (par. 2 de la résolution 7 (XXI) de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités); v) une liste d'experts dans les disciplines économiques, sociologiques, juridiques et les autres disciplines pertinentes, dont les Etats soucieux de mettre fin à l'esclavage et à la traite des esclaves dans toutes leurs pratiques et manifestations, y compris les pratiques esclavagistes de l'apartheid et du colonialisme, pourraient demander les avis (par. 3 de la résolution 1330 (XLIV) du Conseil économique et social).

205. A la 575ème séance, le Rapporteur spécial a présenté son rapport préliminaire.

/...

206. A la même séance, l'observateur de la Société anti-esclavagiste a fait une déclaration.

207. Les membres de la Sous-Commission ont été unanimes à condamner l'esclavage et la traite des esclaves dans toutes leurs pratiques et manifestations, y compris les pratiques esclavagistes de l'apartheid et du colonialisme. On a rappelé qu'un très grand nombre d'organes des Nations Unies, notamment l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité, le Conseil économique et social et la Commission des droits de l'homme, s'étaient préoccupés de l'élimination de l'esclavage, de l'apartheid et du colonialisme, mais que l'esclavage était directement du ressort de la Sous-Commission et que celle-ci avait des obligations particulières en ce qui concerne l'esclavage.

208. On a souligné que l'apartheid, bien que circonscrit à une zone géographique limitée, n'en était pas moins à l'origine des souffrances de près de 17 millions de personnes. L'apartheid préoccupait l'Organisation des Nations Unies depuis les premiers jours de son activité. La politique raciale du Gouvernement sud-africain, et en particulier sa politique d'apartheid, avaient fait l'objet des délibérations non seulement des organes principaux et subsidiaires des Nations Unies, mais aussi de divers organes spécialement créés pour s'occuper de ce problème, comme par exemple le Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine. Un membre de la Sous-Commission a exposé les mesures qu'avaient déjà entreprises des organes internationaux - en particulier l'application de sanctions économiques - pour obliger la République sud-africaine à renoncer à sa politique d'apartheid. On a fait observer que s'il était vrai que les mesures économiques n'atteignaient pas profondément l'Afrique du Sud, il n'en restait pas moins que ce pays n'était pas totalement insensible au tort qu'elles pouvaient lui causer, eu égard à son commerce extérieur et à ses investissements. On a émis l'avis que, pour éliminer le pire fléau humain qu'est l'apartheid, les principaux organes des Nations Unies devaient entreprendre une action tant éducative que politique. L'action éducative pourrait s'exercer notamment sous forme de cycles d'études sur l'apartheid et au moyen du Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe qui, en collaboration avec les institutions spécialisées compétentes,

/...



visait à former des Sud-Africains aux professions suivantes : juristes, ingénieurs, agronomes, administrateurs publics, enseignants ou travailleurs spécialisés. On a toutefois insisté pour que les divers organismes qui s'occupent de l'apartheid coordonnent leurs activités en vue de parvenir à l'élimination totale de ce fléau.

209. Certains membres ont émis l'avis que le Rapporteur spécial devrait faire porter ses travaux non seulement sur les formes classiques de l'esclavage, mais aussi sur ses formes contemporaines, telles que les pratiques esclavagistes de l'apartheid et du colonialisme. Ils ont suggéré d'entreprendre une étude sur l'esclavage contemporain sous toutes ses formes, en indiquant expressément les régions où de telles pratiques existent encore. En revanche, d'autres ont pensé que dans une étude d'ensemble de cette nature, une attention insuffisante serait accordée à l'esclavage. On a fait observer que l'apartheid touchait bien plus de gens que l'esclavage et constituait un problème beaucoup plus sérieux. De plus, l'apartheid était défendu et pratiqué par certains gouvernements et il s'agissait d'obliger ceux-ci à changer de politique, tandis que dans le cas de l'esclavage, aucun gouvernement ne l'approuvait et le problème consistait à aider certains gouvernements à le faire disparaître de leur territoire.

210. On a souligné que l'esclavage était illégal dans la plupart des Etats mais que cependant certaines formes de ce fléau existaient encore parce que, dans certains pays, il était difficile d'assurer le respect des lois qui les interdisaient. Certains orateurs ont noté que l'esclavage et certaines pratiques analogues à l'esclavage subsistaient sous des formes modernes.

211. On a généralement reconnu que l'esclavage avait un aspect économique important : souffrant en silence, les esclaves constituaient, en effet, des biens précieux. Aussi, certains membres de la Sous-Commission ont-ils insisté pour que l'ONU et les institutions spécialisées accordent une plus large assistance financière pour combattre l'esclavage et améliorer le sort des victimes de ce fléau.

212. Soulignant que l'existence de l'esclavage et de la traite des esclaves avait été établie de façon concluante, un membre a déclaré que le Rapporteur spécial devait maintenant entreprendre l'étude approfondie des mesures pratiques qui pourraient être prises en vue de l'abolition totale de l'esclavage dans toutes ses manifestations.

/...

213. On a noté qu'en ce qui concernait l'élimination de l'esclavage, il existait les documents suivants : a) la Convention internationale de 1926 relative à l'esclavage; b) la Convention supplémentaire de 1956 relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage; c) le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, dont l'article 8 proclamait l'interdiction de l'esclavage et de la traite des esclaves, sous toutes leurs formes et dont les articles 28 à 45 préoyaient un système de mise en oeuvre; et d) le questionnaire sur l'esclavage, et en particulier la treizième question, qui concernait l'assistance ou coopération juridique, technique, administrative, financière ou autre qui serait souhaitable pour éliminer ou atténuer les conditions propices à l'esclavage, à la traite des esclaves et aux institutions et pratiques analogues à l'esclavage. Toutefois, le Pacte n'était pas encore entré en vigueur et 29 Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies n'avaient pas envoyé de réponse au questionnaire.

214. Certains orateurs ont dit que l'esclavage, la traite des esclaves et les institutions et pratiques analogues à l'esclavage ne pouvaient être éliminés que si l'on opérait des changements progressifs mais fondamentaux dans la structure économique et sociale des communautés où ces pratiques existaient encore. A leur avis, l'aide au développement devait être offerte sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Des crédits d'assistance technique en particulier devaient être fournis pour améliorer le sort des victimes de l'esclavage. En outre, toutes les institutions spécialisées devaient collaborer à l'octroi d'une aide propre à relever les niveaux de vie et à éliminer l'esclavage, la traite des esclaves et les institutions et pratiques analogues à l'esclavage. On a dit que l'assistance à cet effet pourrait être dispensée dans le cadre du Programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme (octroi de bourses et organisation de séminaires, par exemple), ainsi que sous forme de services d'experts dans les disciplines économiques, sociologiques, juridiques et autres disciplines pertinentes, qui conseilleraient les Etats soucieux de mettre fin à l'esclavage et à la traite des esclaves dans toutes leurs pratiques et manifestations, y compris les pratiques esclavagistes de l'apartheid et du colonialisme. De l'avis d'un orateur, il fallait s'attacher spécialement à instruire les esclaves et à leur

/...

trouver un emploi après leur émancipation; en effet, la libération des anciens esclaves serait plus qu'inutile si des dispositions n'étaient pas prises à temps pour assurer efficacement leur réadaptation.

215. Un membre a émis l'avis que les organisations régionales dotées d'organes compétents devraient se voir confier la responsabilité de lutter contre la traite des esclaves. La Ligue arabe ainsi que son organisation de défense sociale contre le crime, laquelle possède un Bureau de police judiciaire, pourraient utilement prêter leur concours à cet effet, au niveau régional.

216. On a souligné qu'une action de police internationale ne pouvait permettre de diminuer sensiblement le trafic, à travers les frontières internationales, des personnes en danger d'être réduites en esclavage que lorsqu'il existait un mécanisme international approprié fonctionnant régulièrement. Dans cet esprit, on pourrait adopter, pour supprimer le trafic illicite des esclaves, certaines des techniques qui s'étaient révélées utiles pour supprimer le trafic illicite des stupéfiants.

217. Deux orateurs ont demandé instamment une aide financière pour les travaux du Rapporteur spécial pour lui permettre de se rendre auprès des institutions spécialisées, de l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL), ainsi que de la Commission des stupéfiants de l'Office des Nations Unies à Genève. On a dit aussi qu'il conviendrait d'encourager le Rapporteur spécial à se rendre dans certaines régions du monde afin de rassembler des renseignements plus précis, ainsi que dans certains pays qu'il informerait des possibilités qui leur sont offertes d'obtenir une assistance financière des Nations Unies et des institutions spécialisées.

#### Adoption de la résolution

218. A la 577ème séance de la Sous-Commission, MM. Calvocoressi, Capotorti, Carey, Durlong, Gros Espiell, Juvigny, Martínez Cobo et Ruhashyankiko ont présenté un projet de résolution (E/CN.4/Sub.2/529/Rev.1) ainsi conçu :

"La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Ayant examiné les renseignements concernant la question de l'esclavage et de la traite des esclaves dans toutes leurs pratiques et manifestations, y compris les pratiques esclavagistes de l'apartheid et du colonialisme,

/...

présentés par le Secrétaire général conformément à la résolution 7 (XXI) de la Sous-Commission et aux résolutions 1330 (XLIV) et 1333 (XLIV) du Conseil économique et social (E/CN.4/Sub.2/300),

Ayant examiné également le rapport préliminaire sur la question présenté par le Rapporteur spécial, M. Mohamed Awad (E/CN.4/Sub.2/304),

1. Exprime ses remerciements au Rapporteur spécial pour son rapport très utile et le prie de continuer à élaborer aussi rapidement que possible l'étude prévue aux paragraphes 1 et 2 de la résolution 1330 (XLIV) du Conseil économique et social et confirmée par le Conseil dans sa résolution 1419 (XLIV) et de présenter à la Sous-Commission, lors de sa vingt-troisième session, un rapport intérimaire, compte tenu de la discussion sur le rapport préliminaire à la vingt-deuxième session de la Sous-Commission;

2. Prie le Secrétaire général de prendre toutes dispositions utiles pour permettre au Rapporteur spécial d'entrer en consultation avec les autorités responsables de la Commission des stupéfiants, de l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) et d'autres organisations internationales compétentes en vue d'obtenir les renseignements nécessaires pour la rédaction de l'étude;

3. Prie le Secrétaire général de communiquer aux gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et membres des institutions spécialisées la liste d'experts dans les disciplines économiques, sociologiques, juridiques et les autres disciplines pertinentes dont les services pourraient être mis à la disposition des Etats qui s'intéressent à la liquidation de l'esclavage et de la traite des esclaves dans toutes leurs pratiques et manifestations, y compris les pratiques esclavagistes de l'apartheid et du colonialisme (E/CN.4/Sub.300, annexe V), et de rappeler à ces gouvernements la possibilité qui s'offre d'obtenir sur demande une assistance technique en vue de combattre de telles pratiques et manifestations;

4. Prie en outre le Secrétaire général d'inviter les gouvernements des Etats Membres qui ne l'ont pas encore fait à répondre le plus tôt possible au questionnaire sur l'esclavage afin de permettre au Rapporteur spécial de donner une évaluation finale de la nature et de l'ampleur de l'esclavage, de la traite des esclaves et des pratiques esclavagistes qui subsistent à l'heure actuelle et de prendre des dispositions définitives en vue de la mise en oeuvre de la Convention de 1926 relative à l'esclavage et de la Convention supplémentaire de 1956 relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage."

219. A la même séance, M. Waldron-Ramsey a présenté des amendements (E/CN.4/Sub.2/L.532) contenant le texte de deux nouveaux paragraphes à insérer après le paragraphe 1 du dispositif, ainsi rédigés :

/...

"1. Prie le Rapporteur spécial d'inclure dans son étude les manifestations des pratiques esclavagistes analogues à l'apartheid qui existent en Rhodésie du Sud et en Namibie, en particulier la pratique du travail forcé et mal rétribué des Africains et le déni total des droits syndicaux aux Africains dans ces territoires;

2. Invite le Rapporteur spécial à tenir compte des conclusions du Groupe spécial d'experts contenues dans les rapports publiés sous les cotes E/CN.4/950, E/CN.4/984 et Add.1 à 19 et E/4646 concernant les mauvais traitements infligés aux prisonniers en Rhodésie du Sud, en Afrique du Sud, en Namibie et dans les territoires portugais d'Afrique et les atteintes à l'exercice des droits syndicaux en Rhodésie du Sud, en Afrique du Sud et en Namibie."

220. Après un échange de vues, un projet de résolution révisé a été présenté oralement au nom des coauteurs suivants : MM. Calvocoressi, Capotorti, Carey, Díaz Samayoa, Durlong, Gros Espiell, Humphrey, Juvigny, Piñera, Ruhashyankiko et Yango.

221. Le représentant du Secrétaire général a fait une déclaration concernant les incidences financières du projet de résolution.

222. Le projet de résolution modifié a été adopté par 22 voix contre zéro, sans abstentions.

223. Le texte de la résolution, tel que la Sous-Commission l'a adopté à sa 577ème séance, le 10 septembre 1969, est le suivant :

#### Résolution 4 (XXII)

QUESTION DE L'ESCLAVAGE ET DE LA TRAITE DES ESCLAVES DANS TOUTES LEURS PRATIQUES ET MANIFESTATIONS, Y COMPRIS LES PRATIQUES ESCLAVAGISTES DE L'APARTHEID ET DU COLONIALISME

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Ayant examiné les renseignements concernant la question de l'esclavage et de la traite des esclaves dans toutes leurs pratiques et manifestations, y compris les pratiques esclavagistes de l'apartheid et du colonialisme, présentés par le Secrétaire général conformément à la résolution 7 (XXI) de la Sous-Commission et aux résolutions 1330 (XLIV) et 1331 (XLIV) du Conseil économique et social (E/CN.4/Sub.2/300),

Ayant examiné également le rapport préliminaire sur la question présenté par le Rapporteur spécial, M. Mohamed Awad (E/CN.4/Sub.2/304),

/...

1. Exprime ses remerciements au Rapporteur spécial pour son rapport très utile et le prie de continuer à élaborer aussi rapidement que possible l'étude prévue aux paragraphes 1 et 2 de la résolution 1330 (XLIV) du Conseil économique et social et confirmée par le Conseil dans sa résolution 1419 (XLVI) et de présenter à la Sous-Commission, lors de sa vingt-troisième session, un rapport intérimaire, ainsi que des propositions de mesures concrètes à prendre, compte tenu de la discussion sur le rapport préliminaire à la vingt-deuxième session de la Sous-Commission;

2. Prie le Rapporteur spécial d'inclure dans son étude des mesures de lutte contre les manifestations des pratiques esclavagistes analogues à l'apartheid qui existent en Rhodésie du Sud et en Namibie, en particulier la pratique du travail forcé et mal rétribué des Africains et le déni total des droits syndicaux aux Africains dans ces territoires;

3. Invite le Rapporteur spécial à tenir compte des conclusions du Groupe spécial d'experts contenues dans les rapports publiés sous les cotes E/CN.4/950, E/CN.4/984 et Add.1 à 19 et E/4646 concernant les mauvais traitements infligés aux prisonniers en Rhodésie du Sud, en Afrique du Sud, en Namibie et dans les territoires portugais d'Afrique et les atteintes à l'exercice des droits syndicaux en Rhodésie du Sud, en Afrique du Sud et en Namibie;

4. Invite également le Rapporteur spécial à tenir compte des travaux de l'Organisation internationale du Travail (OIT) sur la liberté d'association et le travail forcé;

5. Prie le Secrétaire général de prendre toutes dispositions utiles pour permettre au Rapporteur spécial d'entrer en consultation avec les autorités responsables de la Commission des stupéfiants, de l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL), de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et de l'Organisation internationale pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), et d'autres organisations internationales et régionales compétentes, en vue d'obtenir les renseignements nécessaires pour la rédaction de l'étude et de s'assurer en outre leur coopération pour l'élimination des abus en question;

6. Prie le Secrétaire général de communiquer aux gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et membres des institutions spécialisées la liste d'experts dans les disciplines économiques, sociologiques, juridiques et les autres disciplines pertinentes dont les services pourraient être mis à la disposition des Etats qui s'intéressent à la liquidation de l'esclavage et de la traite des esclaves dans toutes leurs pratiques et manifestations, y compris les pratiques esclavagistes de l'apartheid et du colonialisme (E/CN.4/Sub.2/300, annexe V), et de rappeler à ces gouvernements la possibilité qui s'offre d'obtenir sur demande une assistance technique en vue de combattre de telles pratiques et manifestations;

/...

7. Prie en outre le Secrétaire général a) d'inviter les gouvernements des Etats Membres qui ne l'ont pas encore fait à répondre le plus tôt possible au questionnaire sur l'esclavage afin de permettre au Rapporteur spécial de donner une évaluation finale de la nature et de l'ampleur de l'esclavage, de la traite des esclaves et des pratiques esclavagistes qui subsistent à l'heure actuelle et de prendre des dispositions définitives en vue de la mise en oeuvre de la Convention de 1926 relative à l'esclavage et de la Convention supplémentaire de 1956 relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage et b) d'inviter les gouvernements de tous les Etats parties à la Convention supplémentaire à communiquer au Secrétaire général les renseignements prévus au paragraphe 2 de l'article 8 de cette convention et, dans le cas des Etats parties qui, en raison des lois, règlements ou décisions administratives en vigueur, n'ont pas jugé nécessaire de promulguer ou de mettre en oeuvre de nouvelles lois, de nouveaux règlements ou de nouvelles décisions administratives pour donner effet aux dispositions de la Convention, à en informer le Secrétaire général.

/...

V. QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES  
FONDAMENTALES, Y COMPRIS LA POLITIQUE DE DISCRIMINATION RACIALE  
ET DE SEGREGATION AINSI QUE LA POLITIQUE D'APARTHEID, DANS TOUS  
LES PAYS, EN PARTICULIER DANS LES PAYS COLONIAUX ET AUTRES PAYS  
ET TERRITOIRES DEPENDANTS

(Point 6 de l'ordre du jour)

224. La Sous-Commission a examiné le point 6 de son ordre du jour à ses 578ème et 579ème séances.

225. M. Carey a présenté à la Sous-Commission un projet de résolution (E/CN.4/Sub.2/L.527) qui se lisait comme suit :

"La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Ayant présente à l'esprit la résolution 2144 (XXI) de l'Assemblée générale, en date du 26 octobre 1966, par laquelle le Conseil économique et social et la Commission des droits de l'homme étaient invités à examiner d'urgence les mesures à prendre afin de renforcer les moyens dont l'Organisation des Nations Unies dispose pour mettre fin aux violations des droits de l'homme partout où celles-ci se produisent,

Ayant été priée par la Commission des droits de l'homme, dans sa résolution 8 (XXIII) du 16 mars 1967, de préparer, à l'intention de la Commission, un rapport contenant des informations provenant de toutes les sources disponibles sur les violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales et ayant été invitée par la Commission, dans la même résolution, à signaler à l'attention de la Commission toute situation dont elle a des raisons sérieuses de croire qu'elle révèle des violations constantes et systématiques des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Ayant été autorisée par le Conseil économique et social, sans sa résolution 1235 (XLII) du 6 juin 1967, à examiner les renseignements concernant les violations flagrantes des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par exemple la politique d'apartheid pratiquée dans la République sud-africaine et en Namibie, territoire placé sous la responsabilité directe de l'Organisation des Nations Unies et actuellement occupé illégalement par le Gouvernement de la République sud-africaine, ainsi que la discrimination raciale telle qu'elle est pratiquée notamment en Rhodésie du Sud, contenus dans les communications mentionnées sur la liste dressée par le Secrétaire général en application de la résolution 726 F (XXVIII) du Conseil économique et social, en date du 30 juillet 1959,

Ayant examiné les renseignements contenus dans ces communications,

/...



Notant que le Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine, le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et le Groupe de travail d'experts créé par la Commission des droits de l'homme s'occupent de questions de violations flagrantes des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la République sud-africaine, en Namibie, en Rhodésie du Sud, dans les territoires sous administration portugaise et dans les territoires occupés du Moyen-Orient,

Ayant examiné le rapport<sup>8/</sup> du Groupe de travail composé de MM. Abu Rannat, Humphrey et Martínez-Báez, établi conformément au paragraphe 1 du dispositif de la résolution 2 (XXI) de la Sous-Commission,

1. Exprime sa gratitude à MM. Abu Rannat, Humphrey et Martínez-Báez pour le rapport complet qu'ils ont rédigé;

2. Décide, en attendant que le Conseil économique et social se prononce sur les recommandations concernant la procédure à suivre dans l'examen des communications relatives à des violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales qui ont été présentées par la Sous-Commission dans sa résolution 2 (XXI), transmises au Conseil, avec des modifications, par la Commission des droits de l'homme dans sa résolution 17 (XXV) et communiquées aux Etats Membres par le Conseil, dans sa résolution 1422 (XLVI), pour qu'ils les examinent et les commentent, de demander au Groupe de travail composé de trois de ses membres, qui a été désigné à sa 554ème séance, de continuer à examiner minutieusement ces communications avant la vingt-troisième session et les sessions suivantes de la Sous-Commission. Si un membre du Groupe de travail estime que les communications reçues font apparaître des violations flagrantes, constantes et systématiques des droits de l'homme, le Groupe le signalera à la Sous-Commission, qui décidera s'il y a lieu d'appeler l'attention de la Commission des droits de l'homme sur les situations révélées dans ces communications;

3. Appelle l'attention de la Commission, conformément à sa résolution 8 (XXIII) et à la résolution 1235 (XLII) du Conseil économique et social, sur les situations décrites dans les communications suivantes, dont la Sous-Commission a des raisons sérieuses de croire qu'elles révèlent des violations constantes et systématiques des droits de l'homme et des libertés fondamentales :

[Indiquer ici, sans mentionner le pays intéressé, les numéros de série des communications et autres documents que la Sous-Commission décide d'inclure, en notant, le cas échéant, s'il existe une réponse du

---

8/ Publié en tant que document à distribution restreinte.

gouvernement, toujours sans mentionner nommément ce gouvernement ni sans révéler son identité d'une autre manière.]"

Par la suite, M. Carey a présenté un additif révisé (E/CN.4/Sub.2/L.527/Add.1/Rev.1) à son projet de résolution :

"A la fin du paragraphe 3, remplacer le texte entre crochets par le texte suivant :

Tortures et meurtres

21 035; 22 745; 23 594; 23 842; 23 920; 24 094; 24 185; A/7500-S/8961.

Mauvais traitements infligés aux femmes et aux enfants

22 741; 23 582; 23 592; 23 594; 23 596; 23 822; 23 988; 24 070; 24 121.

Mauvais traitements infligés aux civils au cours d'un conflit armé

21 048; 22 800; 23 820; 23 594.

Violations du droit de quitter tout pays et de retourner dans son propre pays

22 802; 23 593; 23 594; 23 623; 23 820; 23 945; 23 951; 24 185.

Discrimination raciale et religieuse

22 802; 23 568; 23 623; 23 915; 23 954; 23 993; 24 134; 24 169; 24 196; 24 220; A/7104-S/8610.

Violations de la liberté d'expression

20 873; 22 741; 23 592; 23 596; 23 598; 23 897; 23 942; 24 201; 24 208; 24 304; 24 305; 24 332; 24 393."

226. Rappelant les diverses résolutions relatives à cette question, certains membres ont cité : a) la résolution 2144 (XXI) du 22 octobre 1966 de l'Assemblée générale, par laquelle l'Assemblée invitait le Conseil économique et social et la Commission des droits de l'homme à examiner d'urgence les mesures à prendre afin de renforcer les moyens dont l'Organisation des Nations Unies dispose pour mettre fin aux violations des droits de l'homme partout où celles-ci se produisent; b) la résolution 8 (XXIII) de la Commission des droits de l'homme par laquelle la Commission décidait d'examiner chaque année la question des violations des droits

/...

de l'homme, priait le Conseil économique et social d'autoriser la Commission à examiner les renseignements concernant les violations flagrantes des droits de l'homme et des libertés fondamentales, telles que l'apartheid sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, contenus dans les communications mentionnées sur la liste dressée par le Secrétaire général en application de la résolution 728 F (XXVIII) du 30 juillet 1959; invitait la Sous-Commission à signaler à l'attention de la Commission toute situation dont elle avait des raisons sérieuses de croire qu'elle révélait des violations constantes et systématiques des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans tous les pays, y compris les politiques de discrimination raciale et d'apartheid, en particulier dans les territoires coloniaux et dépendants, et demandait à la Sous-Commission de préparer, à l'usage de la Commission, un rapport contenant des informations sur les violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales, provenant de toutes les sources disponibles; et c) la résolution 1235 (XLII) du Conseil économique et social, en date du 6 juin 1967, par laquelle le Conseil faisait sienne la résolution 8 (XXIII) de la Commission et autorisait la Commission et la Sous-Commission à examiner les renseignements concernant les violations flagrantes des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par exemple la politique d'apartheid, ainsi que la discrimination raciale, contenus dans les communications mentionnées sur la liste dressée par le Secrétaire général en application de la résolution 728 F (XXVIII) du Conseil économique et social.

227. Un certain nombre de membres ont estimé que le projet de résolution présenté par M. Carey ne portait pas sur le problème de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, mais traitait du problème spécial de la procédure à suivre pour l'examen des plaintes de particuliers contre des gouvernements, qui ne figurait pas à l'ordre du jour de la présente session de la Sous-Commission. Ils ont déclaré que ces tentatives pour remplacer la question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales par la question de la procédure à suivre pour l'examen des plaintes de particuliers contre des gouvernements visaient à détourner l'attention de la Sous-Commission de la série de problèmes liés à des violations flagrantes des droits de l'homme, tels que la discrimination raciale, la ségrégation et l'apartheid. Ils ont également souligné que ces tentatives

/...

risquaient d'aboutir à la création illégale de mécanismes qui s'ingéreraient dans les affaires intérieures des Etats souverains, en s'appuyant sur différents types de déclarations calomnieuses faites par des particuliers et sur les insinuations de certaines organisations non gouvernementales financées par des sources corrompues. Ils ont déclaré que, eu égard à la résolution 1422 (XLVI) du Conseil économique et social, il serait déplacé de pousser plus avant, à la présente session, l'étude de la question de la procédure à suivre pour l'examen des plaintes émanant de particuliers. On a aussi mentionné spécialement la résolution 17 (XXV) de la Commission des droits de l'homme et la résolution 1422 (XLVI) du Conseil économique et social à propos de la question de savoir si le Groupe de travail qui avait été établi en vertu de la résolution 2 (XXI) de la Sous-Commission pour examiner les communications reçues par le Secrétaire général en application de la résolution 728 F (XXVIII) du Conseil, devrait continuer ses travaux. Bien que certains membres aient félicité le Groupe de travail pour le rapport qu'il avait présenté à la Sous-Commission, ils ont exprimé l'opinion que le Groupe de travail devrait provisoirement interrompre ses fonctions étant donné que, conformément à la résolution 1422 (XLVI) du Conseil, la résolution de la Commission des droits de l'homme, faisant sienne la résolution 2 (XXI) de la Sous-Commission, avait été transmise aux Etats Membres pour qu'ils l'examinent et forment leurs commentaires. On a fait observer d'ailleurs que l'on avait éprouvé de sérieux doutes quant à la légitimité, au bien-fondé et à l'opportunité de la décision de créer le Groupe de travail en question, étant donné que son activité risquait d'aller à l'encontre du principe de l'indépendance souveraine dont les experts doivent jouir pour porter un jugement sur les plaintes et qu'il conviendrait de se pencher sérieusement, dans l'avenir, sur cet aspect de la question.

228. Au cours de la discussion de ce point de l'ordre du jour, certains membres ont présenté des faits pour mettre en évidence les violations flagrantes des droits de l'homme et des libertés fondamentales en Afrique australe, dans les colonies portugaises et au Moyen-Orient : certaines délégations ont fait état, au cours de la discussion, de plusieurs plaintes émanant de particuliers. La situation dans les territoires arabes occupés par Israël a été mentionnée au cours des débats. Citant des rapports de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour

/...

les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et du Comité international de la Croix-Rouge, la résolution adoptée le 24 juillet 1969 par la trente-deuxième Assemblée mondiale de la santé de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et d'autres renseignements dont ils disposaient, certains membres ont déclaré que le Gouvernement israélien commettait des violations flagrantes, multiples et systématiques des droits de l'homme dans les territoires occupés. Ils ont affirmé que la politique appliquée par Israël violait de nombreux articles de la Déclaration universelle des droits de l'homme, en particulier le droit de retourner dans son pays, ainsi que les Conventions de Genève du 12 août 1949 et en particulier la Convention relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre. Ils ont dénoncé le refus systématique du Gouvernement israélien d'appliquer les résolutions adoptées par la Conférence internationale des droits de l'homme, l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et la Commission des droits de l'homme. Ils ont rappelé en particulier que le Groupe de travail spécial d'experts créé par la résolution 6 (XXV) de la Commission des droits de l'homme pour enquêter sur les allégations relatives aux violations par Israël de la Convention de Genève du 12 août 1949 relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre dans les territoires occupés par Israël, n'avait pas été en mesure d'achever sa tâche dans ces territoires en raison du refus de coopérer du Gouvernement d'Israël. Ils ont affirmé que les destructions en masse des maisons de personnes suspectées d'hostilité envers le Gouvernement d'Israël, la destruction totale de villages entiers, les ordres d'expulsion en masse, les violences, pillages et déprédations multiples dont la population civile était victime étaient des actes que les autorités israéliennes commettaient quotidiennement dans les territoires occupés. La politique d'apartheid et de discrimination raciale appliquée en Afrique du Sud, en Rhodésie du Sud et dans les territoires sous domination portugaise a été condamnée unanimement par les orateurs. On a fait observer que les régimes racistes d'Afrique australe se seraient déjà effondrés si certaines grandes puissances n'avaient pas continué à entretenir des relations diplomatiques, commerciales, culturelles et même militaires avec ces pays. On a noté également que, malgré les nombreuses résolutions adoptées par des organes des Nations Unies, les investissements étrangers augmentaient en Afrique du Sud à un rythme alarmant.

/...

En ce qui concerne la Namibie, on a dit que tous les Etats devraient prendre des mesures énergiques et faire pression sur le Gouvernement sud-africain pour l'amener à réviser sa politique.

229. Plusieurs membres ont estimé que l'examen des communications émanant de particuliers était étroitement lié à la question des violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Ils ont déclaré que la Sous-Commission devrait rechercher le moyen de s'acquitter de façon concrète de la tâche que la Commission des droits de l'homme lui avait confiée dans sa résolution 8 (XXIII) et devrait donner aux particuliers la possibilité d'appeler l'attention des organes compétents de l'ONU sur les cas où il y avait eu violation de leurs droits. Ils ont rappelé qu'en vertu de cette résolution, la Sous-Commission avait été chargée d'établir un rapport contenant des informations sur les violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales provenant de toutes les sources disponibles. A leur avis, les communications émanant de particuliers étaient le seul moyen d'appeler l'attention de la Commission sur les violations des droits de l'homme et représentaient donc une source de renseignements valable. Ils ont estimé en outre qu'en examinant la question des violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales, la Sous-Commission ne devrait pas se borner à étudier les situations à caractère politique, comme celles de l'Afrique australe et du Moyen-Orient, car elles faisaient déjà l'objet d'une enquête de la part d'autres organes de l'ONU. La Sous-Commission devrait rechercher l'universalité et étudier toutes les violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales, où qu'elles se produisent, à condition qu'elles se révèlent constantes et systématiques. Tel était, de l'avis de ces membres, le but du projet de résolution de M. Carey. On a fait observer que, pendant longtemps, la procédure suivie pour l'examen des communications relatives aux droits de l'homme avait paru futile. Les efforts considérables déployés ces dernières années par la Commission des droits de l'homme et la Sous-Commission pour résoudre ce problème ne devaient être poursuivis. On a estimé que le projet de résolution représentait une initiative louable qui était indispensable pour faire progresser le respect des droits de l'homme à l'échelon international. On a affirmé en outre que les communications énumérées dans l'annexe au projet de résolution exposaient des

/...

situations qui révélaient des violations constantes et systématiques des droits de l'homme, conformément aux dispositions de la résolution 1235 (XLVI) du Conseil économique et social.

230. M. Daoudy a présenté à la Sous-Commission un projet de résolution (E/CN.4/Sub.2/L.537) dont le texte était le suivant :

"La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Ayant examiné les rapports pertinents sur la question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales (point 6 de l'ordre du jour),

Ayant entendu les déclarations faites à ce sujet devant la Commission,

Consciente de ce qu'en vertu de la Charte des Nations Unies tous les Etats Membres se sont engagés à agir, tant conjointement que séparément, en coopération avec l'Organisation, en vue d'atteindre les buts énoncés dans la Charte, qui consistent notamment à encourager le respect universel et l'observation des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion,

Ayant présents à l'esprit les principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui reconnaît le droit qu'a toute personne de revenir dans son pays,

Profondément préoccupée par les violations persistantes des droits de l'homme signalées en Afrique australe et dans les territoires occupés du Moyen-Orient,

Rappelant les quatre Conventions de Genève du 12 août 1949, et notamment la Convention relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre,

Rappelant a) les résolutions 2145 (XXI) et 2248 (S-V) de l'Assemblée générale en date, respectivement, du 27 octobre 1966 et du 19 mai 1967, et b) la résolution 2252 (S-V) de l'Assemblée générale du 5 juillet 1967,

Rappelant en outre a) les résolutions 3 du 11 mai 1968, 4 du 11 mai 1968, 6 du 11 mai 1968, 8 du 11 mai 1968, 14 du 12 mai 1968 et 23 du 12 mai 1968, et b) la résolution 1 du 7 mai 1968 de la Conférence internationale des droits de l'homme, qui s'est tenue à Téhéran en 1968,

Rappelant également a) la résolution 134 (1960) du 7 avril 1960 et les résolutions 245 (1968) et 246 (1968) du Conseil de sécurité, et b) les résolutions 237 (1967) et 259 (1968) du Conseil de sécurité en date, respectivement, du 14 juin 1967 et du 27 septembre 1968,

/...

Rappelant en particulier a) la résolution 5 (XXV), et b) les résolutions 6 (XXIV) et 6 (XXV) de la Commission des droits de l'homme,

Réaffirme que la pratique de a) l'apartheid, et b) la destruction, en masse, de foyers et de biens qui privent d'importants éléments de la population de leurs droits inaliénables, ainsi que l'expulsion de gens, en masse, de leurs foyers et de leurs terres dans les territoires occupés du Moyen-Orient, en violation des Conventions de Genève, sont des situations dont la Sous-Commission a des raisons suffisantes de croire qu'elles relèvent des violations constantes et systématiques des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Demande à la Commission des droits de l'homme de prier le Secrétaire général de présenter à la Sous-Commission, à sa prochaine session, a) un rapport portant sur les violations des droits de l'homme en Afrique australe, et b) le rapport du Groupe spécial d'experts créé en application de la résolution 6 (XXV) de la Commission des droits de l'homme en vue d'enquêter sur les violations des droits de l'homme dans les territoires occupés du Moyen-Orient."

231. Certains membres de la Sous-Commission se sont opposés à ce projet de résolution en faisant valoir qu'il ne citait que deux régions du monde où de sérieuses violations se produiraient, suggérant ainsi que nulle part ailleurs on n'enregistrait de graves violations. D'autres membres ont appuyé ce projet de résolution étant donné que la Sous-Commission se devait de contribuer aux efforts entrepris par d'autres organes des Nations Unies pour obliger le Gouvernement israélien à assurer le respect des droits de l'homme dans les territoires occupés.

232. Le représentant du Secrétaire général a appelé l'attention de la Sous-Commission sur un état des incidences financières (E/CN.4/Sub.2/L.531) du projet de résolution présenté par M. Carey.

233. Faute de temps, les projets de résolution présentés par M. Carey (E/CN.4/Sub.2/L.527 et Add.1/Rev.1) et M. Daoudy (E/CN.4/Sub.2/L.537) n'ont pas été mis aux voix. Sur la proposition du \_\_\_\_\_, la Sous-Commission a décidé que ces projets de résolution seraient communiqués à la Commission des droits de l'homme.

/...



VI. EXAMEN DES FAITS NOUVEAUX INTERVENUS DANS LES DOMAINES QUI  
ONT DÉJÀ FAIT L'OBJET D'UNE ÉTUDE OU D'UNE ENQUÊTE DE LA  
PART DE LA SOUS-COMMISSION

(Point 8 de l'ordre du jour)

234. La Sous-Commission a examiné le point 8 de son ordre du jour de sa 558<sup>ème</sup> à sa 561<sup>ème</sup> séance.

235. La Sous-Commission était saisie d'un mémoire (E/CN.4/Sub.2/297) du Secrétaire général exposant les faits nouveaux survenus entre le 16 juin 1968 et le 15 juin 1969 et se rapportant aux questions suivantes : Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, état de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, célébration de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, mesures à prendre contre le nazisme et l'intolérance raciale, coordination des activités des Nations Unies en ce qui concerne les politiques d'apartheid et de discrimination raciale en Afrique australe, rapports périodiques sur les droits de l'homme et précédents rapports et études de la Sous-Commission.

236. La Sous-Commission était également saisie d'un mémorandum (E/CN.4/Sub.2/298) du Bureau international du Travail concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession. Ce mémorandum fournissait des renseignements sur les principaux faits nouveaux relatifs à la discrimination survenus dans les domaines de la compétence de l'OIT depuis le mémorandum précédent, soumis à la Sous-Commission lors de sa vingt et unième session (E/CN.4/Sub.2/293), jusqu'au 25 mai 1969. Il traitait de la question des ratifications des conventions de l'OIT relatives à l'égalité de chances en matière d'emploi et à la condition de certaines catégories particulières de population, ainsi que de la question de l'application desdites conventions. Il décrivait également un certain nombre de publications récentes de l'OIT sur l'égalité de chances en matière d'emploi et de profession; il passait aussi en revue les programmes de coopération technique de l'OIT propres à assurer qu'une discrimination n'est pas pratiquée en matière d'emploi. Il exposait enfin les programmes de l'OIT concernant l'apartheid en Afrique du Sud.

237. La Sous-Commission était également saisie d'un mémoire (E/CN.4/Sub.2/299), présenté par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la

/...

culture, récapitulant les activités récentes de l'UNESCO en ce qui concerne la lutte contre la discrimination dans l'enseignement et les relations raciales pour la période allant du 30 septembre 1968 au 30 mai 1969. La Sous-Commission a été informée des mesures prises actuellement en application de la Convention et Recommandation concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement, ainsi que des rapports des Etats parties à la Convention et d'autres Etats membres sur l'application de la Recommandation. En ce qui concerne la question des relations raciales, le mémoire citait des ouvrages qui avaient été ou devaient être publiés sur l'élimination de la discrimination raciale. L'attention était appelée sur les résolutions adoptées par la Conférence générale de l'UNESCO à sa quinzième session en octobre-novembre 1968, au sujet des tâches de l'UNESCO quant à l'élimination du colonialisme et du racisme.

238. D'autres exposés oraux ont été faits par les représentants du BIT et de l'UNESCO (558ème séance).

239. Lors de la discussion générale, de nombreux membres de la Sous-Commission ont exprimé leur satisfaction devant les mesures prises par l'OIT et l'UNESCO en application des dispositions de la Convention (No 111) de l'OIT concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession de 1958, et de la Convention et Recommandation de l'UNESCO concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement de 1960. Toutefois, certains membres ont estimé que la Sous-Commission avait besoin d'autres renseignements sur l'application de ces conventions, car il était difficile d'évaluer l'efficacité de ces conventions pour ce qui est de l'élimination de la discrimination sur le plan national. Ces membres considéraient que le système prévu par de nombreuses conventions relatives aux droits de l'homme selon lequel les Etats parties font rapport sur les mesures qu'ils ont prises pour appliquer les conventions était insuffisant et que des organismes indépendants qui recevraient ces renseignements et qui auraient des pouvoirs étendus en matière d'enquête et de conciliation permettraient d'assurer une meilleure application.

240. La Sous-Commission a accueilli avec satisfaction l'entrée en vigueur, le 4 janvier 1969, de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et les mesures prises pour créer le Comité pour

/...

l'élimination de la discrimination raciale conformément aux dispositions de la Convention. Les membres de la Sous-Commission ont recommandé que le plus grand nombre possible d'Etats deviennent parties à la Convention. On a mentionné les articles 17 et 18 de la Convention qui stipulent que tout Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies ou membre de l'une quelconque de ses institutions spécialisées, tout Etat partie au Statut de la Cour internationale de Justice, ou tout autre Etat invité à cet effet par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies peut devenir partie à la Convention. Certains membres ont été d'avis qu'aux termes de l'article 17 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, tout Etat devrait pouvoir devenir partie à la Convention. On a insisté sur le fait que la création du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale était un événement d'une grande portée. En revanche, on a émis l'avis que l'élection au Comité d'un représentant de l'un des deux Etats allemands - la République fédérale d'Allemagne - tandis que l'autre Etat allemand - la République démocratique d'Allemagne - était artificiellement privé de la possibilité de devenir partie à la Convention, créait une situation qui portait un grave préjudice aux objectifs de la Convention ainsi qu'aux travaux du Comité lui-même. On a fait observer, par ailleurs, que la présence, au sein de ce comité, du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne devrait offrir une garantie contre toute réapparition dans ce pays de phénomènes de discrimination raciale analogues à ceux qui se sont produits à l'époque des nazis.

241. Il a été fait mention de la proposition (résolution 2446 (XXIII) de l'Assemblée générale du 19 décembre 1968) concernant la célébration en 1971 de l'Année internationale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, qui sera examinée par l'Assemblée générale à sa vingt-quatrième session. La Sous-Commission a estimé que, si cette proposition était adoptée, elle offrirait l'occasion de redoubler d'efforts dans la lutte contre l'apartheid, le nazisme et le néo-nazisme.

242. Lors de la discussion relative aux études de la Sous-Commission qui n'ont pas encore été examinées par la Commission des droits de l'homme, à savoir l'étude des mesures discriminatoires en matière de droits politiques, l'étude des mesures

/...

discriminatoires en ce qui concerne le droit qu'a toute personne de quitter tout pays, y compris le sien et de revenir dans son pays, et l'étude des mesures discriminatoires à l'égard des personnes nées hors mariage, on a mentionné la résolution 19 (XXV) adoptée par la Commission le 18 mars 1969; cette résolution fixe notamment un calendrier pour l'examen de ces études par la Commission. Plusieurs membres ont appelé l'attention sur le fait que, si l'on suivait le calendrier de la Commission, certaines études seraient examinées dix ans ou plus après avoir été achevées et ont estimé que certains des renseignements, ainsi que certaines des conclusions et recommandations contenues dans ces études, risqueraient ainsi d'être périmés.

243. En ce qui concerne les rapports périodiques sur les droits de l'homme, la Sous-Commission a été informée que, conformément à la demande formulée dans sa résolution 1 (XXI) du 9 octobre 1968, le Secrétaire général, dans l'aperçu des rubriques qu'il avait adressé aux gouvernements pour qu'ils contribuent aux rapports périodiques, avait inclus des questions ayant déjà fait l'objet d'une étude ou d'une enquête de la part de la Sous-Commission. Certains membres ont exprimé leur déception devant le fait que la Commission et son Comité spécial des rapports périodiques sur les droits de l'homme n'avaient pas appliqué la recommandation contenue dans cette même résolution selon laquelle on devrait demander au Secrétaire général de préparer, pour chaque session de la Sous-Commission, un résumé des parties des rapports périodiques qui touchent à des questions relevant du mandat de la Sous-Commission; ils ont suggéré que la Commission devrait être priée de reconsidérer sa décision.

244. A la 559ème séance, M. Capotorti et M. Juvigny ont présenté un projet de résolution (E/CN.4/Sub.2/L.513) qui était ainsi conçu :

"La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Ayant reçu la note du Secrétaire général sur les faits nouveaux intervenus dans les domaines qui ont déjà fait l'objet d'une étude ou d'une enquête de la part de la Sous-Commission (E/CN.4/Sub.2/297), le mémoire présenté par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture sur ses activités récentes dans le domaine de la lutte contre la discrimination dans l'enseignement et dans les relations raciales (E/CN.4/Sub.2/299) et le mémoire présenté par le Bureau international du

/...

Travail fournissant les principales informations sur l'évolution de la situation dans les domaines de la compétence de l'OIT (E/CN.4/Sub.2/298),

Notant la résolution 19 (XXV) de la Commission des droits de l'homme dans laquelle la Commission a décidé de poursuivre et de terminer, à sa vingt-sixième session, la discussion et l'examen de l'étude des mesures discriminatoires en matière de droits politiques et les projets de principes relatifs à la liberté et à la non-discrimination en matière de droits politiques et d'examiner en priorité, à sa vingt-septième session, l'étude des mesures discriminatoires en ce qui concerne le droit qu'a toute personne de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays, et, à sa vingt-huitième session, l'étude des mesures discriminatoires à l'égard des personnes nées hors mariage,

Notant également la résolution 22 (XXV) de la Commission des droits de l'homme, dans laquelle le Secrétaire général est prié, entre autres, de comprendre, dans les grandes lignes des rubriques pour la présentation des rapports périodiques sur les droits de l'homme, les questions dont s'est occupée la Sous-Commission,

1. Prend note des mémoires présentés par le Secrétaire général, le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et le Directeur général du Bureau international du Travail, dont le contenu montre le progrès continu de l'action internationale pour la protection des droits de l'homme;

2. Exprime sa satisfaction de l'entrée en vigueur de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et du fait que le Comité sur la discrimination raciale a été élu et commencera prochainement ses travaux;

3. Exprime l'espoir que tous les Etats qui ont signé les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques ratifieront ces instruments aussitôt que possible et que les autres Etats les signeront, les ratifieront ou y adhéreront afin que ces instruments fondamentaux de la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales entrent en vigueur sans plus attendre;

4. Appelle l'attention de la Commission des droits de l'homme sur l'importance qu'il y a à ce qu'elle termine ses travaux sur les études déjà effectuées par la Sous-Commission le plus tôt possible afin que les mesures recommandées dans ces études puissent être examinées et adoptées avant que les renseignements sur lesquels elles reposent ne soient périmés;

5. Réitère ses recommandations antérieures tendant à ce que la Commission des droits de l'homme prie le Secrétaire général de préparer pour chaque session de la Sous-Commission un résumé des parties des rapports

/...

périodiques portant sur des questions qui relèvent du mandat de la Sous-Commission et en particulier sur les questions qui ont fait l'objet d'une étude ou d'une enquête de la part de la Sous-Commission."

245. En présentant des observations au sujet du paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution, certains membres de la Sous-Commission ont signalé que la Commission des droits de l'homme aurait peut-être avantage à disposer de renseignements à jour lorsqu'elle examinerait les études effectuées par la Sous-Commission. Ils ont estimé qu'il importait d'établir si de nouvelles tendances et des faits nouveaux étaient apparus dans les domaines sur lesquels portaient ces études, depuis leur publication; tout renseignement nouveau pouvait en effet altérer les conclusions et les recommandations formulées par les Rapporteurs spéciaux dans leurs études. Ces mêmes membres ont trouvé que le texte du paragraphe 4 du dispositif tel qu'il était présenté par les auteurs ne faisait que formuler à nouveau la décision que la Commission avait déjà prise de terminer ses travaux sur les études. Ils ont proposé de prier les Etats Membres de fournir des renseignements sur les faits nouveaux qui s'étaient produits depuis que les études avaient été achevées. Plusieurs membres se sont déclarés opposés à cette proposition car ils craignaient qu'elle n'ait pour effet de retarder l'examen des études. Ces membres ont estimé qu'il ne fallait pas demander aux gouvernements de communiquer des renseignements supplémentaires sur des questions qui avaient déjà été examinées.

246. A la 559ème séance, M. Humphrey a présenté un amendement (E/CN.4/Sub.2/L.514) au projet de résolution qui était ainsi conçu :

"Ajouter le texte suivant après le paragraphe 4 du projet de résolution :

'4a. Prie le Secrétaire général de demander aux gouvernements des Etats Membres des renseignements sur les faits nouveaux intervenus dans les domaines couverts par les études déjà effectuées par la Sous-Commission et qui n'ont pas encore été examinés par la Commission des droits de l'homme et de présenter les renseignements pertinents à la Commission lors de la session au cours de laquelle une étude particulière doit être examinée'."

247. On a fait observer que, pour que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale puisse atteindre son but déclaré, il

/...

importait que le plus grand nombre d'Etats possible y deviennent parties; on a proposé de modifier en conséquence le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution. Plusieurs membres se sont déclarés opposés à ce que l'on mentionne au paragraphe 3 du dispositif "le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques". Selon eux, le Protocole traitait de questions de procédure et était distinct et indépendant du Pacte relatif aux droits de l'homme. En outre, le mot "facultatif", tel qu'il était employé dans le Protocole, signifiait qu'il appartenait à chaque gouvernement de déterminer s'il devait participer au Protocole. Ce point de vue a rencontré l'opposition de plusieurs membres qui ont déclaré que, dans le cas des deux Pactes comme dans celui du Protocole, les Etats étaient libres de prendre les décisions qui leur paraissaient judicieuses. A leur avis, par "facultatif" il fallait simplement entendre que le Protocole était distinct du Pacte. Parler des Pactes sans mentionner le Protocole reviendrait, selon eux, à établir une discrimination entre ces instruments.

248. On a déclaré que la Sous-Commission devrait être informée du programme d'activités prévu pour l'Année internationale de lutte contre le racisme et la discrimination raciale en 1971 pour pouvoir examiner la question de sa participation aux mesures qui seraient prises à l'occasion de cette célébration. A cet égard, on a rappelé à la Sous-Commission que l'Assemblée générale étudierait les propositions relatives au programme prévu pour la célébration de l'Année lors de sa vingt-quatrième session qui se tiendrait prochainement.

249. A la 560ème séance, M. Rybakov a présenté des amendements (E/CN.4/Sub.2/L.515) au projet de résolution qui étaient ainsi conçus :

"1. A la fin du paragraphe 2 du dispositif, ajouter le texte suivant :

'et estime qu'afin de réaliser le plus rapidement possible les objectifs de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, il importe que le plus grand nombre d'Etats possible y participent.'

2. Au paragraphe 3 du dispositif, supprimer les mots :

'et le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.'

/...

3. Après le paragraphe 3 du dispositif, ajouter le paragraphe suivant :

Prie le Secrétaire général de présenter à la Sous-Commission, à sa vingt-troisième session, le programme d'activités pour l'Année internationale de lutte contre le racisme en 1971, compte tenu du fait que la Sous-Commission pourrait, sur la base de ce programme, examiner la question de sa participation aux mesures appropriées qui seront prises à l'occasion de l'Année internationale de lutte contre le racisme.

4. Renuméroter en conséquence les paragraphes suivants."

250. M. Rybakov a ultérieurement retiré le troisième amendement.

251. On a noté que le deuxième alinéa du préambule du projet de résolution mentionnait la résolution 19 (XXV) de la Commission des droits de l'homme et, notamment, l'étude des mesures discriminatoires en ce qui concerne le droit qu'a toute personne de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays. On a estimé qu'il faudrait mentionner également la résolution 6 (XXV) de la Commission des droits de l'homme au sujet du droit de chacun de rentrer dans son pays.

252. A la 560ème séance, M. Daoudy a proposé l'amendement suivant (E/CN.4/Sub.2/L.516) au projet de résolution :

"Au début du paragraphe 2 du préambule, remplacer les mots 'Notant la résolution 19 (XXV)' par le texte suivant :

'Notant les résolutions suivantes de la Commission des droits de l'homme : a) la résolution 6 (XXV) par laquelle la Commission a réaffirmé le droit inaliénable de tous les habitants qui sont partis depuis le début des hostilités dans le Moyen-Orient de rentrer dans leur pays et la décision de la même Commission d'inscrire cette question à l'ordre du jour de sa vingt-sixième session, b) la résolution 19 (XXV)...'."

253. En présentant ses observations sur le paragraphe 3 du dispositif, M. Yankovic a proposé oralement de remplacer les mots "Exprime l'espoir" par "Prie".

254. M. Humphrey a signalé que le paragraphe 5 du dispositif du projet de résolution revenait à faire appel à la Commission pour qu'elle revienne sur une décision qu'elle avait déjà prise. Il a estimé que la Sous-Commission était habilitée à prier le Secrétaire général de préparer un résumé de certaines parties pertinentes des rapports périodiques sur les droits de l'homme. Les auteurs du projet de résolution ont accepté la proposition de M. Humphrey tendant à supprimer,

/...



au paragraphe 5 du dispositif, les mots "Réitère ses recommandations antérieures tendant à ce que la Commission des droits de l'homme...".

255. M. Calvocoressi a fait observer que le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale n'avait pas encore été élu puisque sur les dix-huit membres nécessaires pour constituer le Comité, dix-sept seulement avaient jusqu'ici été élus. Il a suggéré de remplacer "élu" par "créé", ce que les auteurs ont accepté.

256. Les auteurs du projet de résolution ont présenté un texte révisé (E/CN.4/Sub.2/L.513/Rev.1) qui tenait compte de certaines des propositions faites par divers membres de la Sous-Commission; le texte en est le suivant :

"La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Ayant reçu la note du Secrétaire général sur les faits nouveaux intervenus dans les domaines qui ont déjà fait l'objet d'une étude ou d'une enquête de la part de la Sous-Commission (E/CN.4/Sub.2/297), le mémoire présenté par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture sur ses activités récentes dans le domaine de la lutte contre la discrimination dans l'enseignement et dans les relations raciales (E/CN.4/Sub.2/299) et le mémoire présenté par le Bureau international du Travail fournissant les principales informations sur l'évolution de la situation dans les domaines de la compétence de l'OIT (E/CN.4/Sub.2/298),

Notant la résolution 19 (XXV) de la Commission des droits de l'homme dans laquelle la Commission a décidé de poursuivre et de terminer, à sa vingt-sixième session, la discussion et l'examen de l'étude des mesures discriminatoires en matière de droits politiques et les projets de principes relatifs à la liberté et à la non-discrimination en matière de droits politiques et d'examiner en priorité, à sa vingt-septième session, l'étude des mesures discriminatoires en ce qui concerne le droit qu'a toute personne de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays, et, à sa vingt-huitième session, l'étude des mesures discriminatoires à l'égard des personnes nées hors mariage,

Notant également la résolution 22 (XXV) de la Commission des droits de l'homme, dans laquelle le Secrétaire général est prié, entre autres, de comprendre, dans les grandes lignes des rubriques pour la présentation des rapports périodiques sur les droits de l'homme, les questions dont s'est occupée la Sous-Commission,

1. Prend note des mémoires présentés par le Secrétaire général, le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et le Directeur général du Bureau international du

/...

Travail, dont la teneur montre le progrès continu de l'action internationale pour la protection des droits de l'homme;

2. Exprime sa satisfaction de l'entrée en vigueur de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et du fait que le Comité pour la discrimination raciale a été constitué et commencera prochainement ses travaux, et estime qu'afin de réaliser le plus rapidement possible les objectifs de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, il importe que le plus grand nombre d'Etats possible y participent et la mettent effectivement en oeuvre;

3. Demande à tous les Etats qui ont signé le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques de ratifier ces instruments aussitôt que possible et aux autres Etats de les signer et les ratifier ou y adhérer afin que ces instruments fondamentaux de la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales entrent en vigueur sans plus attendre et exprime l'espoir que le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques entre en vigueur le plus tôt possible;

4. Appelle l'attention de la Commission des droits de l'homme sur l'importance qu'il y a à ce qu'elle termine ses travaux sur les études déjà effectuées par la Sous-Commission le plus tôt possible afin que les mesures recommandées dans ces études puissent être examinées et adoptées avant que les renseignements sur lesquels elles reposent ne soient périmés, en tout ou en partie;

5. Prie le Secrétaire général de préparer pour chaque session de la Sous-Commission un résumé des parties des rapports périodiques portant sur des questions qui relèvent du mandat de la Sous-Commission et en particulier sur les questions qui ont fait l'objet d'une étude ou d'une enquête de la part de la Sous-Commission."

257. M. Ingles a fait observer qu'il faudrait apporter une correction au paragraphe 2 du dispositif du texte révisé, pour citer le titre exact du "Comité pour l'élimination de la discrimination raciale". M. Carey a proposé de remplacer le mot "effectivement" au paragraphe 2 du dispositif, par le mot "pleinement". Les auteurs ont accepté ces amendements. M. Rybakov a retiré ses premier et deuxième amendements.

/...

Adoption de la résolution

258. A sa 561ème séance, la Sous-Commission a voté sur le projet de résolution révisé (E/CN.4/Sub.2/L.513/Rev.1) présenté par M. Capotorti et M. Juvigny, tel qu'il avait été révisé oralement, et sur les amendements déposés par M. Humphrey (E/CN.4/Sub.2/L.514) et par M. Daoudy (E/CN.4/Sub.2/L.516). A la demande de M. Daoudy, il a été procédé à un vote par appel nominal sur son amendement au deuxième alinéa du préambule du projet de résolution. A la demande de M. Humphrey, le paragraphe 3 du dispositif a fait l'objet d'un vote séparé. Les résultats du vote sont les suivants :

- a) Le premier alinéa du préambule a été adopté à l'unanimité.
- b) L'amendement présenté par M. Daoudy (E/CN.4/Sub.2/L.516) a été rejeté par 9 voix contre 8, avec 6 abstentions; les voix se sont réparties comme suit :
  - Ont voté pour : MM. Jankovic, Kettani, Khalifa, Rahman, Rybakov, Bolintineanu, Daoudy, Ingles.
  - Ont voté contre : MM. Juvigny, Martínez Báez, Nettel, Ruhashyankiko, Calvocoressi, Capotorti, Carey, Gros Espiell, Humphrey.
  - Se sont abstenus : MM. Martínez Cobo, Nikiema, Abu Rannat, Díaz Samayoa, Durlong, Mlle Gichuru.
- c) Le deuxième alinéa du préambule a été adopté par 21 voix contre zéro, avec 4 abstentions.
- d) Le troisième alinéa du préambule a été adopté à l'unanimité.
- e) Les paragraphes 1 et 2 du dispositif ont été adoptés par 22 voix contre zéro, avec une abstention.
- f) Le paragraphe 3 du dispositif a été adopté par 20 voix contre 2, avec une abstention.
- g) Le paragraphe 4 du dispositif a été adopté à l'unanimité.
- h) L'amendement de M. Humphrey (E/CN.4/Sub.2/L.514) a été adopté par 15 voix contre 3, avec 5 abstentions.
- i) Le paragraphe 5 du dispositif a été adopté à l'unanimité.
- j) L'ensemble du projet de résolution, tel qu'il a été modifié, a été adopté par 21 voix contre zéro, avec 2 abstentions.

/...

259. Le texte de la résolution 1 (XXII) que la Sous-Commission a adoptée à sa 561ème séance, le 28 août 1969, est le suivant :

Résolution 1 (XXII)

EXAMEN DES FAITS NOUVEAUX INTERVENUS DANS LES DOMAINES QUI  
ONT DÉJÀ FAIT L'OBJET D'UNE ÉTUDE OU D'UNE ENQUÊTE DE LA  
PART DE LA SOUS-COMMISSION

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Ayant reçu la note du Secrétaire général sur les faits nouveaux intervenus dans les domaines qui ont déjà fait l'objet d'une étude ou d'une enquête de la part de la Sous-Commission (E/CN.4/Sub.2/297), le mémoire présenté par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture sur ses activités récentes dans le domaine de la lutte contre la discrimination dans l'enseignement et dans les relations raciales (E/CN.4/Sub.2/299) et le mémoire présenté par le Bureau international du Travail fournissant les principales informations sur l'évolution de la situation dans les domaines de la compétence de l'OIT (E/CN.4/Sub.2/298),

Notant la résolution 19 (XXV) de la Commission des droits de l'homme dans laquelle la Commission a décidé de poursuivre et de terminer, à sa vingt-sixième session, la discussion et l'examen de l'étude des mesures discriminatoires en matière de droits politiques et les projets de principes relatifs à la liberté et à la non-discrimination en matière de droits politiques et d'examiner en priorité, à sa vingt-septième session, l'étude des mesures discriminatoires en ce qui concerne le droit qu'a toute personne de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays, et, à sa vingt-huitième session, l'étude des mesures discriminatoires à l'égard des personnes nées hors mariage,

Notant également la résolution 22 (XXV) de la Commission des droits de l'homme, dans laquelle le Secrétaire général est prié, entre autres, de comprendre, dans les grandes lignes des rubriques pour la présentation des rapports périodiques sur les droits de l'homme, les questions dont s'est occupée la Sous-Commission,

1. Prend note des mémoires présentés par le Secrétaire général, le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la

/...

culture et le Directeur général du Bureau international du Travail, dont la teneur montre le progrès continu de l'action internationale pour la protection des droits de l'homme;

2. Exprime sa satisfaction de l'entrée en vigueur de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et du fait que le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a été constitué et commencera prochainement ses travaux, et estime qu'afin de réaliser le plus rapidement possible les objectifs de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, il importe que le plus grand nombre d'Etats possible y participent et la mettent effectivement en oeuvre;

3. Demande à tous les Etats qui ont signé le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques de ratifier ces instruments aussitôt que possible et aux autres Etats de les signer et les ratifier ou y adhérer afin que ces instruments fondamentaux de la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales entrent en vigueur sans plus attendre et exprime l'espoir que le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques entre en vigueur le plus tôt possible;

4. Appelle l'attention de la Commission des droits de l'homme sur l'importance qu'il y a à ce qu'elle termine ses travaux sur les études déjà effectuées par la Sous-Commission le plus tôt possible afin que les mesures recommandées dans ces études puissent être examinées et adoptées avant que les renseignements sur lesquels elles reposent ne soient périmés, en tout ou en partie;

5. Prie le Secrétaire général de demander aux gouvernements des Etats Membres des renseignements sur les faits nouveaux intervenus dans les domaines couverts par les études déjà effectuées par la Sous-Commission et qui n'ont pas encore été examinés par la Commission des droits de l'homme et de présenter les renseignements pertinents à la Commission lors de la session au cours de laquelle une étude particulière doit être examinée;

6. Prie le Secrétaire général de préparer pour chaque session de la Sous-Commission un résumé des parties des rapports périodiques portant sur des questions qui relèvent du mandat de la Sous-Commission et en particulier sur les questions qui ont fait l'objet d'une étude ou d'une enquête de la part de la Sous-Commission.

/...

VII. ADOPTION DU RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION A LA  
COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

(Point 12 de l'ordre du jour)

260. La Sous-Commission a examiné le projet de rapport sur les travaux de sa vingt-deuxième session (E/CN.4/Sub.2/L.519 et Add.1 à 7) à ses 580ème et 581ème séances, le 12 septembre 1969 et a adopté le rapport, tel qu'il avait été modifié, à l'unanimité.

/...

VIII. PROJET DE RESOLUTION SOUMIS A L'APPROBATION DE LA  
COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Etude sur l'égalité dans l'administration de la justice

La Commission des droits de l'homme,

Ayant examiné la résolution 3 (XXII) de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Recommande au Conseil économique et social d'adopter le projet de résolution suivant :

"Le Conseil économique et social,

Notant la résolution (XXVI) de la Commission des droits de l'homme,

Tenant compte de la contribution exceptionnelle apportée par l'Etude sur l'égalité dans l'administration de la justice (E/CN.4/Sub.2/296) présentée à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, à sa vingt-deuxième session, par son Rapporteur spécial, M. Mohammed Ahmed Abu Rannat,

1. Exprime ses remerciements à M. Abu Rannat pour sa précieuse étude;
2. Prie le Secrétaire général de faire imprimer l'étude du Rapporteur spécial et de lui donner la plus large diffusion possible;
3. Prie le Secrétaire général de faire le nécessaire pour que M. Abu Rannat participe aux séances de la Commission des droits de l'homme lorsque celle-ci examinera son rapport."

/...

ANNEXE I

INCIDENCES FINANCIERES DES RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LA SOUS-COMMISSION A  
SA VINGT-DEUXIEME SESSION

1. A sa vingt-deuxième session, la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités a adopté quatre résolutions, dont trois ont des incidences financières. Avant l'adoption de ces résolutions, le Secrétaire général, conformément à l'article 13.1 du règlement financier et à l'article 28 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social, a présenté un état estimatif de leurs incidences financières. Dans certains cas, les projets de résolution sur la base desquels ces états avaient été établis ont été modifiés avant d'être adoptés. Ces amendements ne modifiaient pas les prévisions de dépenses soumises à la Sous-Commission.

2. Si, comme suite à la décision que pourrait prendre la Commission des droits de l'homme et le Conseil économique et social au sujet des propositions de la Sous-Commission, le Secrétaire général devait engager des dépenses en 1970, il faudrait pour les couvrir qu'il demande l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB). Les demandes de crédits supplémentaires qui pourraient être présentées par la suite, seraient inscrites dans le budget additionnel pour 1970 que le Secrétaire général soumettra à l'Assemblée générale à sa vingt-cinquième session.

Résolution 2 (XXII) - Etude spéciale sur la discrimination raciale dans les domaines politique, économique, social et culturel

3. Au paragraphe 6 du dispositif de cette résolution, la Sous-Commission prie "le Rapporteur spécial de poursuivre sa tâche, en tenant compte de l'échange de vues qui a eu lieu au sujet du rapport durant la vingt-deuxième session de la Sous-Commission, et de préparer et de soumettre un rapport définitif à temps pour qu'il soit examiné en priorité par la Sous-Commission à sa vingt-troisième session".

4. Au paragraphe 5 du dispositif, la Sous-Commission prie à nouveau le Secrétaire général, notamment, "de prêter au Rapporteur spécial toute l'assistance nécessaire dans l'achèvement de son rapport".

/...



5. Le Rapporteur spécial a indiqué qu'il lui faudrait pour établir son rapport final se rendre deux fois au Siège avant juin 1970 pour mener à bien les consultations nécessaires touchant la teneur du rapport qu'il doit soumettre à la Sous-Commission à sa vingt-troisième session en août-septembre 1970. Comme le Rapporteur spécial est aussi membre de la Sous-Commission, la présentation de son rapport final à la vingt-troisième session n'entraînerait pas de dépenses supplémentaires.

6. Le montant des frais de voyage (en première classe) et de l'indemnité de subsistance pour deux périodes d'une semaine aux tarifs et taux actuels serait de l'ordre de 2 400 dollars. A cet égard, le Secrétaire général tient à appeler l'attention de la Sous-Commission sur le paragraphe 10 du dispositif de la résolution 1367 (XLV) du Conseil économique et social, dans lequel le Conseil "rappelle aux Commissions techniques et aux autres organes subsidiaires du Conseil qu'aux termes de leur mandat respectif, le Conseil doit examiner, avant qu'il y soit donné suite, toutes les propositions intéressant leurs programmes de travail". En conséquence, les fonds nécessaires pour couvrir le coût de deux séjours au Siège ne seraient pas disponibles avant que le Conseil ait approuvé la proposition formulée dans le projet de résolution, ce qu'il ne pourrait faire avant la reprise de sa quarante-huitième session, en mai 1970.

Résolution 3 (XXII) - Etude sur l'égalité dans l'administration de la Justice

7. Au paragraphe 6 de la résolution 3 (XXII) la Sous-Commission demande à la Commission des droits de l'homme de recommander au Conseil économique et social a) de prier le Secrétaire général de faire imprimer l'étude du Rapporteur spécial et de lui donner la plus large diffusion possible et b) de prier le Secrétaire général de faire le nécessaire pour que M. Abu Rannat participe aux séances de la Sous-Commission des droits de l'homme lorsque celle-ci examinera son rapport.

8. En ce qui concerne l'impression et la diffusion de l'étude du Rapporteur spécial, le coût estimatif du tirage de cette publication, sur la base d'un manuscrit de 275 pages standard au plus, en trois langues (anglais, espagnol, français), pour un total de 3 400 exemplaires au maximum pour les trois langues, se chiffrerait à environ 8 500 dollars.

/...

9. En ce qui concerne les dispositions à prendre pour permettre au Rapporteur spécial d'assister aux réunions de la Commission des droits de l'homme où son rapport sera examiné, les frais de voyage (en première classe) et les indemnités de subsistance, pour une semaine, aux taux actuellement en vigueur, seraient de l'ordre de 1 800 dollars.

10. Ainsi, l'adoption par la Sous-Commission du projet de résolution 3 (XXII) entraînerait des dépenses totales évaluées à 10 300 dollars.

Résolution 4 (XXII) - Question de l'esclavage et des pratiques esclavagistes dans toutes leurs pratiques et manifestations, y compris les pratiques esclavagistes de l'apartheid et du colonialisme

11. Au paragraphe 5 de la résolution 4 (XXII) la Sous-Commission prie le Secrétaire général de prendre toutes dispositions utiles pour permettre au Rapporteur spécial sur l'esclavage "d'entrer en consultation avec les autorités responsables de la Commission des stupéfiants, de l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL), de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et de l'Organisation internationale pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et d'autres organisations internationales et régionales compétentes, en vue d'obtenir les renseignements nécessaires pour la rédaction de l'étude et de s'assurer en outre leur coopération pour l'élimination des abus en question". Le Rapporteur spécial est également prié, au paragraphe 1 de la résolution, de présenter un rapport intérimaire à la Sous-Commission à sa vingt-troisième session (1970).

12. En ce qui concerne les consultations envisagées au paragraphe 5 du dispositif, le Secrétaire général appelle l'attention de la Sous-Commission sur les incidences financières qui lui ont été présentées lorsqu'elle a examiné sa résolution 7 (XXI), incidences dans lesquelles il était dit à propos des travaux du Rapporteur spécial pour 1970 : "Pour établir son rapport de 1970, le Rapporteur spécial serait obligé de se rendre au siège de diverses institutions spécialisées, d'organisations intergouvernementales régionales et d'organisations non gouvernementales ainsi qu'au Siège de l'ONU à New York où il resterait environ deux semaines pour travailler avec le Secrétariat. Le montant estimatif de ses frais de voyage aller et retour et de l'indemnité de subsistance à lui verser se chiffre à 2 200 dollars"<sup>a/</sup>.

---

a/ Voir E/CN.4/976, annexe I, p. 7.

13. Après que la Commission des droits de l'homme eut adopté sa résolution 12 (XXV) sur la même question, ces incidences financières ont été à nouveau présentées au Conseil économique et social, à sa quarante-sixième session, les prévisions de dépenses étant augmentées du fait que le Rapporteur spécial n'était pas membre de la Sous-Commission. Le montant envisagé pour 1970 était de l'ordre de 2 900 dollars, montant nécessaire pour couvrir les frais de voyage du Rapporteur spécial à l'occasion de la préparation de son rapport et de la présentation de son rapport intérimaire à la Sous-Commission à sa vingt-troisième session, qui était alors censée se tenir à Genève<sup>b/</sup>. Etant donné que, selon le calendrier des conférences et réunions adopté pour 1970 par le Conseil à sa 1657<sup>e</sup> séance, la vingt-troisième session de la Sous-Commission doit maintenant se tenir à New York, les frais de voyage aller et retour (en première classe) entre Le Caire et New York et le montant de l'indemnité de subsistance à verser au Rapporteur spécial pendant une semaine environ, à l'occasion de la présentation de son rapport intérimaire, seront maintenant de l'ordre de 1 600 dollars. En conséquence, le coût total des travaux du Rapporteur spécial sur l'esclavage en 1970 peut être estimé à 3 800 dollars; comme il l'a indiqué lorsque le Conseil a examiné précédemment cette question<sup>c/</sup>, le Secrétaire général se propose de demander à l'Assemblée générale à sa vingt-quatrième session l'ouverture des crédits nécessaires à cette fin en présentant une demande de crédit révisée pour 1970.

---

<sup>b/</sup> Voir E/4621/Add.1, p. 21.

<sup>c/</sup> Ibid., par. 5.

## ANNEXE II

LISTE DES DOCUMENTS DONT LA SOUS-COMMISSION ETAIT SAISIE A  
SA VINGT-DEUXIEME SESSION

## 1. Documents à distribution générale

- |  |   |
|--|---|
| E/CN.4/Sub.2/295                           | Ordre du jour provisoire et annotations y relatives<br>(note du Secrétaire général)   |
| E/CN.4/Sub.2/296                           | Etude sur l'égalité dans l'administration de la justice :<br>rapport présenté par le Rapporteur spécial,<br>M. Mohammed Ahmed Abu Rannat  |
| E/CN.4/Sub.2/297                           | Examen des faits nouveaux intervenus dans les domaines<br>qui ont déjà fait l'objet d'une étude ou d'une enquête<br>de la part de la Sous-Commission : note du Secrétaire général   |
| E/CN.4/Sub.2/298                           | Examen des faits nouveaux intervenus dans les domaines<br>qui ont déjà fait l'objet d'une étude ou d'une enquête<br>de la part de la Sous-Commission : mémorandum présenté<br>par le Bureau international du Travail      |
| E/CN.4/Sub.2/299                           | Examen des faits nouveaux intervenus dans les domaines qui<br>ont déjà fait l'objet d'une étude ou d'une enquête de la<br>part de la Sous-Commission : mémorandum présenté par<br>l'UNESCO                                |
| E/CN.4/Sub.2/300 et<br>Corr.1 et Add.1 à 3 | Question de l'esclavage et de la traite des esclaves dans<br>toutes leurs pratiques et manifestations, y compris les<br>pratiques esclavagistes de l' <u>apartheid</u> et du colonialisme :<br>note du Secrétaire général |
| E/CN.4/Sub.2/301                           | Etude spéciale sur la discrimination raciale dans les<br>domaines politique, économique, social et culturel : rapport<br>interimaire présenté par M. Hernán Santa-Cruz, rapporteur<br>spécial                             |
| E/CN.4/Sub.2/302                           | Génocide. Etat de la Convention pour la prévention et la<br>répression du crime de génocide : note du Secrétaire général  |
| E/CN.4/Sub.2/303 et<br>Add.1 à 6           | Génocide : note du Secrétaire général   |

/...

E/CN.4/Sub.2/304      Question de l'esclavage et de la traite des esclaves dans toutes leurs pratiques et manifestations, y compris les pratiques esclavagistes de l'apartheid et du colonialisme : rapport préliminaire présenté par le Rapporteur spécial, M. Mohammed Awad

E/CN.4/Sub.2/CR.14      Liste non confidentielle de communications relatives aux mesures discriminatoires et aux minorités

2. Documents à distribution limitée

E/CN.4/Sub.2/L.512      Adoption de l'ordre du jour

E/CN.4/Sub.2/L.513      Examen des faits nouveaux intervenus dans les domaines qui ont déjà fait l'objet d'une étude ou d'une enquête de la part de la Sous-Commission - MM. Capotorti et Juvigny : projet de résolution

E/CN.4/Sub.2/L.513/  
Rev.1      Examen des faits nouveaux intervenus dans les domaines qui ont déjà fait l'objet d'une étude ou d'une enquête de la part de la Sous-Commission - MM. Capotorti et Juvigny : projet de résolution

E/CN.4/Sub.2/L.514      Examen des faits nouveaux intervenus dans les domaines qui ont déjà fait l'objet d'une étude ou d'une enquête de la part de la Sous-Commission - M. Humphrey : amendement au projet de résolution proposé par MM. Capotorti et Juvigny (E/CN.4/Sub.2/L.513)

E/CN.4/Sub.2/L.515      Examen des faits nouveaux intervenus dans les domaines qui ont déjà fait l'objet d'une étude ou d'une enquête de la part de la Sous-Commission - M. Rybakov : amendements au projet de résolution proposé par MM. Capotorti et Juvigny (E/CN.4/Sub.2/L.513)

E/CN.4/Sub.2/L.516      Examen des faits nouveaux intervenus dans les domaines qui ont déjà fait l'objet d'une étude ou d'une enquête de la part de la Sous-Commission - M. Daoudy : amendement au projet de résolution proposé par MM. Capotorti et Juvigny (E/CN.4/Sub.2/L.513)

E/CN.4/Sub.2/L.517      Examen des faits nouveaux intervenus dans les domaines qui ont déjà fait l'objet d'une étude ou d'une enquête de la part de la Sous-Commission : résolution adoptée par la Sous-Commission à sa 56<sup>lème</sup> réunion le 28 août 1969

/...

- E/CN.4/Sub.2/L.518 Etude sur l'égalité dans l'administration de la justice -  
MM. Capotorti, Carey et Nettel : projet de résolution
- E/CN.4/Sub.2/L.519  
et Add.1 à 7 Projet de rapport de la Sous-Commission de la lutte contre  
les mesures discriminatoires et de la protection des  
minorités à la Commission des droits de l'homme sur les  
travaux de sa vingt-deuxième session - Rapporteur :  
M. Antonio Martínez Báez
- E/CN.4/Sub.2/L.520 Etude sur l'égalité dans l'administration de la justice :  
état des incidences financières du projet de résolution  
publié sous la cote E/CN.4/Sub.2/L.518 : note du  
Secrétaire général
- E/CN.4/Sub.2/L.521 Etude spéciale sur la discrimination raciale dans les  
domaines politique, économique, social et culturel -  
MM. Calvocoressi, Martínez Báez et Waldron-Ramsey : projet  
de résolution
- E/CN.4/Sub.2/L.522 Etude spéciale sur la discrimination raciale dans les  
domaines politique, économique, social et culturel : état  
des incidences financières du projet de résolution publié  
sous la cote E/CN.4/Sub.2/L.521 : note du Secrétaire général
- E/CN.4/Sub.2/L.523 Etude spéciale sur la discrimination raciale dans les  
domaines politique, économique, social et culturel -  
M. Rybakov : amendements au projet de résolution présenté  
par MM. Calvocoressi, Martínez Báez et Waldron-Ramsey  
(E/CN.4/Sub.2/L.521)
- E/CN.4/Sub.2/L.523/  
Rev.1 Etude spéciale sur la discrimination raciale dans les  
domaines politique, économique, social et culturel -  
M. Rybakov : amendements révisés au projet de résolution  
présenté par MM. Calvocoressi, Martínez Báez et  
Waldron-Ramsey (E/CN.4/Sub.2/L.521)
- E/CN.4/Sub.2/L.524 Etude spéciale sur la discrimination raciale dans les  
domaines politique, économique, social et culturel -  
M. Khalifa : amendement aux amendements proposés par  
M. Rybakov (E/CN.4/Sub.2/L.523/Rev.1) au projet de  
résolution présenté par MM. Calvocoressi, Martínez Báez  
et Waldron-Ramsey (E/CN.4/Sub.2/L.521)
- E/CN.4/Sub.2/L.525 Etude spéciale sur la discrimination raciale dans les  
domaines politique, économique, social et culturel :  
résolution adoptée par la Sous-Commission à sa 572ème séance,  
le 5 septembre 1969

/...

- E/CN.4/Sub.2/L.526 Etude sur l'égalité dans l'administration de la justice - M. Rybakov : amendements au projet de résolution présenté par MM. Capotorti, Carey et Nettel (E/CN.4/Sub.2/L.518)
- E/CN.4/Sub.2/L.527 Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation ainsi que la politique d'apartheid, dans tous les pays, en particulier dans les pays coloniaux et autres pays et territoires dépendants - M. Carey : projet de résolution
- E/CN.4/Sub.2/L.527/  
Add.1 Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation ainsi que la politique d'apartheid, dans tous les pays, en particulier dans les pays coloniaux et autres pays et territoires dépendants - M. Carey : additif au projet de résolution
- E/CN.4/Sub.2/L.527/  
Add.1/Rev.1 Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation ainsi que la politique d'apartheid, dans tous les pays, en particulier dans les pays coloniaux et autres pays et territoires dépendants - M. Carey : révision de l'additif au document  
E/CN.4/Sub.2/L.527
- E/CN.4/Sub.2/L.528 L'égalité dans l'administration de la justice - projet de principes révisé sur l'égalité dans l'administration de la justice  
et Corr.1
- E/CN.4/Sub.2/L.529 Question de l'esclavage et de la traite des esclaves dans toutes leurs pratiques et manifestations, y compris les pratiques esclavagistes de l'apartheid et du colonialisme - M. Calvocoressi, Capotorti, Carey, Gros Espiell, Juvigny, Martínez Cobo et Ruhashyankiko : projet de résolution
- E/CN.4/Sub.2/L.529/  
Rev.1 Question de l'esclavage et de la traite des esclaves dans toutes leurs pratiques et manifestations, y compris les pratiques esclavagistes de l'apartheid et du colonialisme - MM. Calvocoressi, Capotorti, Carey, Durlong, Gros Espiell, Juvigny, Martínez Cobo et Ruhashyankiko : projet de résolution
- E/CN.4/Sub.2/L.530 Examen des travaux futurs de la Sous-Commission : note du Secrétaire général

/...

- E/CN.4/Sub.2/L.531      Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation ainsi que la politique d'apartheid, dans tous les pays, en particulier dans les pays coloniaux et autres pays et territoires dépendants : état des incidences financières du projet de résolution publié sous la cote E/CN.4/Sub.2/L.527 : note du Secrétaire général
- E/CN.4/Sub.2/L.532      Question de l'esclavage et de la traite des esclaves dans toutes leurs pratiques et manifestations, y compris les pratiques esclavagistes de l'apartheid et du colonialisme - M. Waldron-Ramsey : amendement au projet de résolution présenté par MM. Calvocoressi, Capotorti, Carey, Gros Espiell, Juvigny, Martínez Cobo et Ruhashyankiko (E/CN.4/Sub.2/L.529)
- E/CN.4/Sub.2/L.533      Question de l'esclavage et de la traite des esclaves dans toutes leurs pratiques et manifestations, y compris les pratiques esclavagistes de l'apartheid et du colonialisme : état des incidences financières du projet de résolution publié sous la cote E/CN.4/Sub.2/L.529/Rev.1 : note du Secrétaire général
- E/CN.4/Sub.2/L.534      Protection des minorités - MM. Kittani, Khalifa et Waldron-Ramsey : projet de résolution
- E/CN.4/Sub.2/L.535      Protection des minorités - MM. Díaz-Samayoa et Gros Espiell : projet de résolution
- E/CN.4/Sub.2/L.536      Communications relatives aux droits de l'homme - M. Rybakov : projet de résolution
- E/CN.4/Sub.2/L.537      Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation ainsi que la politique d'apartheid, dans tous les pays, en particulier dans les pays coloniaux et autres pays et territoires dépendants - M. Daoudy : projet de résolution

-----